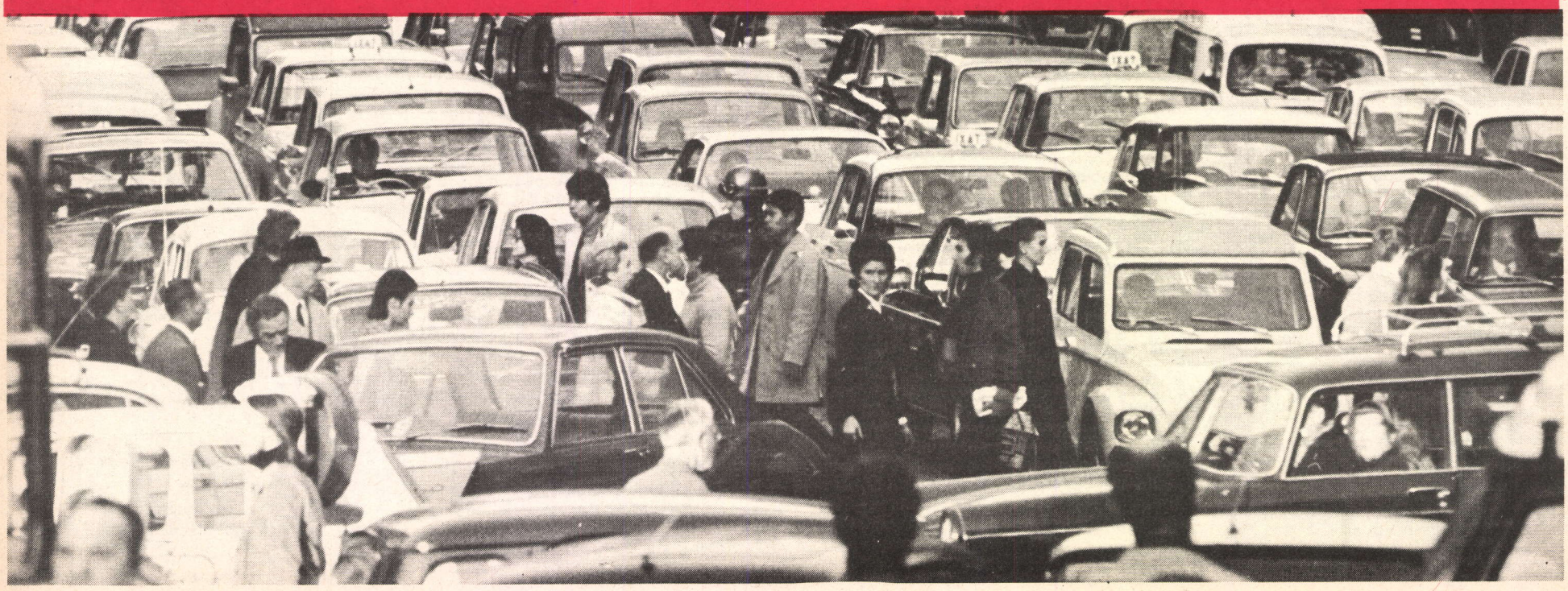
lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 163 — SEMAINE DU 12 AU 18 OCTOBRE 1971 — PRIX : 2 F

METRO :

le gouvernement ne se préoccupe pas de la gêne des usagers, mais de celle des industriels



courrier des lecteurs

LE PERCEPTEUR ET LES TRAVAILLEURS IMMIGRES

Une employée des Contributions directes nous a fait parvenir une lettre dont nous extrayons les passages suivants :

Les travailleurs immigrés sont souvent soumis à un régime d'imposition de fait **discriminatoire.**

En effet, lorsqu'aucune déclaration n'a été souscrite, la procédure normale est la suivante : le Service envoie au contribuable une première lettre de mise en demeure sans accusé de réception, puis, faute de réponse, à trente jours d'intervalle, deux lettres de mise en demeure avec accusé de réception, et ce n'est qu'après cette procédure que le contribuable est taxé d'office, d'après les éléments en la possession du service.

Mais lorsque les bulletins de salaire qui parviennent au Service concernent des contribuables dont le nom a une consonnance étrangère (essentiellement africaine) **et que lesdits bulletins mentionnent une profession telle que manœuvre ou O.S., la procédure est tout à fait différente : aucune de ces lettres n'est envoyée au contribuable qui est directement taxé d'office, avec une première majoration de 10 %, et de la façon la plus désavantageuse pour lui, c'est-à-dire comme un célibataire sans enfants, alors que la plupart du temps ce sont des pères de famille nombreuse et ayant à leur charge leurs parents et des collatéraux.**

Conséquence pour les employés du Service : dans un premier temps, cette procédure expéditive qui part d'un préjugé raciste facilite le travail car elle limite le courrier, mais, lorsque l'impôt doit être payé, le Service reçoit la visite de ces contribuables qui annoncent leur situation réelle, et le Service doit alors, pour corriger ses propres erreurs, **soit instruire des réclamations, soit faire des dégrèvements d'office. Il faut penser aussi que certains, ignorant totalement leurs droits paient, malgré leurs difficultés avec des majorations (une majoration de 10 % pour défaut de déclaration plus une majoration de 10 % pour le retard dans le paiement). Ce surcroît de travail provoque une réaction de mauvaise humeur des employés à l'égard des travailleurs étrangers sans qu'ils s'aperçoivent qu'en fait ce surcroît de travail provient des directives données par l'Administration ou par des " chefaillons ".**

D'autre part, les Français ont le droit de déduire de leurs revenus les pensions alimentaires versées à des ascendants ou descendants.

Les travailleurs étrangers n'ont pas ce droit, car le Code civil n'est applicable, sur ce point, qu'aux citoyens français. La Direction Générale des Impôts n'a pas de position officielle, et la jurisprudence du Conseil d'Etat n'est pas unanimement suivie, d'où situations inégales selon le lieu et l'heure : les instructions des directions départementales variant souvent.

ET VIVE L'EGALITE FISCALE !

LES REGLEMENTS INTERIEURS DES FACULTES

Communiqué du Comité d'action de droit (PAN) et du Bureau national de l'UNEF, concernant la mise en place des règlements intérieurs dans les facultés :

Les étudiants de toutes les facultés, toutes les organisations étudiantes et démocratiques sont aujourd'hui concernés par l'incroyable provocation dont la faculté de droit de Paris est le théâtre.

L'U.N.E.F. décide de faire connaître à tous les étudiants au niveau national, et au mouvement syndical tout entier les dispositions du règlement intérieur de cette faculté qui participe des atteintes du gouvernement aux libertés d'association, de presse, de réunion et qui apparaît comme une version " universitaire " de la loi scélérate combattue par tout le mouvement ouvrier.

Ce règlement intérieur :

— autorise le président de l'Université à faire saisir soit physiquement au cours des diffusions, soit par perquisition dans les locaux syndicaux ou politiques tout tract considéré par lui comme inopportun ;

— exclut de **toute** liberté et moyen d'expression les organisations qui, comme l'U.N.E.F. refusent de siéger dans les conseils de gestion de M. Guichard. Il en va de même pour les organisations politiques qui " n'ont pas obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés lors des élections à l'Assemblée nationale " ;

— interdit toute expression syndicale ou politique **orale** dans la faculté ;

— dénie aux étudiants les libertés politiques et syndicales : ils n'ont qu'un droit " d'information " ;

— décide des poursuites pénales contre ceux qui n'appliqueraient pas ce règlement policier.

Ce règlement qui émane visiblement d'admirateurs des conceptions universitaires des régimes de Madrid et d'Athènes vise tout particulièrement à l'expulsion de l'enceinte universitaire du syndicat des étudiants l'U.N.E.F.

Alors que les étudiants en droit effectuent leur rentrée universitaire dans le calme, alors qu'aucun incident n'est venu troubler la faculté, le conseil d'université prend délibérément la responsabilité de cette incroyable provocation.

Une véritable police de faculté effectue depuis la rentrée des démonstrations de force dans le hall d'Assas.

UNE CONFERENCE DE PRESSE DE LA MERE DE GEORGES JACKSON

Libération News Service : conférence de presse de Mme Georgia Jackson (L.N.S. 22 septembre 1971) :

Le 21 septembre, Mme Georgia Jackson, mère de Georges Jackson, assassiné le 21 août à la prison de San Quentin, a donné une conférence de presse, pour lancer une campagne de pétitions. Ces pétitions doivent servir à obtenir des Nations unies qu'elles mènent une enquête sur la mort de Georges Jackson. Rappelons que la version officielle de la police américaine est que Georges Jackson a été abattu par des gardes lors d'une tentative d'évasion. Un récent rapport d'autopsie prouve, contrairement à cette version qu'il a été abattu d'une balle dans le dos. Lors de sa conférence de presse, Mme Jackson a déclaré :

" Il y a des gens qui gardent pour eux-mêmes la douleur qu'ils éprouvent, mais je ne peux pas me taire plus longtemps. Les ghettos, les tribunaux et les prisons de ce pays m'en ont fait trop voir pour que je reste silencieuse. Si vous donnez trop de coups de pied à un vieux chien, il finira par se lever et vous mordre.

Je savais depuis longtemps qu'ils étaient décidés à avoir Georges. Il refusait de ramper et d'accepter leurs insultes. Dans cette prison, il était un dirigeant et il apprenait aux autres pourquoi ils étaient en taule. Les autorités ne pouvaient pas supporter ça et ils l'ont tué.

Je ne sais pas ce qui s'est passé le jour où on l'a tué. Je ne sais rien de plus que ce que j'ai lu dans les journaux. Je ne savais même pas que Georges était mort avant de l'entendre à la radio. Personne ne s'est donné la peine de me téléphoner de la prison pour me le dire. Quand j'ai appelé la prison pour savoir si c'était vrai, le type à qui j'ai parlé m'a dit que tout le monde là-bas était content que Georges soit mort. J'ai demandé à parler au directeur, mais il a refusé. Finalement, j'ai rappelé et j'ai dit que j'étais un reporter qui voulait parler au directeur. Il est venu au téléphone, mais il m'a dit de ne pas venir à la prison.

Avant d'être tué, Georges m'a dit ce qui se passait dans la prison. Il m'a raconté que d'autres prisonniers lui avaient dit que des gardiens avaient essayé d'acheter des prisonniers pour qu'ils le tuent — mais aucun d'eux n'a accepté de le faire. Les autres prisonniers avaient trop de respect pour lui, les Noirs comme les Blancs. Alors je suppose que les gardiens ont été obligés de faire eux-mêmes leur sale travail.

Georges n'était pas un chien enragé. Il n'aurait pas cherché à s'enfuir en courant à travers une cour découverte. Il a été assassiné. Est-ce que les autorités de la prison s'attendent à me voir avaler leurs mensonges ? Est-ce qu'ils s'imaginent que nous avons une mentalité d'enfants de douze ans ?

Quand vous allez visiter quelqu'un en prison tout est bien arrangé pour vous faire croire que le reste de la prison est comme ça. Mais tous ceux qui ont des parents ou des amis là-dedans savent la vérité. Les prisons de ce pays ne sont pas faites pour des êtres humains. Il n'existe rien qui ressemble à un programme de rééducation. Tout ce que les prisonniers fabriquent dans la prison est vendu à l'extérieur avec bénéfice, et tout l'argent va à l'Etat. On ne peut pas croire à la brutalité et aux menaces qu'on vous fait subir là-dedans si on ne connaît personne qui y a été.

Et c'est exactement ce qu'ils veulent. Le gouvernement pourrait changer les prisons s'il le voulait, mais ils ne veulent pas. Pour changer les prisons, il faut changer le pouvoir.

Je n'espère pas obtenir satisfaction grâce à une enquête menée par des fonctionnaires de ce pays. Je lance une campagne de pétitions pour obtenir des Nations unies qu'elles prennent le cas de Georges sous leur juridiction et qu'elles fassent une enquête sur sa mort. Si nous voulons connaître les faits, il nous faut un comité impartial — et aucun fonctionnaire du gouvernement des Etats-Unis n'est impartial. "

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impression : Roto technic Offset
Tél : FLA. 37-07

Composition :
4, rue du Bouloi

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince
75 - Paris-6e

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	**30 F**
	1 an :	**50 F**
sous pli fermé :	6 mois :	**70 F**
	1 an :	**130 F**

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS 6851-10

Éditorial

METRO :

NON ! le gouvernement ne se préoccupe pas de la gêne des usagers, mais de celle des industriels

PARIS privé de métro, les travailleurs parisiens ont dû marcher à pied... Et dès le début de la grève, le gouvernement aidé par une presse aux ordres et par la radio a essayé de dresser les usagers contre les grévistes.

Chaque émission radiophonique apportait le témoignagne de plusieurs usagers mécontents et outrés, coupés de quelques autres timidement compréhensifs. Les mensonges les plus fantaisistes étaient répandus sur les salaires des conducteurs, tandis qu'on prévenait les automobilistes que la circulation était absolument bouchée dans certains secteurs, alors que le trafic n'y était quelquefois pas plus perturbé que d'habitude. Les embouteillages du sud de Paris étaient, par exemple au moins autant le fait de la tenue du Salon de l'auto que de la grève.

Le ministre des Transports, Chamant, s'est indigné de ce que « des agents, pour faire valoir des avantages catégoriels minimes, fassent pâtir l'ensemble des usagers de la région parisienne ». **A croire qu'il aurait préféré que les conducteurs se soient mis en grève pour des revendications générales plus importantes !**

Au Salon de l'auto, Pompidou est venu à la rescousse pour dénoncer « l'abîme qui sépare certaines revendications, des fatigues et des privations infligées à des millions d'utilisateurs ».

Comme nos ministres deviennent prévenants pour les usagers lorsqu'il s'agit de condamner une grève ! Comme si les fatigues et les privations n'étaient pas le lot quotidien de millions d'usagers. Quelques jours de marche à pied seraient intolérables, mais pour ces messieurs il est tout à fait normal que ces mêmes usagers s'entassent comme des bestiaux pendant deux heures et plus par jour, tout au long de l'année. Contre le scandale des transports parisiens, le gouvernement n'a aucune solution si ce n'est d'augmenter les tarifs et de réduire les subventions de la R.A.T.P. Leur cynisme a eu le renfort de la méprisable bêtise des C.D.R. qui, brusquement, se sont réveillés pour inonder Paris de tracts ridicules accusant le Parti communiste et les spéculateurs !

Il est vrai, pourtant, que cette grève préoccupe le gouvernement. Mais ce n'est nullement à cause de la gêne ressentie par les usagers. C'est parce que l'absence de métro provoque de profondes perturbations dans les déplacements de la main-d'œuvre de la région parisienne, et que messieurs les patrons voient cela d'un mauvais œil. C'est des coffres-forts capitalistes que Pompidou se soucie, et non des pieds des usagers.

Bien sûr, cette grève est corporative et a été déclenchée par le syndicat autonome (qui regroupe la majorité des conducteurs) et suivie par la C.G.T. et la C.F.D.T. Les revendications mises en avant par ce syndicat sont discutables, voire contestables. Le syndicat autonome qui est à l'origine du conflit est d'ailleurs un syndicat ouvertement corporatiste qui fut fondé au lendemain de la guerre, en opposition à la C.G.T., par un militant du R.P.F., bien qu'il se veuille absolument apolitique.

Mais si les conducteurs du métro ont été amenés à engager un mouvement présentant des aspects catégoriels, c'est en premier lieu parce que la direction de la R.A.T.P., comme la plupart des entreprises du secteur nationalisé et d'ailleurs du secteur privé, impose des formes de rémunérations catégorielles dans le but de diviser et d'isoler les différentes catégories de personnel.

Et malgré la gêne que leur a occasionné la grève du métro, malgré les tentatives du gouvernement, de sa presse et de sa radio pour les dresser contre les conducteurs du métro, les travailleurs usagers n'ont pas marché. Car ils se rendent bien compte que cette grève traduit un malaise qu'ils ressentent eux aussi après les hausen l'absence d'une politique d'ensemble des organisations syndicales pour s'opposer à l'exploitation capitaliste, sont contraints de lutter pour des augmentations catégorielles limitées.

Les travailleurs parisiens savent que le syndicat autonome est prêt à donner l'ordre de reprise du travail dès qu'il aura quelques assurances sur le respect des catégories. Ils savent que les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. sont prêts à céder sur quelques broutilles qui leur permettront de sauver la face.

Mais les travailleurs parisiens savent aussi ce que valent les discours hypocrites des Pompidou, Chaban et autres Chamant. Et c'est pourquoi, faisant montre d'une conscience de classe bien supérieure à celle des bureaucrates syndicaux qui cantonnent les luttes sur le terrain catégoriel, ils se sont sentis solidaires des conducteurs de métro tenant tête à l'Etat et au gouvernement. A ce gouvernement de voleurs, de menteurs et de profiteurs qui organise la vie chère et aggrave leurs conditions de travail et de transport.

sommaire

EN FRANCE

● Leur nouvelle société

Page 6
— La naissance de la IV[e] République.

Page 7
— Une politique des taudis.

Page 8
— La loi sur la filiation à l'Assemblée.
— **Cinq colonnes à la une** ...de la bêtise.

● Les travailleurs en lutte

Pages 4 et 5
— La grève des conducteurs du métro.

Page 17
— Grève aux Nouvelles Galeries, à Orléans.

Page 24
— Une semaine de boycott de la cantine à Babcock.
— Grève à Ericsson.

● Dans les entreprises

Page 14
— Echos des entreprises.

Page 15
— Les maladies mentales se développent... dans les hôpitaux psychiatriques.

Page 16
— Le salaire aux pièces chez Norton.

Page 18
— Une usine à la pointe du progrès dans le Pas-de-Calais.

DANS LE MONDE

Page 9
— L'Europe verte s'embourbe.

Page 10
— Nixon annonce la continuation de la politique anti-ouvrière.
— Le voyage de Kissinger en Chine.

Pages 12 et 13
— Les Tupamaros.

DIVERS

Page 11
— Revue de la presse d'extrême-gauche.

Page 19
— Télévision : Hexagone.

Pages 20 et 21
— Feuilleton.

Page 22
— Les livres : Littérature et Révolution, de L. Trotsky.

Page 23
— Cinéma.

LA DÉMOCRATIE AU SUD VIETNAM TELLE QUE LES U.S.A. LA DÉFENDENT

C'EST dans un pays quadrillé par l'armée que se sont déroulées, le 3 octobre, les élections au Sud Vietnam. Selon un scénario qui n'a plus rien d'original et que la France connaît bien pour l'avoir utilisé en Algérie pendant la guerre, la population a voté solidement encadrée par l'armée, la police et les fonctionnaires. Quatre-vingt onze pour cent des suffrages exprimés vont au candidat unique de cette élection, le général Thieu. Finalement, si ce scrutin signifie quelque chose, c'est que le général Thieu contrôle parfaitement son appareil administratif et militaire.

Quant aux U.S.A., ils ont administré une fois de plus la preuve qu'ils soutenaient au Sud Vietnam un fantoche détesté de la population et qui ne se maintient au pouvoir que grâce aux blindés de l'armée américaine.

Elections « démocratiques » au Vietnam. (Photo A.F.P.)

Ainsi prend fin la farce électorale commencée il y a plusieurs mois déjà, farce électorale qui irrite les Américains eux-mêmes, tant elle est grotesque et lamentable. Farce électorale qui a vu les dirigeants de l'opposition — et quels dirigeants ! et quelle opposition ! Le général Ky lui-même, ex-vice-président de Thieu — tenir des réunions sous la protection de ses soldats de l'armée de l'Air.

Dans l'art de la caricature seul feu Duvalier, à Haïti, aurait pu faire concurrence à Thieu.

Mais que deviendra Thieu quand les U.S.A. le trouvant trop irrémédiablement compromis cesseront de lui apporter l'aide de leurs blindés ? Dans le meilleur des cas il finira en exil comme Tchombé, et dans le pire des cas comme Diem.

Les conducteurs ont la parole

PENDANT la grève des conducteurs de métro, le gouvernement et ses valets ont tout fait pour dresser la population contre les grévistes. Pour ce faire, ils n'ont pas hésité à répandre les mensonges les plus éhontés. D'après un tract CDR distribué aux usagers et intitulé « Le métro fait dodo quand nous allons au boulot », les conducteurs ne sont pas particulièrement « brimés », puisqu'ils gagnent de « 1.838 F à 2.426 F par mois », travaillent 36 heures par semaine, ont la retraite à 50 ou 55 ans. Il s'agit de mensonges éhontés. Ces gens-là, en outre, se gardent bien de parler des conditions de travail très pénibles des conducteurs. Sur tous ces problèmes, « Lutte Ouvrière » n'a pas été chercher ses renseignements chez Pierre Weil, directeur de la RATP (qui « avait fait une erreur » dans la communication à la presse des chiffres de salaires), ni chez les plumes à la solde du pouvoir. Nous donnons tout simplement la parole... aux conducteurs eux-mêmes :

UN CONDUCTEUR DU R.E.R.

— Lutte Ouvrière : Peux-tu nous parler de vos conditions de travail ?

— Le conducteur, qui, avant d'être sur le R.E.R., travaillait dans le souterrain à Paris : **Le tunnel, ça abrège notre vie d'au moins dix ans. Les horaires sont décalés, toutes les semaines, tu changes. Pas de vie régulière, pas d'heures de repas régulières, ni de repos réguliers. Nous faisons presque tous des ulcères à l'estomac à cause du manque de régularité et de la tension nerveuse.**

— L.O. : En effet, d'autres conducteurs m'ont parlé de votre hantise des feux rouges. De quoi s'agit-il ?

— Le C. : **Aux heures d'affluence, l'horaire est très restreint : il y a une tolérance de 15 secondes d'avance ou de retard sur l'horaire vérifié aux grandes stations. On est obligé de pousser nos bécanes au maximum. La charge est maximum. Mais plus on fonce, plus le train est chargé, et moins ça freine. Alors, on a la hantise du feu rouge. Si tu ne respectes pas l'horaire, tu as un « bon de tabac ». Si tu grilles le feu, tu as un « bon de tabac ».**

— L.O. : Qu'est-ce qu'un « bon de tabac » ?

— Le C. : **C'est une amende qui se traduit par une retenue de salaire. Cette retenue est égale à un pourcentage plus ou moins important selon le cas d'une espèce de prime appelée le « complément spécial C » qui représente environ 1/10e du salaire. Un feu rouge non respecté c'est au minimum 20 % du « complément spécial C », c'est-à-dire 2 % du salaire total. Cette amende peut aller jusqu'à 40 % et la mise à pied. C'est alors inscrit au dossier.**

— L.O. : Y a-t-il d'autres cas où vous avez des « bons de tabac ».

— Le C. : **On a des vitesses à respecter. Et sur l'Urbain (à Paris), il n'y a pas de compteur, c'est « au pif ». On a 5 km/h de tolérance. On peut rouler moins vite, mais il faut respecter l'horaire. Par contre, si on dépasse la vitesse voulue, et si l'inspecteur est là, planqué, on a un « bon de tabac ». Pour la première fois, il est d'un certain pourcentage. Mais si on accumule les fautes de vitesse, les « bons de tabac » augmentent en pourcentage. A la fin de l'année, ils peuvent atteindre 40 %. Ça dépend en plus de combien tu as dépassé la vitesse.**

— L.O. : Sur les trains de banlieue SNCF, les avaries sont fréquentes. Les caténaires se cassent souvent et les usagers doivent attendre. Ce genre de choses arrive-t-il au métro ?

— Le C. : **Ah oui. En plus, il y a les avaries. C'est bien simple, quand on roule, on ne pense qu'à tout ça : les feux rouges, les horaires, la vitesse, les avaries. Ces avaries, il faut les déceler, les réparer le cas échéant, et dans le temps fixé ! Si on ne la trouve pas, ou qu'on la répare trop lentement si elle est bénigne, on a un « bon de tabac ». Si, par exemple, tu mets dix minutes avant de t'apercevoir qu'il s'agit d'une porte qui ferme mal, « bon de tabac ». Ces avaries sont nombreuses. Elles peuvent aller de la porte qui ferme mal, au sabot de frein qui... brûle (sur les vieilles rames de l'urbain), jusqu'aux court-circuits, etc.**

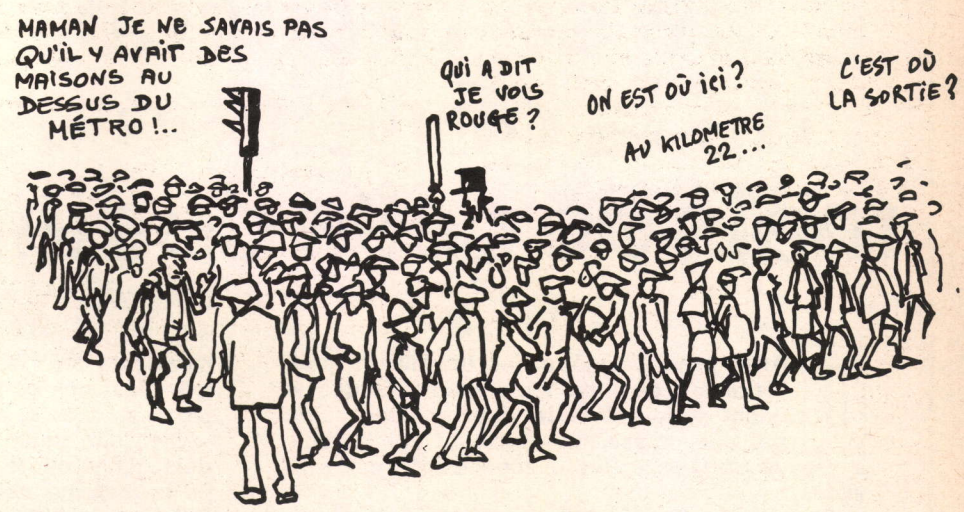
— L.O. : A part les horaires, la vitesse à respecter, les feux rouges etc., qu'est-ce qui rend vos conditions de travail particulièrement pénibles ?

— Le C. : **Après un repas, du fait du manque d'oxygène dans le métro, la digestion se fait mal, ça chauffe, tu somnoles, tu luttes contre le sommeil. C'est comme ça que beaucoup d'entre nous ont des ulcères. Par ailleurs, tu risques plus de commettre des erreurs. Et comme nous devons manger à n'importe quelle heure, ça peut arriver aux heures d'affluence, là où il faut faire le plus attention.**

Sur les rames à pneux, à cause des résistances électriques, il fait très chaud. Et ça pue en plus. ... Sur les autres rames aussi d'ailleurs !

— L.O. : Et sur le R.E.R. ?

— Le C. : **Sur le R.E.R., c'est un peu différent : les conditions de travail sont à peu près les mêmes. Mais on est en plein air. Et puis on voit le paysage, le Bois de Vincennes... Ça change du souterrain ! Seulement, l'été, les loges sont mal aérées, alors la température monte rapidement. En été, les rames restent en dépôt en plein soleil. C'est la fournaise quand tu y rentres.**



Sur le R.E.R., nous avons des vitesses très élevées (100 km/h), donc nous devons faire preuve d'une plus grande attention, et la signalisatiion est moins restrictive, basée sur la responsabilité du conducteur qui est accrue. Tu dois donc redoubler d'attention.

— L.O. : Peux-tu me donner un exemple de vos horaires ?

— Le C. : **C'est bien simple, je vais t'en prendre un au hasard sur mon carnet... Non, celui-là est franchement trop mauvais. Tiens, en voici un, moyen : c'est un mixte. Je commence à 6 h 30 du matin jusqu'à 12 h 20. Je reprends à 16 h jusqu'à 17 h 40. C'est pas le plus mauvais. La plupart des gars n'ont pas le temps de rentrer chez eux. L'amplitude maximum est de 12 heures. Il est fréquent d'en faire onze.**

AU SUJET DES HORAIRES

Un conducteur du terminus Balard explique :

« Le calcul est très compliqué : on tourne sur 168 jours. En moyenne, on peut dire qu'on fait, en gros, 41 heures par semaine. L'amplitude est en moyenne de dix ou onze heures. Plutôt onze que dix. Avec le système des 6-2 (6 jours de travail, 2 jours de repos, obtenus après 1968), la direction nous enlève trois jours de congé annuels. »

LA SECURITE

Un autre conducteur de Balard :

« La cabine du conducteur, c'est une chaise électrique. Il n'y a aucune protection sur les installations électriques dans la loge. Les court-circuits sont très fréquents. Le matériel est très vieux. Les fils électriques, on peut les casser à la main ! Il y a quelques années, on s'est aperçu que sur une motrice, les circuits n'avaient pas été vérifiés depuis... 1944 ! »

LES SALAIRES

Un conducteur du dépôt « La Varenne » (R.E.R.) :

« Les salaires à 2.400 F, c'est de la blague. Ici, au R.E.R., il n'y a en tout et pour tout que quatre gars qui l'ont, plus un gars à La Défense. Ils l'atteignent TOUTES PRIMES COMPRISES : prime de matériel nouveau, de S.B.T. (« seul à bord du train »), prime de nuit, prime de travail le dimanche et les jours fériés, etc.

« Les salaires réels les voilà :

« L'intérimaire, qui est à l'échelle TI (ce sont les gars des bus qui viennent de se reconvertir en conducteurs), position I, échelon 6 (minimum à 221,5 points. Il est le moins payé. Il gagne 1.566,23 F, prime de productivité comprise.

« Les gars les mieux payés, ce sont les échelle 2 S.B.T. (« seul à bord du train »), position 2, échelon 14 (fin de carrière). Ils gagnent 2.177,83 F, prime de productivité comprise. »

Correspondant L.O.

Les revendications des conducteurs

LE syndicat autonome a centré la lutte des conducteurs sur un problème de place des conducteurs dans la grille hiérarchique.

Voilà comment un conducteur explique la chose : « Dans l'ancienne grille, qui vient d'être remaniée, nous étions au niveau des premières échelles de « maîtrise-concours ». Il y a deux catégories de maîtrise : la maîtrise « au choix » (par promotion au choix) dont le salaire maximum atteint à peu près le salaire minimum de la maîtrise « concours » (où l'on accède par concours).

« Avec la nouvelle grille, le salaire maximum du conducteur est désormais inférieur au minimum de la maîtrise « concours ». En clair, en juillet dernier, la direction a augmenté la maîtrise de 20 à 30 points, pas nous (ni, bien sûr, l'ensemble de l'exécution).

« Nous revendiquons donc que l'échelle T2 (traction 2) soit augmentée de 20 points. Cela revient à une augmentation de salaire de 150 à 200 F par mois. »

Les syndicats des conducteurs éprouvent le besoin de justifier cette revalorisation par le fait que leur qualification est égale à celle de la maîtrise.

Ils la formulent de façon catégorielle.

Et les syndicats, y compris la CGT et la CFDT, qui se disent hostiles au corporatisme, se sont bien gardés de formuler autrement cette revendication. C'est pourtant facile. Comme tous les patrons, la direction de la RATP accorde des avantages à la maîtrise. Que cela ait incité les conducteurs à demander eux aussi une revalorisation de leur salaire, c'est bien le minimum. Mais l'ensemble des agents de la RATP sont dans le même cas. Et les syndicats auraient très bien pu formuler une revendication de salaire qui intéresse tout le monde.

Les conducteurs ont bien d'autres problèmes. Ils revendiquent aussi une attribution correcte de leurs congés annuels qui leur sont grignotés (voir ce qu'en disent les conducteurs ci-contre. Mais ce n'est pas propre aux conducteurs. Partout, que ce soit aux bus, ou dans les stations, la direction grignote les avantages acquis après mai 1968 en reprenant d'une main ce qu'elle a cédé de l'autre.

Quant à la retraite, le problème est général pour tous les travailleurs de la RATP. Théoriquement, ils peuvent la prendre à 50 ans, à condition d'avoir 25 annuités (c'est-à-dire près de 25 ans d'ancienneté). Mais elle n'est alors que de 40 % du salaire. Pratiquement personne ne prend sa retraite à ce taux dérisoire. Il faut avoir 37,5 annuités pour toucher 65 % du salaire. Or, à l'âge légal de la retraite, personne n'atteint ce chiffre, sauf les prisonniers de guerre dont les années passées comme prisonniers leur sont comptées avantageusement... Mais, aujourd'hui, les prisonniers de guerre ont pour la plupart déjà pris leur retraite...

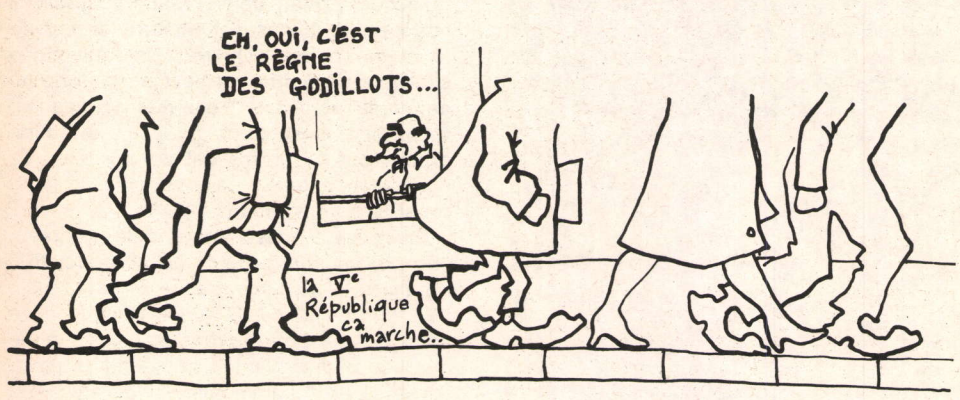
Les agents de la RATP demandent donc de toucher la retraite maximum à l'âge légal de la retraite.

Un aspect inconnu de la visite des diplomates chinois en France.

La tactique des syndicats

Les autonomes

Les autonomes sont majoritaires chez les conducteurs. Les conducteurs sont mécontents depuis longtemps. Ils parlent de se mettre en grève depuis deux mois environ. (Un syndicaliste CGT expliquait au terminus Balard que les militants CGT avaient, en août, tout fait pour « retenir » les conducteurs, afin « qu'ils ne rentrent pas tous seuls dans la bagarre ».) Mêmes propos au terminus La Varenne. Une semaine avant le début de la grève, mardi 5 octobre, les autonomes s'étaient donc prononcés pour la *grève illimitée*. Les conducteurs étaient plus que prêts à suivre ce mot d'ordre.



Mais le syndicat autonome est extrêmement corporatiste et fait de la démagogie sur les préjugés catégoriels de certains conducteurs.

D'après des responsables cégétistes, les responsables autonomes auraient déclaré en réunion du personnel, au début de la grève : « *Les conducteurs font grève seuls. C'est une grève catégorielle. Si les autres catégories se mettent en grève, nous arrêtons.* » Jeudi dernier, un responsable autonome atténuait un peu cette affirmation dans la discussion.

Quant aux conducteurs de la base, même autonomes, il n'est pas vrai qu'ils soient irrémédiablement hostiles aux autres catégories. S'ils tiennent effectivement à leur grève catégorielle, s'ils ne font effectivement rien pour appeler leurs autres camarades à la grève, ils comprendraient tout à fait que l'ensemble de la RATP se mette en grève et n'y sont pas défavorables.

La C.G.T. et la C.F.D.T.

La CGT, majoritaire sur l'ensemble du réseau, est aujourd'hui légèrement minoritaire chez les conducteurs. La CFDT, elle, est très minoritaire à la RATP (moins de 10 % des voix) et ne s'engage pas à grand chose quand elle fait des déclarations sur l'extension du mouvement qu'elle ne fait suivre d'aucun acte.

Chez les conducteurs, « *ce sont les autonomes qui mènent la danse* », expliquent les agent de la RATP. La CGT a suivi les autonomes. Elle aurait payé trop cher aux élections le fait de se désolidariser de ce mouvement « catégoriel ». Mais, le moins qu'on puisse dire, est que dans cette grève, que ce soit chez les conducteurs ou chez les autres catégories du personnel, la CGT n'a pris AUCUNE INITIATIVE. Une semaine avant la grève, alors que l'ensemble des conducteurs, même la base cégétiste, était prêt à la grève illimitée, la CGT ne parlait au mieux que de « 24 heures renouvelables », de manière à ne pas s'engager. Jour après jour, elle se déclarait prête à négocier et à accepter les premières propositions de la direction. D'ailleurs, « *L'Humanité* » n'a parlé pendant près de deux semaines que de « *la responsabilité du gouvernement* » et ne titrait que « *La grève aura lieu si...* », « *La grève ne continuera que si...* », etc. En fait, de tactique CGT et CFDT, il n'y en a pas eu. A moins qu'on qualifie de « tactique » l'attentisme prudent dont ces centrales ont fait preuve.

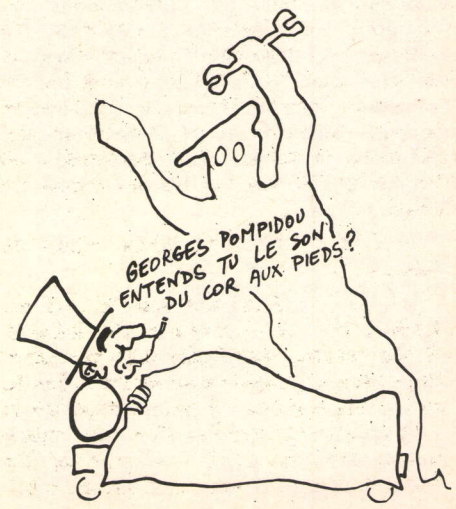
La CGT et la CFDT se sont officiellement démarquées du corporatisme des autobus en ont fait l'expérience ment, elles parlaient de temps à autre « *d'étendre le mouvement* » sans jamais une seule fois passer aux actes. Au début, les responsables cégétistes expliquaient cet attentisme en se retranchant derrière les autonomes qui « *arrêteraient la grève si les autres s'y mettent* ». Il faut ajouter que le reste du personnel de la RATP n'est pas prêt à s'enthousiasmer pour une grève de « *24 heures renouvelables chaque jour par dépôt* ». Les travailleurs des autobus en ont fait l'expérience pendant près d'une semaine en mai dernier : le mouvement avait été ainsi consciemment désorganisé par les syndicats. Les grévistes les plus combatifs, se sentant isolés dans chaque dépôt, se découragèrent les uns après les autres. Les grévistes n'ont pratiquement rien obtenu.

En réalité, la CFDT et la CGT surtout, très influente, auraient très bien pu sortir cette grève de l'impasse corporatiste, à condition de se montrer au moins AUSSI DECIDES que les autonomes, sinon plus, et non en se montrant, comme ils l'ont fait, plus timides, plus hésitants, plus inquiets, plus soucieux de préserver leur audience chez les conducteurs que de faire réussir la grève.

Une péripétie peu connue de la grève est à cet égard significative : le vendredi précédant la grève, la CGT avait invité les terminus, y compris les chefs de trains et de stations, à se « prononcer » mardi matin sur l'éventualité de la grève.

Dans les terminus, mardi, il s'est avéré que 55 % des chefs de trains, donc la majorité, s'étaient prononcés pour la grève. Quelles conséquences eut ce vote de la grève dans les terminus ? Aucune. La CGT et la CFDT se gardèrent bien de prendre aucune initiative. La base attendait pourtant des consignes précises de la part de ses syndicats. La presse pouvait annoncer le lendemain que moins de 4 % des chefs de trains s'étaient mis en grève avec les conducteurs. Comment expliquer ce mystère par lequel des travailleurs votent la grève... et ne la font pas ?

Au terminus Balard, sous l'initiative locale de syndicalistes CGT combatifs, mais ayant confiance en leur syndicat, l'ENSEMBLE des chefs de trains ont fait grève tout le mercredi et tout le jeudi. Les militants CGT de Balard, dans leur terminus, espéraient que « *ça ferait tache d'huile* ». Puis, quand ils ont su qu'ils n'étaient pas suivis par les dépôts, ils ont repris progressivement « le travail », ou plutôt le pointage de leur présence dans les stations vides. Il est évident que seul un mot d'ordre ferme, donné clairement sur l'ensemble du réseau, y compris aux autobus, aurait pu inciter les chefs de trains à faire grève, alors que pour l'instant ils ne faisaient que de la présence. La CGT et la CFDT se sont bien gardées de toute initiative de ce genre. Si, par principe, elles se sont déclarées « contre le corporatisme », dans les faits, leurs revendications ne se sont démarquées en rien de celles des autonomes — qu'elles se sont contentées de suivre —. Aucune initiative n'a été prise. A tel point que les machinistes et receveurs d'autobus, après trois jours de grève, n'avaient encore eu AUCUN tract syndical sur la grève du métro. Interrogés, les militants syndicalistes répondaient, gênés et évasifs, qu'il fallait écouter la radio et lire la presse...



Le 13 octobre 1946 :

La naissance de la IVe République

C'EST le 13 octobre 1946 qu'est approuvé, par voie de référendum, le projet de Constitution élaboré pour la IVe République. La France qui vit depuis 1944 sous le régime du " Gouvernement provisoire " se voit donc dotée d'institutions définitives.

Une naissance pénible, environnée de scandales

A dire vrai, pour " provisoire " qu'il soit, le " tripartisme " est bien installé au pouvoir, et le restera jusqu'en mai 1947. Les trois partis qui composent l'écrasante majorité de l'Assemblée collaborent au sein d'un gouvernement Georges Bidault. Ce sont le M.R.P. (Mouvement républicain populaire, d'inspiration chrétienne, qui regroupe à l'époque l'ensemble de la droite), la S.F.I.O., et le P.C.F. Maurice Thorez est vice-président du Conseil.

Mais surtout, en cette fin d'été 1946, la IVe République, encore sur les fonts baptismaux, fleure déjà bon la pourriture. Elle vient de connaître son premier grand scandale et il faut dire que, deux ans à peine après la " Libération ", on ne peut que constater qu'elle ne perd pas de temps. C'est, en effet, " l'affaire des vins " qui tient la " une " des journaux. Le rationnement, en principe, est imposé sur les produits de première nécessité, en particulier le vin. Mais en marge du rationnement, le marché noir est florissant. C'est dans ces conditions qu'un ministre, Farge, prenant ses fonctions au ministère du Ravitaillement, juge politique d'accuser ses prédécesseurs à ce poste, et les fonctionnaires du Service des boissons de sombres trafics d'influence, permettant de faire passer au marché noir le vin en principe réquisitionné. Le chef du gouvernement précédent, Félix Gouin, serait compromis dans ces malversations qui permettent, à de grandes sociétés vinicoles, d'importants bénéfices illicites. En octobre éclatent de nouveaux scandales : fraude sur les textiles, fraude sur le sucre, fraude sur les farines...

Des années après " l'affaire des vins " ne sera pas encore éclaircie. Mais une chose est certaine : la IVe République sera la digne continuatrice de la IIIe. La ligne du scandale de Panama, de l'affaire Stavisky, etc., ne s'éteindra pas, jusqu'à trouver dans les scandales immobiliers de la Ve de dignes rejetons.

C'est dans cette ambiance de pourriture que siège, ineffablement, la commission de la Constitution. Elle poursuit ses travaux pour tenter d'élaborer une Constitution qui reçoive l'aval des trois partis, et qui plus est, puisse être approuvée par référendum. Le problème est d'autant moins simple que le précédent projet, socialiste-communiste, soumis à référendum, a été repoussé le 5 mai, grâce à l'opposition du M.R.P. et de De Gaulle qui, bien que " retiré des affaires publiques ", n'en continue pas moins à occuper avec insistance le devant de la scène politique. Aussi, à la commission de la Constitution, on discute ferme.

Quel est donc l'objet du débat ? Tout le monde s'est trouvé d'accord pour mettre au rencart la vieille Constitution de 1875, décidément un peu usée, pour faire place à un " régime nouveau ", correspondant aux " aspirations de la Résistance ". C'est là une occasion pour chacun de faire des phrases. Personne ne la rate. On voit René Capitant condamner la vieille Déclaration des droits de l'homme de 1789 : il s'agit maintenant dans la Constitution, **" de proclamer les droits des travailleurs ".** Quant à Thorez, il assure dans **Fils du Peuple** que le premier projet de Constitution **" assurait au peuple les droits économiques et sociaux les plus étendus : droit de la femme et de l'enfant, droit à l'instruction, au travail et à la sécurité ".** A défaut d'être prêt à assurer ces droits dans les faits, Maurice Thorez est tout à fait disposé à les inscrire dans la Constitution de la France bourgeoise : on est " communiste " ou on ne l'est pas...

Une Constitution inadéquate pour la bourgeoisie dès son élaboration

Mais c'est au-delà de ces phrases vides qu'il faut chercher la vraie signification de la querelle constitutionnelle. Le projet communiste-socialiste refusé le 5 mai 1946 aurait institué un régime d'Assemblée unique, le gouvernement étant responsable devant cette Assemblée. D'autre part, il aurait institué la proportionnelle intégrale : l'inscription du député à un parti était obligatoire ; le parti était en droit de révoquer un député, annulant son élection. Ainsi, plus que pour des députés, on votait pour des partis.

Cette Constitution " plus démocratique " selon Thorez avait un but bien précis : sans mettre en cause en aucune façon le pouvoir de la bourgeoisie, le P.C. et le P.S. entendaient au moins, pour prix de leurs bons et loyaux services, que celle-ci leur accorde de bons et solides fauteuils dans l'Assemblée et au gouvernement. Mais les milieux dirigeants de la bourgeoisie française ont préféré éviter de donner un tel cadeau aux partis dits " marxistes ", et ont trouvé pour le dire la voix du M.R.P. : d'où le rejet de ce projet. Dès lors, les discussions constitutionnelles de l'été ont pour but d'aboutir à un compromis acceptable par le M.R.P. De Gaulle " retiré des affaires publiques ", intervient dans la querelle constitutionnelle : dans un discours qu'il prononce à Bayeux, il développe ses propres conceptions : le Parlement doit comporter deux Chambres, le Sénat modérant l'Assemblée. Mais surtout, De Gaulle estime que le président de la République, loin de voir son rôle réduit à la décoration doit gouverner réellement : à lui de choisir les ministres, de présider les Conseils du gouvernement, etc. De Gaulle vise ainsi un but : rendre le gouvernement indépendant du Parlement. Il trace déjà, dans les grandes lignes, la Constitution de 1958.

De Gaulle est particulièrement conscient des intérêts de la bourgeoisie française : il faut que celle-ci se donne les moyens de se gouverner, malgré l'existence, à l'Assemblée, d'un fort groupe communiste. La bourgeoisie française a besoin d'un " Etat fort ", avec un exécutif stable, et non pas d'un régime d'Assemblée, trop soumis aux aléas du suffrage universel. Et, fulminant contre " les partis ", il pense que son prestige — que les " partis ", P.C. en tête, ont contribué à lui forger pendant la Résistance — lui permet de tenter sa chance. Il fonde un mouvement, l'Union gaulliste, qui prend un essor rapide.

Le gouvernement Ramadier, le 28 janvier 1947 à la Chambre (Ramadier, Thorez, Gouin, Croizat, Billoux, Depreux, Bidault. (Ph. R. Viollet)

Bien sûr, de nombreux hommes politiques, à droite, sont de l'avis de De Gaulle. Mais il est tout de même difficile à une Assemblée d'adopter une Constitution qui lui ôte tous pouvoirs. En tout cas, le rapport des forces dans l'Assemblée en place ne le permet pas : P.C. P.S. et radicaux y ont la majorité. Et tous les partis, y compris le M.R.P., sont conscients de la nécessité d'arriver à un compromis rapide : les discours de De Gaulle remportent un succès certain, la lassitude de l'opinion se fait sentir. Les nombreux scandales viennent s'ajouter aux interminables discussions constitutionnelles pour donner à l'Assemblée un air d'incurie et d'impuissance.

De Gaulle à Bar-le-Duc au cours de l'un de ses nombreux discours contre la constitution. (Ph. R. Viollet)

La querelle constitutionnelle

C'est dans ces conditions que l'Assemblée Constituante se met d'accord sur un projet de Constitution. Il y aura deux Chambres : l'Assemblée et le Sénat, qui fait peau neuve sous le nom de " Conseil de la République ". Mais le gouvernement reste élu par la Chambre. De Gaulle tonne contre ce projet. Le P.C. qui commence par le trouver " bonapartiste ", considère alors comme un moindre mal de le voter : lui, le P.S. et le M.R.P. se retrouvent d'accord. Le 13 octobre, la nouvelle Constitution est approuvée par référendum, avec 53 % de " oui ", et 47 % de " non ". Mais il y a 31 % d'abstentions : décidément, le " régime nouveau " ne passionne personne.

De Gaulle a perdu la bataille : les conditions n'étaient pas réunies pour que ses vues puissent triompher. Il lui faudra attendre, en 1958, que l'émeute des ultras d'Alger lui donne les moyens d'imposer à la " classe politique " qui grouille à l'Assemblée, une réforme constitutionnelle qui amoindrisse son rôle, et donne à la bourgeoisie française le " pouvoir fort " dont elle a besoin.

Mais le P.C.F., même s'il reste dans l'immédiat au gouvernement, n'a pas gagné non plus. A l'apogée de sa puissance, on n'a pas voulu lui céder la place qu'il quémandait dans l'Etat bourgeois, il reste un parti suspect, malgré sa servilité et sa veulerie. Quant à la République qui vient de naître, elle est déjà moribonde et se survivra à elle-même jusqu'en 1958. Elle n'est qu'un pis-aller, un compromis que les partis ont adopté faute de pouvoir surmonter par eux-mêmes leurs propres contradictions.

Enfin les choses deviennent claires : l'espoir de changement de la population française, dont l'importance électorale du P.S. et du P.C. est le reflet, débouche en définitive sur peu de chose : un vague replâtrage d'un système parlementaire pourri. Le Parti " Communiste ", gérant loyal du capitalisme, a aidé à le mettre en place, à enliser dans le marais des discussions constitutionnelles les espoirs des travailleurs.

Il est un autre point sur lequel le P.C.F. a montré sa veulerie : en effet, tous les partis se sont trouvés d'accord, lui compris, quant à la définition du statut de l'Union française : les colonies resteront les colonies. **" C'est l'intérêt de la France "** dit Thorez à propos du découpage électoral de l'Algérie qui ôte des sièges aux nationalistes du M.N.A. A l'Assemblée, Ferhat Abbas ne recueille que le mépris quand il plaide la cause de l'autonomie algérienne. Le P.C., qui l'a d'abord discrètement soutenu, se rallie au projet de statut gouvernemental, qui se refuse à toute réforme.

Pour mal payés qu'ils furent en retour, les dirigeants staliniens tenaient même sur ce point à apporter leur caution à l'impérialisme français...

André FRYS.

LOGEMENT

Une politique des taudis

LE Premier ministre veut donner une impulsion nouvelle à la lutte contre les taudis. » **C'est, du moins, ce que prétend** France-Soir **du 5 septembre dernier. Chaban-Delmas aurait décidé d'agir, et pour commencer, il a... écrit aux préfets.**

Découvrant **« la vétusté de notre parc immobilier et son défaut d'entretien... la multiplication des îlots insalubres »...** et déplorant que **« les bidonvilles continuent à abriter un grand nombre de personnes dans des conditions inacceptables »,** Chaban enjoint aux préfets d'accélérer **« la résorption de l'habitat insalubre ».** Pour cela, il prescrit, notamment, l'expropriation et l'expulsion pure et simple des « marchands de sommeil », qui louent à des prix exorbitants un bout de cave ou de grenier aux travailleurs immigrés. Quant aux habitants des taudis qui forment encore une grande partie des logements anciens des villes, Chaban prévoit pour eux la création, partout où ce sera nécessaire... d'un fichier des mal-logés !

Le Premier ministre ne va pas jusqu'à prévoir de dégager des crédits pour développer la construction d'H.L.M. à des prix abordables. Il se contente de proclamer que **" les crédits existants sont mal utilisés ",** et de demander la réservation prioritaire de places d'H.L.M afin de reloger les habitants des taudis.

Des milliers de logements à vendre

En somme, selon Chaban-Delmas, si un million et demi de personnes en France (dont 600.000 personnes âgées) s'entassent encore dans des taudis, c'est par simple amour de la crasse. Il suffit que les préfets décident autoritairement leur expulsion et leur relogement en H.L.M., à des kilomètres du centre des villes, pour que le problème de " l'habitat insalubre " cesse de se poser. En fait, ces déclarations de propagande à l'usage des plumitifs de **France-Soir** cachent de la part du gouvernement une incapacité profonde à résoudre les problèmes du logement. Car le problème essentiel du logement en France, c'est d'abord son prix.

Et si le **Journal du Dimanche** pouvait titrer récemment : **" 60.000 logements à vendre dans la région parisienne ",** la raison en a été indiquée dans l'article : **" le prix moyen des appartements parisiens tournait, il y a deux ans, autour de 2.800 à 3.000 F le m2. Il est aujourd'hui de près de 4.000 F et l'on a même vu apparaître cette année, des programmes qu'on ne peut qualifier de luxueux, ni par leur situation, ni par leurs prestations, à 5.000 francs le m2 ".**

Dans cette société capitaliste où tout est produit en escomptant un profit, le logement est une marchandise qui est soumise aux mêmes lois que les autres. Du moins était-ce le cas général en France avant que l'Etat n'intervienne autoritairement dans la politique des loyers. Mais dans les autres pays où cette intervention n'a pas lieu, on peut suivre l'évolution classique de l'habitat en système capitaliste. La règle est simple : le promoteur ne construit de logements que s'ils sont rentables. C'est dire que seuls les bourgeois aux revenus importants peuvent se payer le luxe de louer ou d'acheter des habitations modernes. Les travailleurs en sont réduits à occuper les logements anciens souvent vétustes, abandonnés par leurs précédents occupants fortunés et depuis longtemps amortis. C'est aux U.S.A. que le phénomène est le plus caractéristique, il y a une véritable rotation d'ensemble des logements. Au fur et à mesure que les quartiers neufs vieillissent, ils sont abandonnés par leurs occupants, de nouveaux quartiers se construisent à la périphérie et les quartiers anciens sont alors envahis par les plus pauvres. C'est ainsi que des Noirs vivent dans des villas presque en ruine mais dont les façades s'ornent parfois de colonnades, vestiges de la richesse de ces quartiers chics, il y a cinquante ans ou plus.

Un jeu faussé

En France, ce jeu normal a été quelque peu faussé. En effet, l'Etat est intervenu dans la politique des loyers par leur blocage et leur contrôle depuis la loi de 1920. Il s'agissait alors, pour éviter une poussée de revendications salariales, de bloquer l'augmentation d'une part importante des budgets ouvriers : l'habitation. C'est ainsi que dans les indices servant au calcul du S.M.I.C. le loyer ne compte que pour 8 %. Et ce blocage des prix-là a été efficace. Mais il a eu pour effet que les capitaux, trouvant le secteur " construction " non rentable, s'en sont complètement détournés. D'où la " crise du logement ", chronique en France. Pour la résoudre, la loi de 1948 a libéré le loyer des constructions neuves. Si bien que coexistent maintenant les habitations anciennes, construites avant 1948, dont les loyers sont particulièrement bas (sauf si des améliorations récentes : salle d'eau, w-c, etc., ont été effectuées, ce qui permet de libérer les prix), et des constructions récentes au loyer prohibitif.

Compte tenu de la spéculation immobilière effrénée dont le centre des villes est le théâtre, les seules constructions qui y voient le jour sont des habitations de luxe, style " Front de Seine " dans le 15e arrondissement de Paris ou " Galaxie " dans le 13e. Ce sont les seules que les promoteurs estiment " rentables " pour leurs capitaux. Ceux qui n'ont pas les moyens de payer de tels logements, s'ils n'ont pas la chance d'avoir en ville une habitation d'avant 1948, au loyer " modique ", sinon confortable, n'ont plus que la ressource de gagner une H.L.M. dans une banlieue lointaine. Le prix du terrain moins élevé et les subventions de l'Etat en rendent le prix un peu moins inaccessible aux bourses modestes.

Cependant, le logement en H.L.M., lui-même, est bien loin d'être à la portée de toutes les bourses : payer 400 ou 500 F par mois pour se loger lorsqu'on en gagne 1.000 ou 1.200 représente un important sacrifice.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner si un grand nombre de travailleurs et de personnes âgées, parmi les plus défavorisés, continuent de s'entasser chez les " marchands de sommeil " ou dans des logements anciens, vétustes et insalubres qui sont les seuls à la portée de leur bourse, et si les bidonvilles continuent de fleurir, malgré les promesses périodiques des gouvernements.

Quelques chiffres sont évocateurs : au dernier recensement, on dénombrait 18,3 millions de Français vivant dans des appartements surpeuplés, dont 7,2 millions dans des logements en état de " surpeuplement accentué " ; 5 millions de Français n'avaient pas l'eau dans leur appartement ; un appartement sur deux n'avait pas de w-c intérieur.

En fait, faute de choisir entre deux politiques, la société capitaliste condamne une partie importante de la population à être mal logée : les sociétés immobilières ne connaissant que leurs profits, il faudrait, pour résoudre la question du logement dans le cadre capitaliste, que chacun puisse payer son logement au prix de la " rentabilité " capitaliste. Mais il faudrait pour cela que le patronat paye aux travailleurs les plus modestes des salaires doubles, au moins, des salaires actuels. Faute de choisir cette politique, le gouvernement maintient le blocage des loyers des logements anciens, afin de contenir le plus possible les revendications salariales. Une des conséquences en est la persistance des taudis, et l'impossibilité d'en reloger les habitants à des prix équivalents.

La politique des H.L.M.

Reste la construction de H.L.M. qui n'est pourtant, ni par son prix ni par son nombre, la panacée : entre 1948 et 1970, 1,8 million de logements de ce type ont été réalisés dont 1,4 million en location. C'est infime par rapport au nombre des mal-logés.

Pour l'année 1971, les prévisions H.L.M. sont de 130.600 logements locatifs (8.000 de plus qu'en 1970 mais 10.000 de moins qu'en 1969). Le secrétaire de l'Union des H.L.M. déclarait il y a quelques mois qu'il faudrait construire 250.000 logements par an, la C.G.T. déclare pour sa part qu'il en faudrait 350.000. On est, de toute façon, loin du compte !

Les objectifs du Ve Plan qui étaient de 480.000 logements sociaux, n'ont pas été atteints.

Le VIe Plan prévoit d'ici 1975 la construction de 540.000 logements. On se demande comment ces objectifs, largement insuffisants, pourront être atteints : alors qu'en moyenne, les dépenses budgétaires de 1971 ont été augmentées de 9 % par rapport au budget de 1970, la dotation réservée au logement est restée invariable. Pourtant, bâtir le même nombre de logements coûte chaque année de plus en plus cher. Le prix des terrains à bâtir est exorbitant. Il s'ensuit que les loyers des H.L.M., eux-mêmes, augmentent d'année en année.

Non seulement les travailleurs ne trouvent pas assez de H.L.M. pour s'y loger, mais souvent, après avoir sollicité un logement et l'avoir attendu pendant des années, ils refusent de l'occuper ne pouvant se permettre de payer le loyer.

On trouve de plus en plus dans les H.L.M. des cadres moyens, des enseignants, des fonctionnaires au lieu des travailleurs les plus défavorisés auxquels elles étaient destinées.

En fait, dans cette société, il n'y a pas de solution au problème du logement de la classe ouvrière. Et c'est bien le signe de l'aberration du régime capitaliste que ceux qui fabriquent toutes les richesses de la société ne peuvent même pas prétendre à être logés normalement.

André FRYS.

LA LOI SUR LES DROITS DE FILIATION A L'ASSEMBLÉE :

Un enfantement difficile

UNE réforme du Code civil des plus remarquables et des plus audacieuses », **a-t-on dit d'un côté ;** « Une nouvelle nuit du 4 août », **a-t-on surenchérit de l'autre... Voilà en quels termes on a commenté le nouveau projet de loi sur la filiation déposé devant la Chambre par M. Pleven, la semaine passée, et la houleuse séance du Palais-Bourbon au terme de laquelle ce projet de loi fut finalement adopté.**

Si nouvelle « nuit du 4 août » il y eut bien, c'est que pour l'occasion — une fois n'est pas coutume —, les vieux canassons de la politique rassemblés au complet dans l'hémicycle, prirent le mors aux dents et ruèrent dans les brancards : les uns pour dénoncer avec toute la force de leurs hennissements séniles une loi qui « introduit dans le ménage un troisième personnage : la maîtresse ou l'amant », **les autres pour abandonner généreusement — en paroles tout au moins — à tous les gosses que leurs égarements passagers ont pu semer de ci, de là, une petite part du patrimoine paternel.**

Car, en effet, la nouvelle réforme du Code civil introduit une relative égalité de droits entre les enfants que la loi qualifie de **« légitimes »** — c'est-à-dire ceux nés dans le cadre sacro-saint du mariage — et les autres, ceux qu'elle qualifie au contraire de **« naturels »**... comme si les premiers ne l'étaient pas ! Désormais, ces derniers ne seront plus considérés comme des anormaux, des parias, des « fruits du pêché » : ils pourront porter le nom de leur père et bénéficier d'une part d'héritage paternel. D'autre part — et c'est ce qui a suscité les plus vifs remous —, tout enfant « naturel » dont la filiation paternelle n'aura pas été légalement établie, pourra réclamer des subsides à celui ou à ceux qui aura ou auront eu des relations sexuelles avec sa mère pendant la période légale de sa conception.

De l'avis de tous les commentateurs, la discussion de ce dernier article a donné aux débats un tour des plus polissons ! **« Vous allez inciter tous les hommes à l'homosexualité »,** aurait dit l'un. **« Vous allez favoriser toutes les formes de chantage »** se serait écrié M. Mazeaud, député des Hauts-de-Seine, craignant peut-être pour son propre porte-monnaie ? **« L'important pour vous, c'est que l'argent ne sorte pas de la bourgeoisie et n'aille pas aux fils des petites bonnes espagnoles »,** aurait enfin déclaré un autre député (certainement pas un député U.D.R.).

Enfin, pour tout dire, il y avait de l'ambiance ce jour-là à la Chambre.

Mais si les débats ont été des plus houleux et des plus scabreux — car les représentants politiques de cette bourgeoisie pourrie ont bien sûr quelque peine à envisager de façon saine les rapports entre individus des deux sexes — la réforme Pleven n'en mérite pas pour autant l'auréole de « révolutionnaire » qu'on a voulu lui accorder ici ou là. Tout au plus, cette réforme comble-t-elle le fossé de plus en plus grand entre des lois périmées et imprégnées de morale catholique rassie et les faits, et corrige-t-elle quelques inepties ou aberrations des plus criantes et des plus odieuses résultant de cette législation.

Car, pour le Code civil, datant toujours de l'époque napoléonienne, les choses étaient simples : les seuls enfants reconnus étaient ceux nés du mariage (les enfants naturels étant ceux **« ayant vu le jour en violation de la loi morale qui régit la société »** !). Et si un vilain coucou avait pondu ses œufs dans un nid qui n'était pas le sien, tant pis pour le « pater familias » qui s'en voyait aussitôt et automatiquement attribuer la paternité, mais tant mieux pour la sauvegarde de la Famille et des sacro-saints liens du mariage qui demeuraient saufs !

Ce divorce entre la loi et les faits était devenu tel que même des gens très distingués n'y retrouvaient légalement plus leurs petits ! Et avec la survie d'une telle loi, même un Monsieur aussi respectable que M. Chaban-Delmas aurait pu se trouver devant l'impossibilité légale de reconnaître ses propres rejetons ! Quelle calamité !

La réforme Pleven a enlevé un peu de la poussière, pour ne pas dire de la crasse, qui recouvre les lois bourgeoises en matière de famille. Mais sans plus. Et dans une société qui en est arrivée avec peine et par la force des choses à reconnaître du bout des lèvres le divorce, à reconnaître encore plus du bout des lèvres l'union libre (qu'elle baptise, certes, péjorativement de **« concubinage notoire »** !), une réforme quelconque en matière de filiation pouvait difficilement ne pas voir le jour.

Mais ceux qui l'on votée ne s'y sont pas pour autant résolus sans réticence. Et surtout sans réaffirmer d'un commun accord les principes désuets qui régissent l'anachronisme qu'est la famille bourgeoise. M. Foyer, rapporteur de la loi, et un de ses plus virulents défenseurs, est ainsi l'auteur de la belle tirade suivante :

« Le mariage, le fondement de la famille, est la plus nécessaire et la plus sainte des institutions civiles. (... Comment une institution « civile » peut-elle être « sainte » ?) **Il est la sauvegarde indispensable de la dignité et de la sécurité de la femme, comme il est essentiel à l'éducation et à l'épanouissement de l'enfant. Il serait criminel et stupide de vouloir le ruiner ».**

Le mariage bourgeois, avec ses contreparties inévitables, la misère morale et la prostitution, **« sauvegarde de la dignité et de la sécurité de la femme »** ? Parlons-en ! Et parlons aussi du mariage bourgeois, condition nécessaire à l'épanouissement de l'enfant ! En fait, les mesures de Pleven ne sont qu'un emplâtre sur une jambe de bois, car justement, les conceptions anachroniques de la famille, moyen de transmission du patrimoine héréditaire bourgeois, en restent toujours le crédo.

Michelle VERDIER.

Sont-ils en train de méditer sur leurs enfants naturels dispersés à travers le monde ?

"Cinq colonnes à la une"... de la bêtise

LA presse peut être fière. Elle vient de s'enorgueillir d'un nouvel hebdomadaire au titre prestigieux, rendu célèbre par une émission de télévision réputée en son temps pour la qualité de ses reportages : Cinq colonnes à la une.

Lancé par un groupe financier puissant, comprenant France-Soir **et** France-Dimanche, **et se présentant comme** « le journal des téléspectateurs », **ce nouveau venu n'a pas, hélas ! les mêmes prétentions que l'émission. Ce serait même plutôt l'inverse s'il était possible d'aspirer ouvertement à la médiocrité !**

Pourquoi alors un nouvel organe ? Que peut-il apporter ? A-t-il seulement l'intention d'apporter quelque chose à ses lecteurs ?

La presse commerciale dans sa totalité ignore de telles intentions. Le vocabulaire des professionnels de la presse est d'ailleurs fort éloquent à cet égard : ils ignorent le plus possible les termes de « revue », « journal » ou « périodique », et leur préfèrent, quels que soient les formats, les périodicités, ou le contenu, celui de support.

Support de quoi ? Support de culture ? Support d'information ? Allons donc ! Support de... publicité !

De cette publicité, tous les organes de presse commerciaux en vivent. Elle constitue même l'essentiel quand ce n'est pas la totalité de leurs ressources.

Et c'est là que se justifie la sortie de nouveaux « supports ». **Pour que les annonceurs soient attirés par un support, encore faut-il que celui-ci ait des lecteurs. Or, depuis quelques temps, la concurrence de la télévision, les conditions de vie (transports, fatigue, énervement, etc.) font qu'il devient de plus en plus difficile et de trouver le temps de lire et surtout d'en avoir le goût.**

Les premiers à subir une telle désaffection sont évidemment les quotidiens dont l'actualité est largement concurrencée par l'image télévisée plus facile et plus parlante. Résultat : le tirage diminue chaque année un peu plus et les annonceurs finissent par se désintéresser de supports qui ne supportent plus grand chose...

Reste à rechercher de nouvelles formules plus raccrocheuses, plus racoleuses. C'est alors l'apparition d'hebdomadaires (ils subissent un peu moins l'influence de la télévision que les quotidiens) dont le contenu vise très bas, c'est-à-dire, en général, sous la ceinture (voir Ambre) : ce furent souvent au départ les hebdos spécialisés dans le tiercé (Le Meilleur, etc.) qui, rapidement, s'orientèrent vers les pseudo-révélations scandaleuses... « le fils caché de De Gaulle », « Mère le jour, fille de joie la nuit ! », **etc.**

France-Dimanche, **déjà qualifié en ce milieu, a trouvé rationnel de mettre sa compétence au service d'un hebdomadaire qui sortirait, concurrence oblige, en milieu de semaine, le mercredi, et qui apporterait, lui, des révélations sur des personnalités moins dévalorisées que les traditionnelles têtes couronnées, dont les couronnes s'étaient quelque peu ternies ces derniers temps dans le cœur des peuples.**

Et où trouver des têtes d'affiches connues de tous, populaires, sinon à la télévision !

Que sait-on au fond de ces hommes et femmes-troncs qui meublent nos soirées ? Quels mystères recèlent-ils ? Que cachent-ils sous la ceinture ? S'ils nous cassent les pieds, en ont-ils eux-mêmes ? Quelle poubelle ou quel trésor allons-nous découvrir dans ces coulisses inexplorées ?

Le succès des magazines de programme T.V. agrémentés de quelques « révélations » avait déjà montré l'existence d'une mine d'or. Restait à l'exploiter. C'est fait ! Dorénavant, nous avons un organe d'abrutissement de plus. Comme il le dit lui-même dans sa publicité, Cinq colonnes à la une **est fait pour être lu après avoir fermé la télévision. C'est dire, si on ne dort pas déjà à cause du programme lui-même, quel sera le niveau soit culturel, soit d'information, du nouveau venu !**

Les révolutionnaires ont toujours dénoncé la vénalité de la presse. Dans le passé celle-ci s'en défendait, de nos jours elle s'en vante, et fait même de cette vénalité, sinon vertu, du moins un excellent slogan de... vente !

Cinq colonnes à la une **se présente comme** « le plus grand journal en couleurs ». **Il ne cherche ni à être le plus beau, ni le plus intelligent, ni même le plus grand, tout juste le plus grand... en couleurs. Beau titre de gloire !**

Il aurait dû, encore que la concurrence soit acharnée en ce domaine, se prétendre le plus bête. En couleurs ou pas, il avait ses chances !

Alain MARQUET.

COMMUNIQUÉ :

Pour la défense de la presse révolutionnaire

Aujourd'hui, le pouvoir reprend et développe ses attaques contre la presse révolutionnaire et contestataire. Plusieurs procès se préparent, procès de Rouge, Révolution, **la** C.D.P., Tout, **qui n'ont tous qu'un but : étouffer les journaux révolutionnaires en leur infligeant de lourdes amendes.**

La raison de ces attaques est claire : tous les journaux inculpés à des titres divers ont dénoncé le rôle de la police, ses brutalités, son arbitraire, ses complicités lors d' « affaires » connues de tous : affaire Thévenin affaire Guiot, affaire Deshayes, fusillade de Puteaux, affaire Christian Riss, « pillages » du quartier latin.

Tous les journaux inculpés ont dénoncé le racisme contre les travailleurs immigrés le développement d'un climat « anti-jeune », la renaissance même limitée de groupes se réclamant du fascisme, toutes choses encouragées et tolérées par le pouvoir actuel (1).

Tous les journaux inculpés ont dénoncé l'entrave permanente faite à la liberté et à la diffusion de la presse dès lors qu'elle dénonce sans concession le pouvoir sur ses points faibles. La presse révolutionnaire subit depuis mai 68 une politique systématique de saisies arbitraites, les ventes occassionnelles sur la voie publique lui sont, de fait, interdites, des mesures de blocage administratif sont prises arbitrairement contre certains journaux tels le journal antillais Combat ouvrier.

Mais, aujourd'hui, M. Marcellin tolère, quand il ne couvre pas, les violences de la police contre des journalistes progressites (« cas » Jaubert), il intente un procès à Denis Langlois pour son livre « Les Dossiers noirs de la police française ». Il interdit sous prétexte de bonnes relations avec l'Espagne de Franco le journal Unidad, **journal de la C.G.T. en langue espagnole. Bref, il entend s'arroger le droit de déterminer à son gré et en fonction de ses intérêts ce qu'il peut laisser dire et ce qu'il doit frapper.**

C'est pour briser cette offensive que les journaux signataires appellent les organisations et les journalistes attachés à la défense de la liberté de la presse à prendre position publiquement en faveur du droit d'expression de la presse révolutionnaire et contre les atteintes qui lui sont portées. Elles leur demandent, en particulier, de porter à la connaissance de leurs lecteurs les articles qui font l'objet des poursuites du ministère public.

(1) Tous les journaux inculpés ont dénoncé la complicité explicite ou tacite du gouvernement français avec certains régimes des plus réactionnaires du monde : Espagne franquiste, Afrique du Sud, etc.

Tribune Socialiste - Rouge - Lutte Ouvrière - Révolution L'Internationale.

L'EUROPE VERTE S'EMBOURBE

FACE aux mesures de Nixon visant à défendre la suprématie de l'économie américaine on a beaucoup parlé du bloc des Dix, c'est-à-dire des dix pays les plus riches après les U.S.A.

Mais s'il est facile d'évoquer l'unité entre des bourgeoisies qui sont toutes en concurrence avec l'impérialisme américain dans des articles de presse ou dans les toasts des banquets officiels, il est beaucoup plus difficile de la réaliser car elles sont également concurrentes entre elles. Et une pression plus forte des U.S.A., loin de les souder fermement ne peut que précipiter les oppositions et les ruptures. Chacun cherchant à s'en tirer au moindre mal.

Tel est le spectacle offert par le Marché Commun depuis des années et le dernier coup porté à l'Europe verte, c'est-à-dire aux accords en matière de produits agricoles ne fait que souligner une nouvelle fois l'opposition des intérêts en jeu.

Du fait de la spéculation et de la crise monétaire, l'afflux des dollars en Europe a entraîné non pas la réévaluation officielle mais des taux de change flottants à la hausse pour les monnaies d'Allemagne et du Bénélux depuis mai dernier.

Cela veut dire que les produits de ces pays sont vendus plus chers à l'étranger alors que les importations diminuent d'autant.

Etait-ce là la possibilité pour les produits agricoles français et italiens d'envahir les marchés allemand, hollandais et belge ? Il ne pouvait en être ainsi. Les Etats qui laissent flotter leur monnaie en attendant de fixer une réévaluation officielle ont pris en même temps la décision d'appliquer des « montants compensatoires », pour à la fois taxer les produits agricoles importés et soutenir leurs propres exportations.

Comme on le voit, la libre circulation des marchandises est loin d'être réalisée.

D'autant plus que Ertl, le ministre allemand de l'Agriculture, vient de préciser que ce système peut bien durer encore de nombreuses années.

Le Marché Commun ne peut aboutir à une intégration harmonieuse ni des produits agricoles ni de l'ensemble de la production.

A l'époque de la décadence impérialiste, même les bourgeoisies les plus riches sont bien trop faibles pour se passer du soutien de leur Etat. Renoncer à l'Etat national qui assure commandes et subventions et défend les intérêts des capitalistes nationaux à l'intérieur comme à l'extérieur, c'est aller au suicide. Aussi chaque bourgeoisie cherche-t-elle à survivre aux dépens des autres, le monde dût-il en périr.

Et les vieux Etats sont leur seule planche de salut dans le naufrage général.

Pierre BUISSON.

Surproduction en Bretagne. (Photo U.P.I.)

Manifestation paysanne de Bruxelles. (Photo L.O.)

Le Marché " Commun " n'est vraiment pas le remède à la surproduction agricole et à sa conséquence logique : la colère paysanne.

La France prépare Munich

REGIS OVION, jeune espoir du cyclisme français, est en train d'apprendre à ses dépens que la défense des couleurs patriotique demande non seulement un travail surhumain pour développer des qualités physiques exceptionnelles mais, en plus, le sacrifice des compensations matérielles qui accompagnent la gloire et la célébrité.

Que diable, Monsieur Ovion, la France n'est-elle pas une grande nation, et ne mérite-t-elle pas que vous lui fassiez cadeau de ces quelques millions que vous seriez en droit de réclamer si vous passiez dans la catégorie professionnelle ? Vous avez la célébrité, que désirez-vous de plus ? Tel est le langage que lui ont tenu ces bons messieurs, bien installés et nantis, du ministère et de la Fédération française du cyclisme.

Ainsi, Régis Ovion, allègrement sacrifié à l'autel du patriotisme, ne passera pas professionnel mais devra tenter, auparavant, de décrocher quelques médailles « françaises » aux prochains Jeux Olympiques de Munich. Tout cela pour prouver au monde que la France est une grande nation, capable de former de jeunes hommes sportifs et costauds dans la catégorie amateur. Bien sûr, ces amateurs sont plus ou moins trafiqués mais qui viendra nous le reprocher ? Le trafic est de règle avec les sportifs des Jeux Olympiques. Les Américains s'arrangent, eux, pour caser leurs « amateurs » dans la catégorie étudiant où on leur décerne une quelconque bourse. En U.R.S.S., c'est l'armée qui joue ce rôle !

En France, ni l'Université ni l'Armée n'ont d'argent à consacrer au sport. Mais si l'Etat n'a pas d'argent, il veut quand même des médailles. Alors c'est aux particuliers qu'on demande des sacrifices. Comme quoi le sport est bien à l'image de la société.

Régine VILLON.

VA-T-ON FAIRE PAYER LES SAUVETAGES EN MONTAGNE ?

UNE polémique a récemment opposé le guide René Demaison, qui, on s'en souvient avait défrayé la chronique par son accident dans le massif du Mont-Blanc, à la corporation des guides de Chamonix et à Maurice Herzog, le maire, ancien ministre gaulliste. Les guides réclament à Demaison la note de son sauvetage, ce que celui-ci n'apprécie guère. Par ailleurs, le préfet de Haute-Savoie vient de faire savoir que désormais les imprudents, qu'il faudrait aller chercher en montagne, devraient rembourser les secours.

Il est vrai que les accidents de montagne sont de plus en plus nombreux. Trop nombreux sont sans doute les inconscients qui s'aventurent dans des expéditions au-dessus de leurs forces. Mais même pour des montagnards entraînés, il n'est pas possible d'éliminer le risque qui fait partie intégrante de l'alpinisme lui-même et en constitue même un des attraits. Après tout, ceux qui ne veulent pas risquer une chute sont libres de préférer le ping-pong ou la gymnastique ! Il n'est pas question non plus d'exiger de la collectivité des investissements exagérés pour éliminer tout risque.

Malheureusement, les politiciens et préfets gaullistes semblent plutôt mal venus de se poser en défenseurs intransigeants des deniers publics. Ceux qui trempent dans l'affaire de La Villette et les scandales immobiliers n'ont pas de leçon à donner à qui que ce soit. De plus, la solution qu'ils ont retenue — faire payer les alpinistes en difficulté — est tout à fait révoltante. Dans ce domaine comme dans d'autres, ils n'ont d'autres solutions que la sélection par l'argent : les ascensions difficiles seront interdites à l'alpiniste impécunieux, pour qui s'ajoutera au risque de se casser le cou celui d'être accablé de dettes toute sa vie. Voilà un projet qui est bien à la hauteur de la mesquinerie de nos dirigeants.

Jean HAINAUT.

Nixon annonce la continuation de sa politique anti-ouvrière

LE président Nixon vient d'annoncer au peuple américain les mesures qu'il comptait prendre lors de la « deuxième phase » de son plan économique, à partir du 15 novembre prochain.

On se souvient que la première phase, mise en place pour trois mois le 15 août dernier, avait consisté dans le blocage des prix et des salaires parallèlement aux autres mesures destinées à éviter l'effondrement du dollar.

Nixon vient d'annoncer qu'on allait passer maintenant du **blocage** au **contrôle.** A cette fin, deux commissions du contrôle, une pour les prix et une pour les salaires, doivent être mises en place.

Pour les travailleurs des Etats-Unis, la différence entre la « seconde phase » et la première est à peu près nulle. Dans un cas comme dans l'autre seul le blocage — ou le contrôle — des salaires est efficace.

L'Etat dispose en la personne des patrons d'une armée de contrôleurs intéressés à ce que les salaires soient bloqués ou freinés. En revanche, en ce qui concerne les prix, l'Etat capitaliste, que ce soit aux U.S.A. ou ailleurs n'a ni les moyens ni la volonté d'imposer un vrai blocage des prix au patronat.

Les mesures que vient d'annoncer Nixon consistent donc à prolonger au-delà du 15 novembre ce qui avait été mis en place au mois d'août. Il faut que ce soient les travailleurs américains et non le patronat qui continuent à faire les frais de la « lutte contre l'inflation ».

Encore faut-il que les ouvriers des U.S.A. acceptent de se laisser faire, et c'est de l'attitude de la classe ouvrière que dépend dans une large mesure la réussite de la politique nixonienne.

Actuellement, des grèves importantes se déroulent chez les dockers et chez les mineurs de charbon. Risquent-elles d'introduire le mauvais exemple ?

Le secrétaire au Trésor, M. Connally, a expliqué qu'il avait besoin de la collaboration des syndicats, et il a offert au leader de la grande centrale syndicale A.F.L.-C.I.O., M. George Meany, un poste dans la commission des prix.

En somme, il s'agit de la classique politique qui consiste à donner des avantages aux syndicats en échange de leur passivité dans la lutte de classe.

Toute l'attitude récente de l'A.F.L.-C.I.O. montre que M. George Meany est bien décidé à ne pas contrecarrer la politique de la bourgeoisie américaine. Ses seules réactions consistent dans le marchandage éventuel des « avantages » accordés aux syndicats. En l'occurrence, des strapontins plus ou moins larges à la table de la commission des prix, ou de toute façon les syndicats n'ont droit qu'au tiers des sièges.

Mais si Meany et ses semblables sont manifestement prêts à jouer cette comédie, il n'est pas sûr que la classe ouvrière américaine soit prête à se laisser enchaîner longtemps par ses dirigeants. Et Nixon pourrait bien s'en apercevoir avant longtemps.

A. VICTOR.

Un travailleur américain en grève : sera-t-il convaincu par Nixon ? (Photo U.P.I.)

Le prochain voyage de Kissinger en Chine :

Vers un règlement du conflit Vietnamien

LES mystérieux remaniements qui se seraient faits récemment à Pékin, et qui faisaient dire à la presse que quelque chose était en train de changer en Chine, n'ont nullement remis en question le voyage que doit effectuer Nixon prochainement dans ce pays. En effet, le conseiller de Nixon, Kissinger, doit effectuer, dans la deuxième quinzaine du mois d'octobre, un voyage en Chine destiné à préparer la rencontre entre les dirigeants chinois et le président américain, rencontre que ce dernier paraît vouloir mettre sur pied le plus rapidement possible, puisqu'on parle du mois de janvier. Il est vrai que les choses pressent pour le gouvernement américain.

La guerre du Vietnam qui s'enlise et pour laquelle une fraction toujours plus importante de la population des U.S.A. ne voit d'issue que dans le retrait des troupes américaines, la crise du dollar, aboutissement d'une longue période d'inflation dont la guerre du Vietnam est en partie responsable, tout cela fait qu'il semble urgent pour Nixon, dans la perspective des élections présidentielles qui doivent se dérouler en novembre 1972, de présenter à l'électorat américain des solutions positives.

Les dirigeants américains recherchent depuis longtemps un règlement général en Asie du Sud-Est. Et un tel règlement ne pourrait être garanti que par la bonne volonté des dirigeants chinois à reconnaître certains droits à l'impérialisme américain en Asie, c'est-à-dire par une « normalisation » des rapports entre la Chine et les U.S.A. Ce n'est qu'à la condition de trouver un accord avec la Chine dans ce sens-là, que Nixon peut envisager de mettre fin au conflit vietnamien, et, en même temps, à la fuite de dollars très importante que ce conflit occasionne.

Certes, la guerre du Vietnam n'est que l'une des causes de l'inflation du dollar. Et ce n'est pas pour autant que la crise financière s'en trouverait automatiquement stabilisée. Mais Nixon joue aussi sur l'opinion publique américaine qui rend la guerre du Vietnam responsable de la vie chère.

L'amorce d'une solution au Vietnam, voilà qui donnerait l'espoir à la population américaine qu'un assainissement de l'économie est en cours et qu'elle peut, ainsi, accepter les sacrifices qu'on lui impose. Et cela, Nixon compte bien le mettre dans son plateau de la balance au moment des élections présidentielles.

Catherine LORAINE.

Quand Nixon doit choisir entre l'inflation galopante et la reconnaissance de la Chine de Mao. (Photo A.F.P.)

Lutte Ouvrière **organise un meeting**

LA PEINE DE MORT

ILLUSTRATION DE LA BARBARIE DE LA SOCIETE D'EXPLOITATION

Vendredi 29 octobre, à 20 h 30

SALLE DE LA MUTUALITE

24, rue Saint-Victor - Métro Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 2 F

UN FRANC PAS SI FRANC QUE ÇA

L'ENSEMBLE de la presse écrite et parlée a lourdement ironisé, la semaine dernière, sur les prétentions du général Bokassa, chef d'Etat de la République Centrafricaine, à remettre en cause le système de relations monétaires existant entre son pays et la France. « Le président centrafricain aurait confondu ancien et nouveau franc », *titrait par exemple* France-Soir *du 7 octobre. Et le journal de M. Lazareff précisait que, bien que l'on ait expliqué au ministre centrafrician des Finances* « que, depuis 1960, il existait un nouveau franc », « le général Bokassa n'en continue pas moins à vitupérer ».

L'ensemble de la presse s'est pourtant montrée beaucoup plus discrète sur le fond du problème, c'est-à-dire sur le fait que la République Centrafricaine, Etat « indépendant », « souverain », *n'est pas maîtresse de sa propre monnaie, puisque le franc CFA qui y a cours (CFA ne signifiant plus* « colonies françaises d'Afrique », *mais* « communauté financière africaine », *nuance !), et qui est le même pour toutes les anciennes possessions françaises d'Afrique, est émis par un Institut monétaire situé à Paris et placé sous le contrôle du gouvernement français.*

Bokassa voudrait donc avoir sa propre monnaie, et il est de fait que l'indépendance d'un Etat est une formule vide de sens sans cela, la crise monétaire internationale étant là pour rappeler l'importance d'un tel problème. Sur ce point, le numéro de France-Soir *déjà cité nous livre la clef de la position française :* « on fait observer dans les milieux informés que rien... dans les accords passés avec la France, n'interdit à la République Centrafricaine d'avoir sa monnaie », *écrit-il, mais pour ajouter aussitôt* « mais que celle-ci devrait être gagée sur quelque chose ». *Comme si le franc Giscard, ou le franc CFA étaient gagés sur quelque chose d'autre que leurs cours forcés imposés par l'Etat français.*

Tout cela montre bien les limites de l'indépendance des pays d'Afrique, telle que la conçoivent les grandes puissances impérialistes.

En fait de liberté économique les peuples des pays sous-développés ont droit à la tutelle économique des métropoles impérialistes qui, par le biais de la monnaie comme par bien d'autres biais, ont la possibilité d'exploiter encore ces peuples. Et en fait de liberté politique les peuples des ex-colonies françaises n'ont droit qu'à la dictature des valets de l'impérialisme de Bokassa, valets à qui ses maîtres ne se font pas faute de rappeler sa condition dès qu'il se permet la moindre revendication.

F. DUBURG.

revue de la presse d'extrême-gauche

Le régime, l'U.D.R. et les élections de 1973

tribune socialiste

A partir du récent discours de Pompidou, l'hebdomadaire du P.S.U. analyse ainsi dans son numéro du 30 septembre, la tactique du régime dans la prochaine période, marquée par la perspective des élections de 1973.

« ... Reste à se mettre sous la dent pour les chroniqueurs politiques habituels chargés de maintenir leurs lecteurs en haleine la nouvelle " petite phrase " sur la majorité présidentielle qui ne se confond pas forcément avec la majorité gouvernementale.

. . . . . .

Pompidou estime, en effet, désormais en accord avec Chaban-Delmas, et contrairement à ce qu'il pensait au début de son septennat, que la bataille pour le régime est plus urgente encore que la consolidation de la majorité. Raisonnement à long terme qui ne manque pas d'une certaine lucidité politique, car il repose sur une constation parfaitement exacte : le système politique français doit pouvoir transformer en affrontements portant **sur la gestion** du régime des conflits qui portent de plus en plus sur la nature du système lui-même.

Autrement dit, il faut redonner au Parlement et à l'ensemble de la superstructure politique un semblant d'autorité...

... Les Journées des Parlementaires U.D.R. de Hyères et les fleurs du Premier ministre à François Mitterrand sont caractéristiques de cette volonté. "

rouge
hebdomadaire de la ligue communiste

L'hebdomadaire de la Ligue communiste, quant à lui, s'interroge dans son numéro du 2 octobre sur les scandales qui éclaboussent la majorité. Il y voit les affres " d'un régime moribond " **mais, précise-t-il en conclusion,** " la honte ne suffira pas à l'achever ". " Les révolutionnaires devront travailler de toutes leurs forces pour le porter en terre... "

" ... En dépit de cela, une différence fondamentale entre le pouvoir gaulliste et le pouvoir actuel saute aux yeux : la nature du pouvoir bonapartiste était telle que les activités souterraines de ce petit monde des escrocs et des bandits légaux se trouvaient repoussées à l'arrière-plan, fût-il le soutien le plus sûr du régime. Au premier plan trônait le Bonaparte, avec ses allures de Dieu le Père de la politique et la " grandeur " du don-de-sa-personne-à-la-nation... Derrière venait une poignée de saints à la foi inflexible, tout aussi dégagés des contingences de l'existence (les Debré, Malraux, Jeanneney...). Parvenant à imposer une telle image de marque au bon peuple crédule, le gaullisme ne donnait guère prise au scandale : lorsqu'éclatait une " affaire ", comme lors de l'enlèvement de Ben Barka, c'était la nature ultra-réactionnaire de ce pouvoir qui s'étalait au grand jour, mais la moralité personnelle de ses tenants les plus en vue n'était pas mise en cause...

Avec la disparition du Bonaparte, tout cela devait changer bien vite : né dans les eaux troubles de l'affaire Markovic, le pouvoir pompidolien se chargeait rapidement de donner le ton (à ce titre il importe peu que Monsieur ou Madame aient effectivement donné prise à la suspicion ou qu'ils aient été victimes d'une machination : l'essentiel est que le déclenchement de ce scandale révélait quel type de mœurs tendrait infailliblement à se développer dans la caste au pouvoir sitôt le Bonaparte disparu). Au premier plan ne se profile plus le front soucieux des moines templiers du gaullisme mais le sourire colgate des play-boys du pompidolisme (Chalandon, Chirac) ou la bobine de bull-dog de barbouzes promus (Baumel, Tomasini)...

Le paysage du régime change au fur et à mesure que prend pied dans le sommet de la hiérarchie ce réseau de petits arrivistes, dont les liens indissolubles avec le monde des affaires sont connus et archi-connus (Peretti, Chalandon, Tomasini, etc.).

L'arrivée au premier plan d'une telle meute de chevaliers d'industrie et de parvenus sans talent est l'indice de la déliquescence de la bourgeoisie française fortement ébranlée par Mai 68.

. . . . . .

Or un gouvernement qui ne parvient plus à s'entourer d'une certaine mythologie, à se donner de façon un tant soit peu crédible pour le représentant de " la-Nation-en-son-entier " (il faut voir comment Pompidou défend platement, chichement, le peu d'honorabilité qui — croit-il — lui reste, dans sa conférence de presse), mais qui au contraire laisse apparaître de façon évidente son osmose au monde des affaires et du crime (cf. Puteaux, affaire Speller, assassinat d'un militant communiste à Lille par des nervis U.D.R., procès d'une bande de C.D.R. assassins d'une vieille dame à Aix, etc.), est un gouvernement en sursis... La façon même dont la grande presse, d'opposition ou pas, se fait complaisamment l'écho de tous ces scandales indique suffisamment la hâte de certains secteurs de la bourgeoisie à se débarrasser de cet appareil politique usé et discrédité... "

Le P.C.F. et les travailleurs immigrés

RÉVOLUTION!
N°1 mars 1971 1Fr50

Dans un supplément consacré aux travailleurs immigrés et à leurs luttes, Révolution **discute de l'attitude du P.C.F. vis-à-vis des travailleurs étrangers, à propos du projet de statut que le parti de Marchais se propose de défendre.**

" Pour instaurer le nouveau statut spécial des immigrés, la bourgeoisie s'est trouvée un allié : le Parti communiste français. Les travailleurs immigrés savaient déjà que dans les usines, leurs revendications ne comptaient pas beaucoup aux yeux de la C.G.T. (syndicat lié au P.C.F.). Mais là, c'est encore mieux : dans une proposition faite à l'Assemblée nationale, le P.C.F. demande un statut des travailleurs immigrés. Un " statut ", c'est déjà une façon polie de dire aux immigrés : " vous n'êtes pas comme les autres ! " les travailleurs français ont-ils un " statut " ?

Mais qu'y a-t-il dans ce fameux statut ? Pour commencer, on y déclare que désormais : " L'O.N.I. doit veiller à ce que la politique d'immigration corresponde aux besoins du pays ". Mais qui, en régime capitaliste, décide de ce que sont les besoins du pays, les travailleurs ou les patrons ? D'ailleurs le P.C.F. est très clair : " l'O.N.I. doit s'attacher à contrôler que **tout recrutement** de travailleurs immigrés s'effectue sur la base de **contrats de travail** préalables ". Des contrats : c'est justement ce que réclament les patrons qui veulent pouvoir disposer des immigrés comme de purs et simples outils, livrés à leur bon vouloir et utilisables quand ils en auront besoin ; c'est bien là les mesures que veut décider le gouvernement. Et quand le P.C.F. ajoute que ces " réformes correspondent à l'intérêt national ", on peut penser à l'intérêt du système capitaliste ; et soyons sûrs que Chaban-Delmas applaudira !

Mais ce n'est pas tout : les patrons désirent séparer entre eux les immigrés, sélectionner les plus dociles et renvoyer les autres. Le P.C.F. semble aussi prévoir ça : il propose qu'il y ait officiellement deux catégories de travailleurs immigrés. Ceux qui arrivent en France auraient le droit à une carte de séjour valable deux ans. Ensuite, éventuellement, ils auraient droit à une nouvelle carte dite " privilégiée " valable dix ans. Mais pour avoir celle-là, il faudra avoir été bien sage ! "

" L'Humanité Rouge " face aux militants " révisionnistes "

L'HUMANITÉ rouge

Dans un article intitulé " Discerner l'ennemi pour vaincre ", L'Humanité Rouge du 30 septembre revient sur les tâches fondamentales qui s'imposent aux révolutionnaires dans l'édification du parti. Elle précise, en ces termes, à ce propos, l'attitude qu'elle préconise, vis-à-vis des militants " révisionnistes " ou qui sympathisent avec leurs idées.

" La tâche fondamentale pour tout prolétaire révolutionnaire aujourd'hui, c'est l'édification de l'avant-garde marxiste-léniniste dans son entreprise même. Isolés ou à plusieurs, nos lecteurs ouvriers doivent sérieusement songer à cette nécessité **immédiate.** En effet, sans l'arme primordiale que constitue le parti révolutionnaire du prolétariat, il est impossible de mener la révolution prolétarienne à bien. Ce parti c'est, selon l'expression de Lénine et de Staline, " la chair de la chair des masses ", c'est-à-dire qu'il doit avant tout se construire là où les prolétaires luttent contre la féroce exploitation capitaliste, c'est-à-dire dans l'usine, dans l'entreprise.

Voilà pourquoi la tâche numéro 1 de tout lecteur conscient, de tout prolétaire révolutionnaire, c'est de regrouper autour de lui les éléments les plus révolutionnaires et militants de son entreprise afin de créer sans tarder le noyau communiste **clandestin** aux yeux du patronat, de sa police, de ses mouchards et de ses valets. Sans un tel noyau, rallié à l'état-major de combat marxiste-léniniste, il est impossible de mener à la victoire les luttes immédiates des travailleurs et surtout de les préparer et de les organiser pour la révolution prolétarienne.

Mais aussi, sans de justes principes, c'est-à-dire sans une ligne politique **essentiellement** marxiste-léniniste, sans une idéologie prolétarienne, il est impossible de mener à bien cette autre tâche fondamentale : la liaison du noyau d'avant-garde avec les larges masses, le sang qui lui donne vie.

Aussi tous nos camarades et lecteurs militants doivent-ils penser **dans l'action,** pour les intérêts de classe du prolétariat, à discerner l'ennemi, à ne pas perdre de vue la cible, le patronat et ses valets, à l'isoler. Autrement dit, au sein de la classe ouvrière, les ouvriers marxistes - léninistes doivent s'unir au plus grand nombre et cela **sans sectarisme.** Car s'il existe des contradictions au sein de la classe ouvrière entre l'idéologie prolétarienne et l'idéologie bourgeoise, essentiellement sous la forme du révisionnisme, il n'en reste pas moins qu'il existe **une classe ouvrière et une seule,** que les intérêts de la classe ouvrière sont uniques.

LES TUPAM

L'armée à la recherche des Tupamaros à Montevideo. La répression est à l'œuvre en Uruguay.

(Ph. A.F.P.)

LA SUISSE DE L'AMÉRIQUE LATINE

L'URUGUAY, que sa prospérité économique et son régime démocratique, qui paraissaient à l'abri de tout « pronunciamiento », ont permis d'appeler longtemps « la Suisse de l'Amérique latine », traverse depuis une dizaine d'années une crise économique sans précédent qui bouleverse l'équilibre politique et social du pays.

Le développement des exportations de viande et de laine, principales ressources du pays, qui prit son essor au 19e siècle et s'accéléra encore durant la première puis la deuxième guerre mondiale, la création d'une industrie frigorifique moderne, la propension des éleveurs et des exportateurs à réinvestir leurs bénéfices dans l'industrie nationale au lieu de les placer à l'étranger, tout cela favorisa dès le début du siècle l'apparition d'une classe moyenne nombreuse et prospère, garante d'un système parlementaire relativement stable et parmi les plus démocratiques d'Amérique latine. La classe ouvrière, concentrée à Montevideo, s'est organisée dans des syndicats puissants et a obtenu de bonne heure une législation sociale avancée et un niveau de vie supérieur à la moyenne du prolétariat latino-américain.

Mais depuis 1957, l'Uruguay traverse une crise économique grave.

Et par-delà la traditionnelle opposition des deux grands partis politiques, le Parti Blanco et le Parti Colorado, éleveurs, exportateurs, propriétaires des usines frigorifiques et banquiers se sont rapprochés pour former une coalition dont l'objectif est de faire retomber sur les travailleurs et les couches moyennes les frais de la crise, pendant qu'eux-mêmes se remplissent les poches le plus possible en spéculant fiévreusement et en se livrant à des opérations frauduleuses de grande envergure. Les banques privées se sont d'ailleurs multipliées comme des champignons et c'est par leur intermédiaire que l'impérialisme, en particulier américain, a mis la main sur l'économie du pays.

Le gouvernement s'emploie à réduire le niveau de vie de la population par des dévaluations successives et une inflation très rapide : de 1961 à 1967 la hausse annuelle du coût de la vie a été de 60 % ; elle a atteint en 1967, 136 % pour s'accélérer encore par la suite ! La baisse des salaires réels est devenue catastrophique en quelques années. Quant à la petite-bourgeoisie, elle est particulièrement touchée et vient grossir les rangs des chômeurs.

Le président Pacheco Areco, arrivé au pouvoir en décembre 1967, s'est employé à étouffer toute opposition. Sans s'embarrasser de la légalité et en violation de la Constitution, il a interdit la plupart des journaux de gauche : Epoca, El Sol, *journal du Parti socialiste,* Extra, De Frente, *etc. Les seuls journaux de gauche autorisés —* Marcha, *lu par les intellectuels, et* El Popular, *le quotidien du P.C. de faible diffusion — sont fréquemment frappés de mesures de suspension. Une semaine après son accession au pouvoir, Pacheco Areco dissolvait six organisations de gauche et d'extrême-gauche dont le Parti socialiste. Enfin l'état d'exception proclamé en juin 1968 à l'occasion d'une manifestation étudiante est... encore en vigueur aujourd'hui !*

La répression des luttes ouvrières et étudiantes a été très dure mais n'a réussi jusqu'à présent à briser ni les unes ni les autres. En juillet 1968, à la suite de la réquisition des employés de banque et des ouvriers de plusieurs services publics et entreprises nationalisées, 51 militants syndicaux sont arrêtés. Les travailleurs répondent par la grève générale. En juin 1969, lors de la grève des ouvriers des entreprises frigorifiques, la police a chargé les grévistes, détruit leurs campements et ouvert le feu en faisant plusieurs blessés graves. Les ouvriers de l'U.T.E. (électricité) en grève de solidarité malgré la réquisition furent réprimés par la troupe : des centaines d'ouvriers arrêtés, battus et même pour certains torturés. Plusieurs milliers d'employés de banque qui n'avaient pas non plus obéi aux ordres de réquisition furent condamnés par les tribunaux militaires à une période d'instruction militaire. Les militants syndicaux sont licenciés, parfois arrêtés et torturés.

Mais le pouvoir est souvent obligé de reculer devant la détermination des grévistes et le mouvement ouvrier est loin d'être brisé.

Le gouvernement n'est pas plus tendre avec les étudiants puisque les policiers déchaînés ont déjà fait trois morts et des dizaines de blessés par balle en 1968.

Mais cette brutalité, la violation des libertés démocratiques les plus élémentaires, les tortures et les passages à tabac dressent chaque jour un peu plus une population déjà profondément mécontente de voir son niveau de vie baisser de mois en mois contre le gouvernement qui s'avère finalement bien incapable de « maintenir l'ordre ».

C'est sur cette toile de fond, composée d'une crise économique aiguë et d'un mécontentement profond, que le gouvernement est impuissant à étouffer, que s'est développé, dans la capitale même du pays, l'un des plus puissants mouvements de guérilla de toute l'Amérique latine : le Mouvement de Libération Nationale, plus connu sous le nom de « Tupamaros ».

D.C.

Des guér

LES actions des Tupamaros sont, d'après un sondage, approuvées par 30 % de la population et il est certain que l'évasion spectaculaire en septembre dernier de tous les prisonniers tupamaros du pays, cent six exactement, témoigne d'un soutien populaire important et de multiples complicités à l'intérieur même de l'appareil d'Etat. Comment expliquer cette popularité ?

Pratiquement inconnus avant 1968 (le nom de l'organisation remonte à 1965), les Tupamaros ont consacré les premières années de leur existence à se former, se renforcer, s'armer. Et ce n'est qu'à partir de 1968, au moment d'ailleurs où une brutale aggravation de la crise va coïncider avec des luttes sociales importantes, que les Tupamaros vont se lancer dans une série quasi ininterrompue de coups de main spectaculaires extrêmement bien préparés.

Des coups de main spectaculaires...

Le 1er juillet 1968, ils empêchent le président Pacheco de prononcer une allocution radiodiffusée en faisant sauter les studios et la tour de retransmission de l'immeuble de la radio, juste avant le discours. Le 15 mai 1969 ce sont eux qui prennent la parole : alors que des millions d'Uruguayens écoutent la retransmission de la finale de la Coupe d'Amérique des clubs, à la fin de la première mi-temps la voix des Tupamaros retentit sur les ondes pendant cinq minutes et répète cinq fois son message ! Une lettre d'excuses parvient quelques jours plus tard au reporter ainsi interrompu ! Les émissions pirates n'ont maintenant plus de secrets pour les Tupamaros qui se sont même permis à plusieurs reprises d'annoncer à l'avance qu'ils allaient parler sur les ondes !

Les coups de main pour se procurer de l'argent ou des armes ne sont pas moins bien organisés. Citons entre autres " l'opération Pando " en octobre 1969 et la prise du centre d'instruction de la Marine en mai 1970. C'est à une cinquantaine que les Tupamaros, se sont rendus maîtres, avec un art digne des meilleurs films d'aventures, de Pando, ville de 30.000 habitants située à une trentaine de kilomètres de Montevideo : de 12 h 45 à 13 h 20, la police était réduite à l'impuissance, le commissariat dévalisé de ses armes, la caserne des pompiers et le central téléphonique étaient pris, et trois banques cambriolées. Ils trouvèrent cependant 1.500 policiers sur le chemin du retour et la chasse à l'homme qui dura vingt-quatre heures se soldа pour les Tupamaros par trois morts et vingt prisonniers.

...bien organisés...

La prise de la caserne de la marine, elle, fut un succès complet : vingt-deux Tupamaros, dont deux femmes, et le marin Garin maîtrisèrent soixante-trois marins, puis, pendant une heure et quart, chargèrent tout l'arsenal de la caserne dans leurs voitures. Ils quittèrent la caserne après y avoir laissé une proclamation, fait des inscriptions à la peinture et hissé le drapeau tupamaro. Pas un marin n'avait été blessé.

...et populaires !

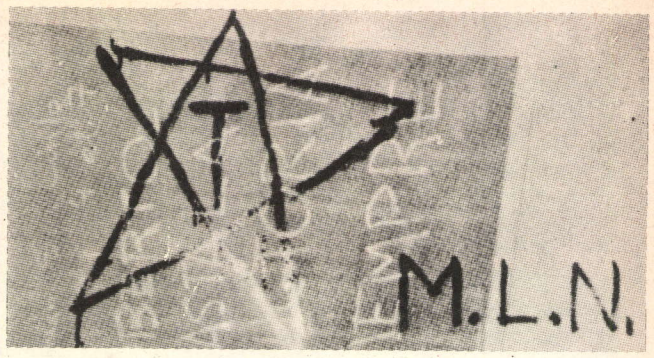
Les opérations plus " politiques " ont consisté, en dehors des émissions pirates, en l'enlèvement d'une série de personnalités. Le soin que le M.L.N. a mis à choisir ses personnages, la parfaite organisation des opérations et le ridicule dont s'est couverte la police, la haine qu'elle s'est attirée au cours de ses recherches, ont contribué grandement à renforcer la popularité du mouvement.

Le 7 août 1968, le président de l'U.T.E. (la compagnie d'électricité), le Dr Pereyra Reverbel, ami et conseiller de Pacheco, célèbre pour sa haine des militants syndicaux est enlevé par les Tupamaros. Trois mille policiers passent au crible toute la ville, y compris l'université où ils n'ont pas le droit de pénétrer, mais ne trouvent aucune trace du disparu qui sera relâché quelque temps plus tard " physiquement indemne mais moralement aussi atteint que le régime qu'il représente ".

Et même lors de l'enlèvement, puis de l'exécution en août 1970 de Dan Mitrione, agent du F.B.I. affecté à la préfecture de police où il a introduit les méthodes de tortures systématiques, l'opinion publique s'est finalement retournée contre les forces de répression qui, au nombre de 12.000, ont ratissé minutieusement la ville, sans rien trouver bien sûr, mais en commettant nombre d'exactions notamment dans les quartiers populaires.

La popularité des Tupamaros et le prestige dont ils

MAROS



illeros urbains...

jouissent tiennent en grande partie à leur habileté à tenir en échec les forces de police et même à s'en faire respecter. Ils sont, en effet, parvenus, par un certain nombre de représailles (l'exécution en avril 70 du commissaire Moran Charquero, tortionnaire notoire, l'enlèvement du juge d'instruction Pereyra Manelli en juillet 70 etc.) à obtenir la quasi disparition des tortures dont les prisonniers tupamaros étaient l'objet. D'autre part, un certain nombre de policiers ont été sensibles à la propagande que le M.L.N. leur a adressée et au soin qu'il apporte dans toutes ses opérations à éviter de tuer ou de blesser chaque fois que cela est possible. En juin 1970, une quarantaine de policiers ont ainsi refusé de marcher contre les Tupamaros et ont séquestré le ministre de la Guerre !

Enfin et surtout, les Tupamaros ont pour préoccupation constante de se faire comprendre de l'ensemble de la population, en particulier des travailleurs. Ainsi, après avoir dévalisé le casino San Raphael à Punta del Este, les Tupamaros ont restitué aux employés le montant des pourboires. Ils se présentent comme les défenseurs de la population laborieuse face à la clique gouvernementale et les premiers enlèvements ont eu pour but de soutenir les travailleurs en lutte. Citons en particulier, à part l'enlèvement du président de l'U.T.E., celui d'un magnat de la banque uruguayenne, directeur d'un journal d'extrême-droite par surcroît, le jour même de la réquisition des employés de banque le 9 septembre 1969, et qui fut gardé par les Tupamaros tout le temps que dura la grève des banques, c'est-à-dire deux mois.

Ainsi, dans la vie politique uruguayenne, les Tupamaros apparaissent comme la seule organisation vraiment radicale, formée de militants qui en imposent par leur sérieux et leur courage et dont les actions spectaculaires rencontrent un écho certain dans la population, en particulier chez les travailleurs et la jeunesse étudiante.

Dominique CHABLIS.

...au service du nationalisme

PEUT-ON considérer pour autant les Tupamaros comme une organisation révolutionnaire prolétarienne ? C'est un pas que certains n'ont guère hésité à franchir arguant du fait que les Tupamaros avaient choisi la ville comme théâtre d'opérations et se rangeaient délibérément aux côtés des travailleurs. C'est prendre un peu vite ses désirs pour des réalités. Le M.L.N. n'est en fait rien d'autre qu'un mouvement nationaliste, radical certes, mais bien incapable de déborder le cadre de la société bourgeoisie et d'ouvrir des perspectives socialistes à la classe ouvrière.

Pourquoi une guérilla urbaine ?

Il faut tout d'abord noter que le choix de la capitale comme terrain de lutte ne découle en aucune façon d'un choix de classe. Les militants qui sont à l'origine du M.L.N., comme Raoul Sendic, se sont d'abord efforcés, alors qu'ils appartenaient au Parti socialiste, d'effectuer un travail syndical parmi les ouvriers agricoles, et ils ont organisé à partir de 1962 des marches pacifiques de « cañeros » (coupeurs de canne) sur la capitale pour réclamer une réforme agraire, marches qui n'eurent bien sûr aucun résultat. Ce n'est qu'après avoir pris conscience que toute réforme devrait être arrachée de haute lutte, les armes à la main, que l'organisation des Tupamaros se constitua dans la capitale. Pourquoi à Montevideo ? Les Tupamaros s'en expliquent eux-mêmes : « *Les possibilités d'une guérilla rurale sont pratiquement nulles — il n'existe pas de forêt vierge, ni de montagne —* » et de citer quelques antécédents historiques qui leur paraissent particulièrement intéressants : « *la résistance française à l'occupation nazie, le combat des Algériens qui prit un caractère original en ville, la lutte que livrèrent les Juifs aux Anglais...* » Ainsi le choix de la ville s'explique uniquement par des considérations de tactique militaire.

D'ailleurs les seules idées claires des Tupamaros concernent la lutte armée. « Le principe fondamental » sur lequel ils s'appuient est « *l'idée selon laquelle l'action révolutionnaire en soi, le fait même de s'armer, de se préparer, de s'équiper, de se livrer à des actions qui violent les principes sur lesquels s'appuie la légalité bourgeoise crée une conscience, une organisation et des conditions révolutionnaires* ».

Un nationalisme qui conduit à soutenir...

C'est autour de cette idée que se sont regroupés des militants d'horizons très différents qui conservent leurs convictions au sein du mouvement. « *Dans nos rangs se rejoignent « blancos » et « colorados », catholiques, protestants, gens d'église, médecins, ingénieurs, militaires, croyants et athées. Mais ils ont en commun quelque chose qui fait d'eux une force non seulement puissante et vigoureuse, mais encore indestructible. L'amour de la patrie, la soif inextinguible de justice...* »

D'ailleurs le programme des Tupamaros est des plus vagues : « *Ce n'est pas en mettant soigneusement au point des plateformes qu'on fait la révolution. Les principes de base d'une révolution socialiste existent et sont expérimentés dans des pays comme Cuba.* »

Il est vrai que par socialisme les Tupamaros ne semblent pas entendre autre chose que la suppression des *abus* de la société capitaliste.

« *Afin que le capital ne soit pas abusivement utilisé, nous nous proposons de socialiser les grandes entreprises industrielles et les latifundias. Et pour qu'il n'y ait pas d'abus en ce qui concerne le logement et les autres biens de consommation courante parmi les masses populaires, nous voulons un strict contrôle de leur distribution. En un mot nous voulons l'élimination de toute propriété pouvant faire l'objet de spéculation ; égalité absolue entre gouvernants et gouvernés, des sacrifices et des rémunérations.* »

En fait les Tupamaros vitupèrent surtout contre la bande de spéculateurs au pouvoir et leurs alliés américains : « *Nous pensons que les problèmes du pays trouveront une solution (...) quand seront rompus les liens indignes qui nous attachent à l'exploitation étrangère et que nous pourrons mener une politique extérieure nationale et véritablement indépendante.* »

Et c'est bien là l'essentiel de leur idéologie, le nationalisme qui s'affirme dans chacune de leurs proclamations : « *Notre lutte est la continuation naturelle et logique de celles menées par les meilleurs de nos ancêtres...* » ou dans la devise « *La patrie sera à tous ou ne sera personne* ».

...des colonels « patriotes »...

C'est elle qui les amène à se déclarer d'avance prêts à s'appuyer sur n'importe quelle force politique ou n'importe quelle couche sociale qui pourrait reprendre peu ou prou le combat nationaliste à son compte :

« *De toute notre âme nous sommes tendus avec foi vers le but de la libération nationale : travail, justice et dignité. Au sein de cette lutte, il y a place pour les forces armées de notre pays, qui font partie du peuple et qui, elles aussi, souffrent de l'humiliation de voir la patrie corrompue par des hommes sans honneur, qui mettent la République à leur solde.* »

C'est cette même conception qui a amené un certain nombre d'ex-révolutionnaires nationalistes péruviens à appuyer la junte militaire au pouvoir à Lima. Qu'advienne une situation semblable à Montévidéo — et dans le climat troublé actuel il serait bien étonnant qu'un certain nombre de militaires uruguayens ne songent pas à une solution de ce genre — et que feraient les Tupamaros ? Sans doute, comme leurs homologues guerilleros péruviens, du moins pour un bon nombre d'entre eux. Ils l'annoncent même d'avance en quelque sorte.

...ou une union de la gauche...

Dans l'immédiat, les Tupamaros soutiennent une autre solution politique : l'union de la gauche.

Depuis toujours les Tupamaros se sont targués de faire bon ménage avec tout le monde au sein de la gauche : « *Ce qu'on ne doit pas faire, c'est affirmer notre politique en attaquant les autres groupes de gauche. Nous étions profondément conscients de la stérilité des polémiques à l'intérieur de la gauche. Il fallait y mettre fin.* » Ce qui a amené Régis Debray à s'extasier : « *Ce qui est extraordinaire chez les Tupamaros, c'est la façon dont ils ont fait de la politique sans le dire et sans en discuter... Je crois savoir qu'ils n'ont jamais attaqué directement aucune organisation de gauche. Ce qui n'est pas de l'apolitisme : c'est une politique.* » Hélas, oui ! Mais une politique qui à coup sûr ne permet pas de tracer des perspectives claires aux travailleurs.

Aussi à l'approche des prochaines élections qui doivent avoir lieu en novembre, les Tupamaros sont décidés à soutenir, de façon bien peu critique selon leur habitude, le « Frente Amplio », vaste front regroupant une vingtaine de partis dans l'opposition. « *Le fait qu'il (le Front) se donne comme premier objectif de participer aux élections, ne nous fait pas oublier qu'il représente une tentative pour unir les forces qui luttent contre l'oligarchie et le capital étranger.* » Mais nos guerilleros urbains, qui sont tout prêts à s'accommoder d'une solution à la chilienne qui amènerait au pouvoir une espèce quelconque de Front populaire, oublient de se demander si ces gens, à qui ils apportent leur soutien, ont et les moyens et la volonté de lutter réellement contre l'oligarchie et le capital étranger. Poser une telle question serait sans doute faire de la politique ?

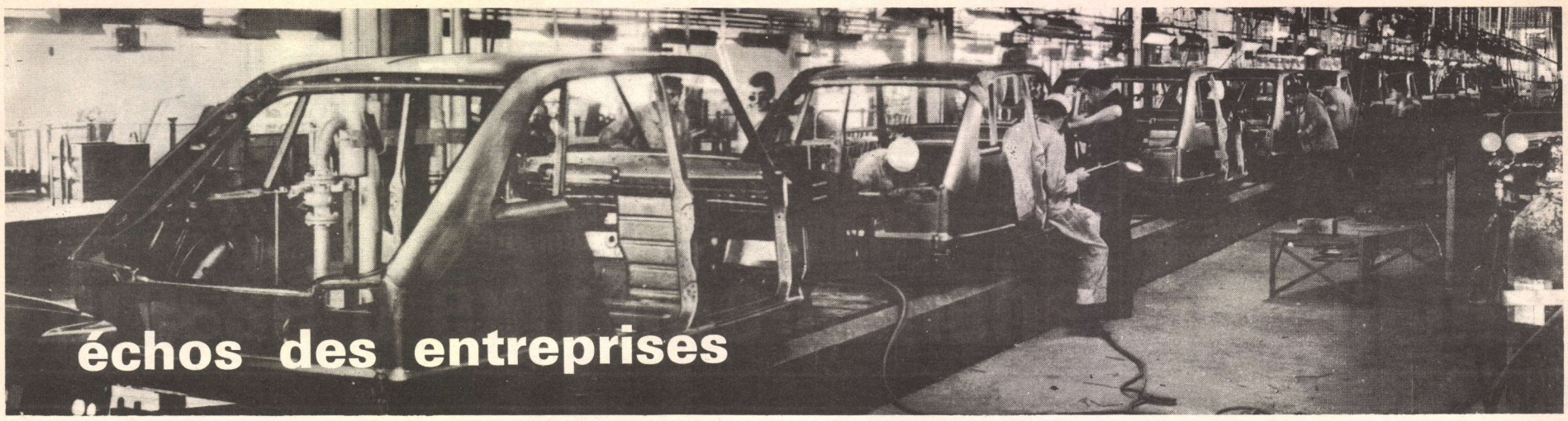
...mais pas le pouvoir ouvrier

Au fond il n'y a qu'une solution politique que n'envisagent jamais ces empiriques que sont les Tupamaros : c'est la prise du pouvoir par la classe ouvrière elle-même, c'est un Etat qui serait pris en main, géré, contrôlé directement par les travailleurs. Mais c'est justement le fait de se donner consciemment et ouvertement ce but qui caractérise les révolutionnaires socialistes et les différencie de tous les autres courants politiques, quelle que soit la couleur dont ces derniers essaient de se parer.

Pour les Tupamaros la classe ouvrière n'est qu'une couche sociale parmi d'autres, dont ils s'efforcent certes de gagner la sympathie, sur les souffrances de laquelle ils sont prêts à se pencher, mais qui n'est en aucune façon appelée à jouer un rôle politique particulier, encore moins le rôle dirigeant.

Aussi dans le meilleur des cas — celui où les Tupamaros ne se laisseraient pas flouer, victimes de leurs propres illusions, par un politicien à la Allende ou un général à la Alvarado mais seraient portés eux-mêmes au pouvoir par un mouvement de masse — il y aurait, au mieux, en Uruguay un régime à la cubaine, mais certainement pas une République socialiste des travailleurs.

D.C.



échos des entreprises

INSECURITE PERMANENTE

on joue avec notre vie

● *FLAMBO (Vierzon)*

Cela s'est produit en Découpe-Tôlerie :

Sur une presse qu'on avait démontée pour la réviser on s'est aperçu que le coulisseau était à moitié cassé. Qu'a fait la direction ? Elle a fait remonter la machine sans rien réparer, alors que la pièce peut casser à tout moment. Mais comme l'a dit un directeur : " La pièce peut casser, mais un accident n'est pas obligatoire... ". On ne saurait être plus cynique !

De même, toujours dans cette section, le bâti d'une presse de 25 tonnes est cassé. La machine menace de se coucher, mais le patron veut qu'on travaille quand même dessus !

accident en coulisse !

● *SIMONETTA (Bourges)*

Pendant le mois de juillet, un jeune de 16 ans qui travaillait au Dépôt a eu les deux jambes écrasées par un morceau de ferraille de 700 kg. Et alors que les pompiers auraient dû le transporter à l'Hôtel-Dieu à Bourges, Simonetta a dépêché une ambulance afin qu'il soit transporté à Paris dans une clinique privée.

Simonetta douterait-il lui aussi des soins prodigués aux blessés à l'Hôtel-Dieu ou a-t-il agi en voulant éviter un scandale ?

Plusieurs " mauvaises langues " auraient affirmé qu'en agissant ainsi, Simonetta n'avait qu'un souci : étouffer une affaire un peu trop compromettante. (Il paraîtrait que le jeune accidenté n'était pas déclaré à la Sécurité sociale.)

Quoiqu'il en soit, ce nouvel accident a estropié à vie un jeune de 16 ans, et cela ne fait que compléter une liste de victimes déjà bien longue. Quant à nous, cela ne doit nous encourager qu'à une seule chose : refuser de travailler en cas d'absence de sécurité.

accident grave au banc d'essais

● *POLYMECANIQUE (Pantin)*

Vendredi, à 15 h 15, un banc d'essai en réparation prenait la plus grande partie du passage, et malgré tout le poids d'un seul côté, n'était même pas calé. Un ouvrier passe, l'accroche légèrement, et quelques deux cents kilos lui écrasent la jambe.

A 61 ans, il risque de ne plus travailler, un accident de ce genre se répare difficilement. C'est inadmissible ! On se demande même par quel miracle, l'électricien qui rééquipait le banc y a échappé ! Bien sûr, la direction va encore déplorer l'accident et invoquer la fatalité, et encore heureux si ce n'est pas la faute de l'ouvrier.

Pour augmenter la production, alors là il y a du monde pour se creuser la tête. Mais pour veiller à la sécurité, qu'est-ce que vous voulez, ce n'est pas rentable. Il faut produire vite, vite, et le ciel fait le reste.

pour les profits de M. Lang !

● *IMPRIMERIE LANG (Paris)*

Un travailleur a été victime d'un drame que chacun d'entre nous frôle chaque jour aux Rotatives. Il a été brûlé à 50 % et au troisième degré. Il est sous anesthésie complète actuellement et l'on ne sait pas encore s'il survivra.

C'est au moment où le tirage de **Jours de France** était terminé et qu'un receveur de la 21 arrosait un cylindre pour le laver que l'explosion se produisit.

Celle-ci fut provoquée par l'accumulation des vapeurs d'essence conjuguée au phénomène d'électricité statique dégagée par le papier. Aussitôt, l'arrosoir prit feu, ainsi que notre camarade dans l'incapacité de maîtriser les flammes.

En voulant le secourir, trois autres travailleurs furent brûlés, principalement aux bras.

Les responsabilités sont évidentes. Elles incombent à la direction et uniquement à elle. Car les moyens de prévenir de tels accidents existent, et la direction les connaît. Nous l'avons même obligée à en utiliser quelques-uns à la suite de certains incendies déjà survenus et qui avaient causé une vive émotion parmi nous.

Ainsi, des bouches d'aspiration ont été installées sur certaines machines. Mais pas sur toutes. Et la 21 sur laquelle le feu a pris n'en était pas pourvue.

L'accident aurait pu être également évité s'il y avait eu davantage de prises de terre sur les machines. Mais là aussi, profit oblige.

Quant aux secours apportés aux blessés quand de tels accidents se produisent, ils sont plus que déplorables.

En effet, il existe une couverture par machine, c'est-à-dire pour huit personnes. Que serait-il advenu, si deux, trois ou quatre travailleurs avaient été atteints par les flammes en même temps ?

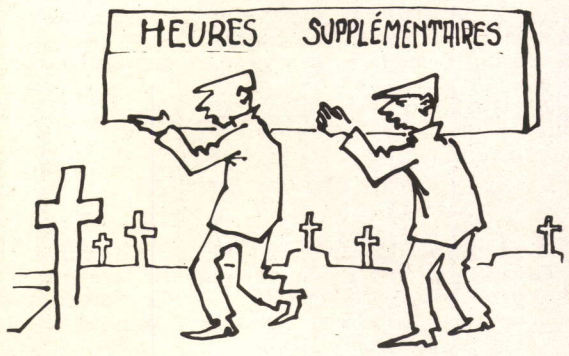
D'autre part, une perte de temps considérable a été due aux défaillances mécaniques de l'ambulance qui a mis dix minutes à démarrer tandis que le responsable du véhicule ne savait dans quel hôpital amener le blessé.

Allons-nous encore permettre à Lang de jouer quotidiennement avec notre vie ?

La seule manière de l'obliger à la respecter c'est de refuser de travailler tant que toutes les conditions de sécurité ne seront pas réunies.

LE RETOUR AUX... CINQUANTE HEURES

de qui se moque-t-on ?



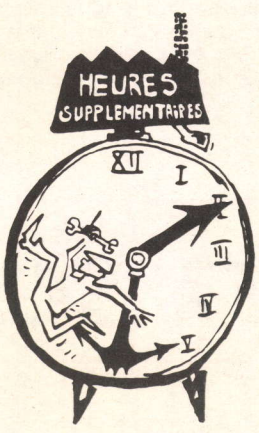
● *CHAIX-DESFOSSES (Issy-les-Moulineaux)*

A Lille, un ouvrier de la Préparation a travaillé 30 jours sur 31. Et bien qu'un accord ait été signé sur les heures supplémentaires à la N.E.A., le fait vaut bien d'être mentionné comme une prouesse sportive digne du marathon. Qui tiendra le plus longtemps en faisant 45, 50 ou 54 heures par semaine ? Pour les " défaillants ", l'achat d'un bon lit de camp par la direction ne serait pas superflu, vu l'esprit " humanitaire " dont celle-ci fait preuve en toute occasion. Et c'est sans doute pour manifester sa bonté que la direction a déclaré qu'elle ne ferait plus faire d'heures supplémentaires à Lille, mais qu'à Issy ,elle a toujours l'intention de supprimer 33 postes.

le samedi, on se repose

● *CHAUSSON (Gennevilliers)*

Depuis le retour des vacances, la question de la réduction des horaires est évoquée encore plus qu'à l'habitude. En effet, pour les camarades en équipe, la dernière demi-heure, une fois de plus, vient d'être incorporée dans le taux de base horaire.



Résultat, la longueur de la semaine est toujours de 48 h, et l'on travaille toujours le samedi.

Les commentaires allant bon train, les équipes décidèrent d'adresser à la direction une pétition réclamant le repos pour le samedi de fin de quinzaine du soir. C'était peut-être trop demander à la direction, qui, elle, ne travaille jamais le samedi, car elle préféra différer sa réponse.

Mais nous pourrions aussi différer le travail.

Car si nous voulons vraiment ne pas travailler le samedi de fin de quinzaine du soir, le moyen le plus sûr de l'imposer à la direction, c'est de ne pas venir.

QUELLES FORMES DE LUTTE POUR LES TRAVAILLEURS ?

à propos du sabotage

● *RENAULT (Flins)*

La semaine dernière, dans un tract diffusé à la Régie, un " groupe ouvrier de riposte " a revendiqué le sabotage de 150 voitures : des boulons auraient été mis dans les carburateurs, pour riposter, paraît-il, à " la paie négative " du 3 septembre.

Nous n'approuvons pas de telles actions. Si leurs auteurs pensent ainsi sincèrement aider à la lutte des travailleurs, et les renforcer face à la direction, ils se trompent. Le problème n'est pas de " faire perdre de l'argent " à la Régie, mais de rendre les travailleurs plus forts. Il n'y a pour cela qu'un moyen : l'organisation. Il n'y a qu'en nous organisant, en luttant ensemble, que nous obligerons la Régie à lâcher de l'argent... non pas en pure perte, mais pour améliorer nos conditions de travail et nos salaires.

Par contre, le " sabotage " ne peut que se retourner contre nous, en renforçant la surveillance des chefs, leurs brimades, leur inquisition policière. Et puis, personne n'apprécie de voir détruire le résultat de son travail.

Une telle action n'est que la conséquence des brimades de la direction et de l'absence de riposte syndicale. De ce côté, syndicats et direction récoltent ce qu'ils ont semé, et seraient mal venus de se plaindre.

Mais la lutte des travailleurs, elle, ne passe nullement par de telles actions.

LUTTE OUVRIERE

Dans les hôpitaux psychiatriques

LES MALADIES MENTALES SE DÉVELOPPENT LES CONDITIONS DE SOINS SE DÉGRADENT

A propos du développement que prennent les maladies mentales parmi les mises en invalidité (elles en représentent le quart), Robert Boulin déclarait récemment qu'un effort important allait être fait pour « éviter une aggravation de la situation existante ».

Nous présentons ci-après une description d'un service de l'hôpital Sainte-Anne à Paris (et ce n'est qu'un exemple, non une exception) en nous demandant comment la situation pourrait ne pas manquer de s'aggraver.

Nous précisons que le pavillon dont nous parlons n'est pas sur la liste des services condamnés à disparaître.

Les soins

On trouve dans ce pavillon, service du professeur Lecomte et appelé " le musée " par tous ceux qui le connaissent, un véritable échantillonnage de toutes les maladies mentales, mêlées dans les dortoirs. Sur le plan thérapeutique, on n'y connaît qu'une chose : les calmants. Les malades y croupissent (à tous les points de vue) et c'est à croire qu'on attend qu'ils disparaissent avec les murs branlants du pavillon. Au Musée, pas de psychothérapie, pas d'ergothérapie, pas de thérapie du tout pourrait-on dire. On calme les malades et les activités qui leur sont proposées sont : un jeu de dames, de cartes, la radio et — miracle — un baby-foot. Ajoutons que, quand ils ont été sages et que l'infirmier préposé à leur garde n'est pas trop fatigué, on allume la télé le soir, télé qu'ils ne regardent d'ailleurs pas car les calmants les ont, le plus souvent, mis hors de combat.

Les locaux

Ceux-ci dépassent tout ce que l'on peut imaginer.

Les w-c sont dans la cour (pour deux étages et cinq dortoirs). Les portes sont à battants et l'hiver l'eau y gèle, ce qui fait que les excréments s'y entassent jusqu'à ce qu'un élève-infirmier, flanqué d'un malade aille y charrier de l'eau pour évacuer. L'odeur, elle, stagne en permanence.

Au rez-de-chaussée, près du dortoir, on trouve les installations sanitaires : un lavabo, un w-c pour le dortoir dissimulé par une plaque de bois qui ne dissimule personne et laisse se diffuser là aussi les bonnes odeurs, et... une baignoire. C'est la seule pour tout le pavillon et le plus souvent, il faut là aussi charrier l'eau, qui fait défaut, depuis la cuisine pour la remplir. Les quelques malades qui ont la possibilité de sortir du pavillon vont se doucher dans celui d'à côté, la majorité se débrouille avec cette baignoire-musée.

Pour faire un tour complet des installations, il faut parler de la cuisine. La nourriture est apportée par des élèves-infirmiers depuis les cuisines et est réchauffée dans le pavillon. On sert dans de grosses gamelles graisseuses avec des louches sur une sorte de poussette en bois graisseux, dans un réfectoire aux murs lézardés suintant d'humidité dont le plâtre est parti par plaques entières et sur des tables de faux marbre fendues et où les fentes sont remplies de crasse avec, bien sûr, des cafards pour agrémenter le tout. Le tableau ne serait pas complet si l'on ne parlait pas des instruments qui servent : par manque de verres on prend des bols et pour la soupe, comme on manque de bols... on se débrouille.

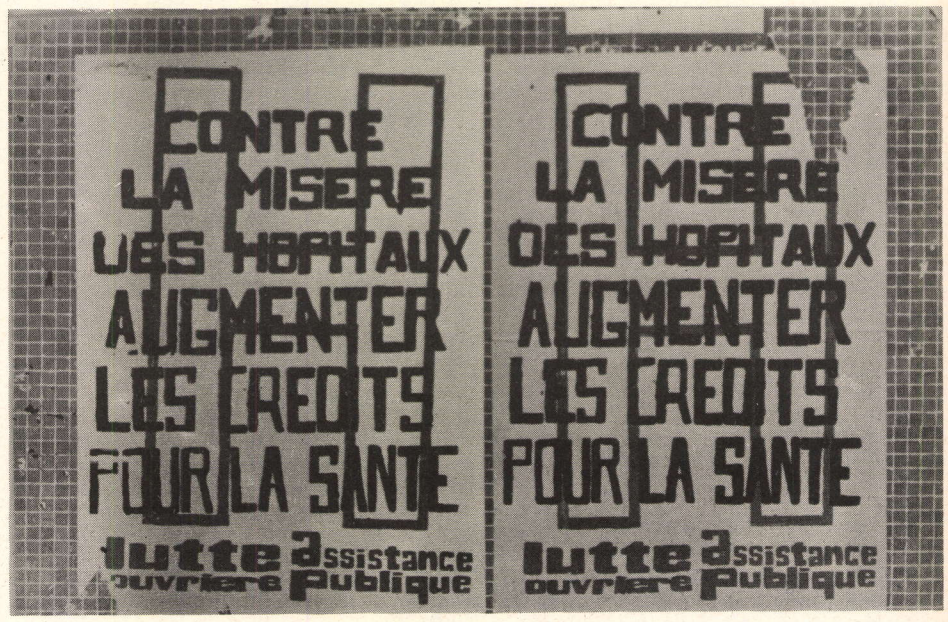
Des conditions de travail écœurantes

Le personnel infirmier qui tente de porter remède à cette situation est bien vite découragé ou remis à sa place. C'est ainsi qu'on ne peut pas arriver à laver vraiment les ustensiles : l'eau chaude manque très rapidement l'après-midi, surtout si quelques malades ont eu la malencontreuse idée de vouloir se laver. Un jour un élève-infirmier, dégoûté par l'aspect des tables les a recouvertes de draps, il a été vertement réprimandé : cela risquait d'en user trop et les tables étaient bien assez bonnes ! Une autre fois, tout le personnel ayant protesté contre la qualité de la nourriture servie (pâtes, patates, herbe qu'on appelle épinards, plus une sorte de hachis de viande bizarre, forment l'essentiel des menus), le directeur a répondu... par une note de service accusant le personnel de ne pas se donner la peine de bien " présenter " la nourriture, ce qui automatiquement la rendrait apétissante... et bonne ! Quant à la vaisselle, on la lave (si l'on ose dire) dans un évier de zinc qui inonde la cuisine, à l'eau froide le plus souvent, sans lessive le plus souvent aussi.

Le délabrement est tel que le personnel infirmier ne fait plus qu'un vague travail de routine, en attendant que, comme dans un pavillon de femmes voisin, on installe des poutres pour tenir les murs et le premier étage ou que le pavillon s'écroule définitivement. Au milieu de cela, les malades errent avec des chaussons percés, sans occupation, dans la saleté continuelle, cuisant dans leur jus, et (puisqu'il faut économiser sur tout) buvant le plus souvent leur thé sans sucre...

La psychiatrie a fait de très gros progrès ces dernières années. Du moins on le proclame. Les malades et le personnel du " musée " n'en sont pas la preuve. Ils ne sont que la preuve de la vétusté des moyens employés. Et on ne peut que regretter qu'on ne puisse organiser une " visite organisée " de ces locaux, dans lesquels il faut montrer patte-blanche pour être admis et où, au bout du compte, l'on voit même très rarement un psychiatre !

Correspondant L.O.



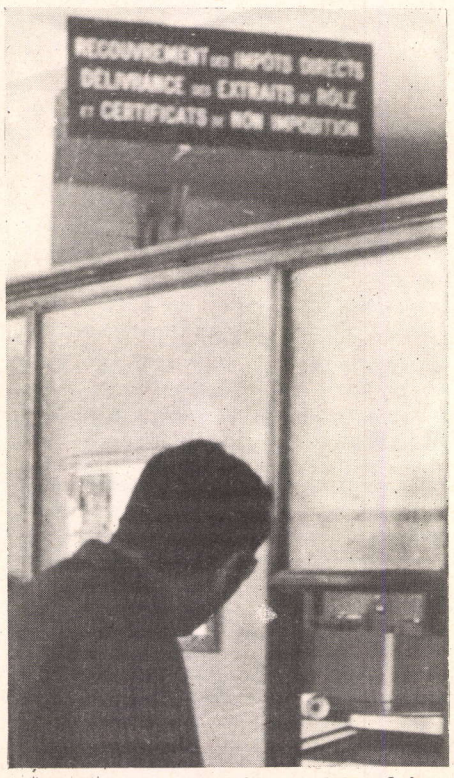
A bas l'impôt payé par les travailleurs !

COMME chaque année à la même époque, le problème des impôts revient à l'ordre du jour. Le mois de congé pas plus tôt écoulé, onze nouveaux mois de labeur attendent le travailleur. Onze nouveaux mois pour lesquels il touchera un salaire déjà notoirement insuffisant mais qui sera amputé d'un dixième et souvent plus par l'impôt sur le " revenu ".

Mais ce n'est pas seulement aux périodes de paiement du tiers provisionnel que le travailleur devient contribuable. Contribuable, le travailleur l'est toute l'année. Chaque semaine, chaque jour, il verse des sommes considérables à l'Etat sous forme d'impôts indirects perçus sur la quasi totalité des biens de consommation.

Au total, on estime à 30 % du salaire, la part moyenne que chaque ouvrier verse sous diverses formes à l'Etat. Et ce, pour soi-disant subvenir aux frais généraux de la société : enseignement, santé, transports...

Si tel était le cas, si effectivement l'Etat disposait du revenu des impôts pour l'accroissement et l'amélioration des services publics, personne n'y verrait à redire. Dans une société gérée par et pour les travailleurs, ceux-ci ne recevraient pas la totalité de la valeur de leur travail. Une fraction leur serait prélevée pour l'entretien de l'ensemble des services publics, qui par ailleurs seraient gratuits, et pour améliorer et accroître les moyens de production afin d'augmenter le mieux-être de tous. De la même façon qu'aujourd'hui chaque capitaliste ne dispose pas entièrement de ses profits mais en réinvestit une partie pour espérer, demain, développer encore ses bénéfices.



Un scandale : l'impôt sur les salaires.

Mais dans notre société dominée par une poignée d'exploiteurs, les choses ne se passent pas du tout de cette façon. La notion de " service public " que l'on ne cesse d'invoquer pour justifier l'impôt auprès des travailleurs ne cache qu'un mensonge. C'est aujourd'hui une évidence pour tout le monde que de parler de la misère des hôpitaux, du scandale des transports en commun, de la honte du manque d'écoles et de professeurs. Et encore, une partie de ces services est doublement payée. Une première fois lors de leur utilisation, une seconde fois par les impôts.

Dans la société actuelle, par les commandes d'armements, de travaux fructueux ou tout simplement par des subventions directes, l'Etat redistribue aux capitalistes une forte partie de ce qu'il prélève dans la poche des contribuables.

Une autre part importante des impôts sert tout bonnement aux " services privés " de la bourgeoisie, à savoir à l'entretien des corps de police et autres brigades de contrôleurs des Finances, de tout cet immense appareil étatique qui n'existe que parce que la société est divisée entre bourgeois et prolétaires, entre riches et pauvres, et parce qu'il faut maintenir le pouvoir des premiers contre la majorité constituée par les seconds. La menue monnaie, elle, va à l'Education nationale, aux Affaires sociales, à la Culture...

Ainsi, une grande part de chaque centime que le travailleur verse à l'Etat sous forme d'impôts va servir à accroître et à faciliter son exploitation.

L'Etat n'est pas autre chose qu'un appareil au service des exploiteurs, et les dépenses nécessaires à son fonctionnement ne sauraient être affectées dans l'intérêt des travailleurs.

Que les capitalistes payent l'entretien de leur Administration et de leur Etat sur leur revenu, et non sur les salaires des travailleurs !

— A BAS L'IMPOT SUR LE SALAIRE.
— A BAS L'IMPOT INDIRECT.

Georges LATTIER.

NORTON (La Courneuve)

Une usine où règne le salaire aux pièces

NORTON est une entreprise de La Courneuve qui compte environ 1.100 salariés, dont 850 à la production.

A la différence d'autres entreprises de la région, il n'y a que très peu de travailleurs immigrés. Par contre, il y a une assez forte proportion de femmes qui sont employées aux travaux les plus fastidieux et les moins payés.

L'usine est spécialisée dans la fabrication de meules de toutes tailles (jusqu'à 80 kg et plus) et de toutes formes.

Les « avantages » du travail aux pièces

A Norton, tout le monde, à quelques exceptions près, est payé aux pièces. Le travail est compté en points (1 point = O F 24333...). Pour avoir un salaire correct (35 points = 8 F 50 de l'heure), il faut faire 400 meules à l'heure à l'Usinage. Dans d'autres secteurs réputés plus faciles, ceux où travaillent les femmes par exemple, les cadences vont jusqu'à 1.000 meules à l'heure.

Quand tout va bien, quand les machines marchent, quand on tombe sur une bonne série de meules, on peut arriver à faire sa paye en fonçant comme un dingue. Mais il suffit d'une panne ou d'une mauvaise série pour gâcher sa journée.

D'autre part, les mutations sont très fréquentes, pour manque de travail ou pour d'autres raisons. Bien sûr, celui qui se retrouve à un nouveau poste n'arrive pas à faire la cadence. Peu importe, il sera payé à son salaire de base, cest-à-dire qu'il pourra perdre jusqu'à 1 F de l'heure par rapport à sa paye habituelle.

La direction ne manque pas d'air

Ainsi, la direction se débrouille pour faire retomber tous les aléas de la production sur le dos des ouvriers.

Régulièrement, elle envoie des lettres personnelles à « ses » ouvriers pour les informer que vraiment les affaires ne vont pas, qu'il faut la comprendre et remettre les revendications à plus tard. Dans les grandes occasions, elle réunit « son » personnel pour l'informer de « ses » décisions.

La dernière en date de ces petites plaisanteries a été la mensualisation, que Norton a réalisée, tout en continuant à payer « ses » ouvriers aux pièces. D'une façon simple : le salaire de base (qui n'a aucun rapport avec le salaire réel compté en points) est versé tous les mois. Et le complément, qui est toujours calculé d'après le nombre de points, est versé sous forme de boni... un mois après. En effet, les calculs sont tellement compliqués que le service de la paye est incapable de les terminer avant la fin du mois.

La paye, c'est le casse-tête

Déjà, avant la « mensualisation », la paye n'était pas facile à calculer, mais maintenant, plus personne n'y comprend rien, et le service de paye pas plus que les autres.

Résultat, les erreurs sont monnaie courante. La paye de la rentrée a battu tous les records. Pratiquement, tous les relevés étaient faux, et pour certains les erreurs atteignaient plusieurs centaines de francs.

D'ailleurs, c'est une plaisanterie courante à l'usine que de dire que pour comprendre son relevé, il faut au moins sortir de Polytechnique.

Insécurité permanente

Certains ateliers de Norton font penser à un musée (la saleté en plus). On y voit des machines qui datent de cinquante ans et plus, rafistolées avec du fil de fer, du carton ou du scotch. Et le plus étonnant, c'est qu'elles marchent encore !

Evidemment, les sécurités fonctionnent quand elles veulent. Et puis, à certains postes, les travailleurs les enlèvent pour arriver à faire les cadences. Si un accident arrive, la direction dira que c'est leur faute. Avant les vacances, un ouvrier a eu les doigts écrasés par un verrin. Et ce n'est que le plus récent accident d'une longue série. D'ailleurs, comme l'a dit une déléguée à la direction, Norton, c'est « l'usine des doigts coupés ».

D'autre part, à Norton, on ignore les palans, toutes les manipulations se font à la main, y compris le transport de meules qui pèsent jusqu'à 80 kg. Résultat, on ne compte plus les accidents qui surviennent au cours des manipulations.

Gaz et silice !

L'aspiration ne marche pas mieux que le reste. Résultat, il faut travailler dans un nuage de poussière de silice, en respirant les gaz et les vapeurs de gas-oil dégagés par les fours qui sont installés au milieu des ateliers, sans aucun isolement.

L'année dernière, la situation était devenue si catastrophique dans certains secteurs (les gaz rendaient l'atmosphère presque irrespirable), qu'un certain nombre de travailleurs ont fait une pétition qu'ils ont portée à la direction. Du coup, on a vu toute une troupe de graves personnages en blouse blanche, l'ingénieur de sécurité en tête, descendre dans les ateliers pour faire des « prélèvements ». Et la direction s'est enfin décidée à faire quelques aménagements pour réduire la quantité de gaz et de poussière.

Norton se vante d'avoir des salaires plus élevés que les entreprises voisines. Mais une chose est certaine, c'est que le premier objectif de ceux qui y travaillent est d'obtenir une réduction des cadences et des conditions de travail décentes. Car sur ces sujets, le moins qu'on puisse dire est que Norton n'a pas à se vanter.

Correspondant L.O.

A BELFORT

Petit patron, grande exploitation

LA S.A. Raichon est une entreprise de chauffage central et d'installations sanitaires à Belfort.

Belfort est le siège de la maison, mais elle a des succursales à Besançon, Mulhouse, Lons-le-Saulnier, Vesoul.

En entrant, un jeune de 17 ans qui a un C.A.P. est embauché au tarif de 4 F de l'heure et il devra attendre son retour du service militaire pour enfin avoir une qualification raisonnable, en faisant dix heures par jour.

Les primes sont très rares, et encore faut-il être déjà ancien dans la maison pour espérer en avoir une et surtout il faut avoir du rendement, donc travailler comme un dingue, et être bien vu par la direction.

La succursale de Belfort emploie environ une centaine d'ouvriers, et il y a quatre syndicats dont la C.G.T., la C.F.D.T., F.O., ce qui fait beaucoup.

Les chefs sont généralement des « rampants » très sévères qui vous font sauter une heure quand ils vous voient assis en train de fumer.

Un jeune qui entre en apprentissage chez Raichon, devra faire quatre ans pour obtenir son C.A.P. alors qu'en général, dans les autres entreprises, il réussit au moins la pratique au bout de trois ans... et c'est pourquoi les jeunes qui quittent cette boîte pour l'usine sont nombreux.

La sécurité n'est sûrement pas le premier souci de l'entreprise :

Pas de boîte à pharmacie pour appliquer les premiers secours à un accidenté du travail, pas de prise de terre pour les marteaux-piqueurs électriques, pas de chaussures de sécurité : il n'est pas rare qu'un ouvrier, en transportant du matériel, marche sur une planche et s'enfonce un clou dans le pied...

Les déplacements ne sont pas payés, et si durant votre première semaine de travail, on vous donne neuf francs pour le repas de midi, vous n'avez droit qu'à sept francs les autres semaines... et c'est l'ouvrier qui doit sortir de sa poche le complément...

Chez Raichon, comme dans toutes les entreprises, ce sont les ouvriers qui doivent payer cher de leur personne pour assurer de bons profits aux petits patrons.

Correspondant L.O.

Grève aux Nouvelles Galeries d'Orléans pour la sécurité de l'emploi

LES Nouvelles Galeries fermées pour fait de grève pendant cinq jours ! C'était la première fois à Orléans.

Le conflit commença le vendredi 24 septembre quand les syndicats convoquèrent une assemblée du personnel et annoncèrent les intentions de la direction de diminuer le personnel :

Treize licenciements étaient prévus dont un délégué suppléant C.G.T., auxquels s'ajoutaient quatre abattements de salaire allant de 100 F à 500 F, et huit propositions de mise à la retraite anticipée.

Pour faire passer ces mesures, la direction parisienne qui, de ses propres dires, possède une « caisse noire », promettait un an de salaire aux employés quittant la maison.

Malgré cela, les employés décidèrent aussitôt, sans même attendre les délégués, de ne pas reprendre le travail avant d'avoir obtenu des garanties qu'il n'y aurait pas, demain, à nouveau des mutations, des abattements de salaire et autres licenciements.

Au retour du week-end, la grève est reconduite par la quasi totalité du personnel y compris les cadres. Le soir, la direction annonce qu'il n'y aura pas de nouveaux licenciements ni d'abattements de salaire en 1971 et 1972 mais sans donner plus de précisions.

Le mardi, une manifestation est organisée en ville, à laquelle viennent se joindre bon nombre de militants syndicalistes de la métallurgie : Unelec, Thermor, etc. Les employés scandent : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ! » et arrivés sous la fenêtre de la direction : « Direction, démission ».

Mais déjà l'unité syndicale est ébranlée, la C.G.T. critique la présence d'éléments extérieurs et se prépare à la reprise sans attendre de nouvelles garanties. Le mercredi matin, les délégués C.G.T. demandent de voter pour la reprise. La C.F.D.T. (animée par des militants P.S.U.) s'y refuse. Et le vote à bulletin secret donne : 166 voix pour la grève, 165 voix pour la reprise.

Les bulletins ont beau être recomptés plusieurs fois, la grève est reconduite pour 24 heures.

Quelques cadres avaient déjà rouvert les portes du magasin croyant à la fin de la grève. Et la direction, ébranlée, va devoir accorder un peu plus.

Le lendemain, elle annonçait :

— deux jours et demi de grève payés ;

— pas de sanctions pour fait de grève ;

— pas de licenciement jusqu'à décembre 1972 avec possibilité de reconduire l'accord dans le dernier trimestre de 1972 ;

— revalorisation des plus bas salaires ;

— suppression d'une clause qui permettait de nouveaux abattements de salaire en cas de fautes professionnelles ;

— cours de recyclage prévus en cas de mutation et possibilité pour l'employé de refuser après deux essais le nouveau poste s'il ne lui convient pas.

Le travail a repris aux Nouvelles Galeries et les employés sont contents, malgré les licenciements qui sont passés grâce aux millions distribués généreusement par la direction, parce qu'ils ont montré pour la première fois qu'ils n'étaient pas prêts à se laisser faire.

Correspondant L.O.

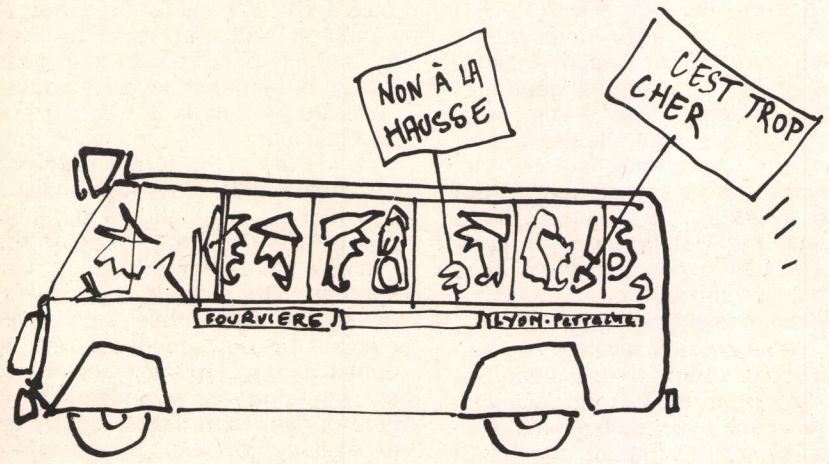
Les grévistes manifestant dans les rues d'Orléans.

A LYON AUSSI, ON NOUS ROULE

LE Progrès du 16 septembre a fait paraître une enquête sur les problèmes des Transports en Commun Lyonnais, où on apprend que la vitesse moyenne des bus lyonnais est de 6 à 7 km-h à cause des embouteillages et que ces dernières années, les Transports en Commun Lyonnais ont perdu quelque 30 millions de voyageurs. Et l'article de conclure sur l'absurdité d'une telle situation car un bus pourrait contenir les occupants de 60 voitures particulières, ce qui évidemment faciliterait la circulation.

Mais comment en est-on arrivé là ? Pourquoi beaucoup d'entre nous préfèrent-ils — malgré la fatigue, l'énervement et les frais que cela cause — circuler en voiture plutôt que de prendre le bus ? Sinon parce que la Communauté Urbaine de Lyon et les Transports en Commun Lyonnais n'ont comme seul souci que d'en faire une entreprise rentable, en grignotant sur le nombre de bus en service, le nombre d'agents et en augmentant régulièrement les tarifs.

Il n'est pas étonnant que, de plus en plus, les gens renoncent aux transports en commun et cherchent à se débrouiller par eux-mêmes.



GEVELOT (Issy-les-Moulineaux)

Le Moyen-Age au 20e siècle

CHEZ Gévelot, la plupart des ateliers ont des installations et un outillage vétustes, et les ouvriers travaillent dans des conditions défiant les règles élémentaires de sécurité. Aussi les accidents sont fréquents.

Le dernier en date de ces accidents s'est produit le mardi 28 septembre dans l'après-midi, à la Guerre (le secteur le plus vétuste de l'usine). Deux ouvriers soulevaient une lourde caisse en tôle pleine de produits, lorsque celle-ci glissa. L'un des deux ouvriers reçut un angle de la caisse sur la main, ce qui lui fit une profonde entaille. Il a dû avoir une veine coupée, car il perdait beaucoup de sang. Il a été transporté à l'hôpital.

Lorsqu'un accident arrive chez Gévelot — comme partout d'ailleurs — la direction s'arrange toujours pour rejeter la responsabilité sur la victime qui n'aurait pas respecté les consignes de sécurité (cela arrive en effet, mais la faute en incombe au rendement impossible à tenir, donc en fait à la direction). Mais cette fois la direction n'a même pas ce prétexte. Il n'y a aucune protection possible lorsqu'on oblige des ouvriers à soulever de lourdes charges à la main, et cela en 1971. Il existe des appareils variés appropriés aux différents travaux de manutention, et pourvus de dispositifs de protection. Mais tout cela est trop moderne pour la direction de Gévelot. Pourquoi donc gaspiller son argent et acheter du matériel moderne alors que le même travail peut être fait avec les bonnes vieilles méthodes du Moyen-Age ? La santé et la vie des travailleurs ne valent tout de même pas ces dépenses !

Correspondant L.O.

C.I.I. (Les Clayes-sous-Bois)

Un mort !

LA C.I.I., l'enfant gâtée du plan-calcul, l'entreprise qui construit les ordinateurs « français », la C.I.I. vient de tuer un travailleur : lundi dernier un agent technique est mort électrocuté sur l'appareil qu'il mettait au point.

Dans cette entreprise « les techniques de pointe » ne sont pas pour la sécurité. Au contraire, la direction lésine sur les locaux qui sont encombrés et bruyants ; elle lésine sur le matériel et les dispositifs les plus élémentaires tels que les prises de terre et les fiches normalisées.

C'est ainsi qu'en janvier dernier, au C.H.S. qui lui demandait l'installation de disjoncteurs rapides du type « coup de poing » dans le labo où notre camarade vient de trouver la mort, la direction avait eu le culot d'opposer un refus en prenant prétexte des « plaisantins » qui n'auraient pas manqué de déclencher les « coups de poing » ! Aujourd'hui, après la mort d'un travailleur, la direction a l'audace d'essayer de rejeter sa responsabilité sur le premier lampiste qui fera l'affaire, à commencer par la victime elle-même !

Mais pour les travailleurs les choses sont claires : c'est la direction qui, par économie, accepte froidement les risques que nous courons. C'est pour lui faire savoir ce que nous en pensons que nous avons débrayé vendredi.

Correspondant L.O.

Une usine "à la pointe du progrès" dans le Pas-de-Calais

L'INDUSTRIELLE du Logement est une usine créée récemment dans le Pas-de-Calais, où plus de 500 ouvriers construisent, puis assemblent sur les chantiers, des maisons préfabriquées, au rythme de deux ou trois logements par jour.

Le béton est coulé sur les tables, passé dans l'étuve, et à leur sortie, les plaques sont démoulées, stockées puis assemblées par " cellules " en usine, cellules que l'on juxtapose sur le chantier afin d'obtenir une maison de six ou huit pièces, avec garage, selon le type désiré.

Un jeu de construction, en somme, mais pour nous qui construisons ces maisons, le travail est un véritable enfer.

Conditions de travail désastreuses

Tout d'abord, le bruit : celui de la vibreuse à béton, qui nous ébranle toute la journée et nous rend sourds. Les cadences de plus en plus rapides, la chaleur moite de l'étuve, contrastant en hiver avec le froid glacial du reste de l'usine, l'absence quasi totale de bleus et de chaussures de sécurité, etc.

Aucune sécurité

Les conditions de sécurité, d'ailleurs, prêteraient à rire, si notre vie n'était pas menacée : un câble casse, et il faut réparer dans l'étuve, sans protection, avec une chaleur de plus de 70° ! Les plaques de béton, de plus d'une tonne, sont baladées en l'air dans l'usine avant d'être montées et passent à longueur de journée au-dessus de nos têtes !

Il faut toujours un accident pour que la direction s'occupe de notre sécurité : pour que l'on pense à installer un grillage de protection entre les deux ponts, il a fallu qu'un de nos camarades reste coincé entre le rail et le pont ! Chacun pense que c'est un véritable miracle que les accidents survenus jusqu'à présent n'aient pas été mortels !

Des salaires de misère

Les salaires à l'I.D.L. sont corrects... pour le lecteur du magazine d'information de la région minière : " Relais ". Il parait que le salaire mensuel moyen brut offert va de 1.065 F pour le manœuvre à 1.562 F pour l'ouvrier qualifié du personnel de l'usine, et de 1.028 F pour le manœuvre à 1.643 F pour l'ouvrier qualifié du personnel du chantier (prime de panier en plus).

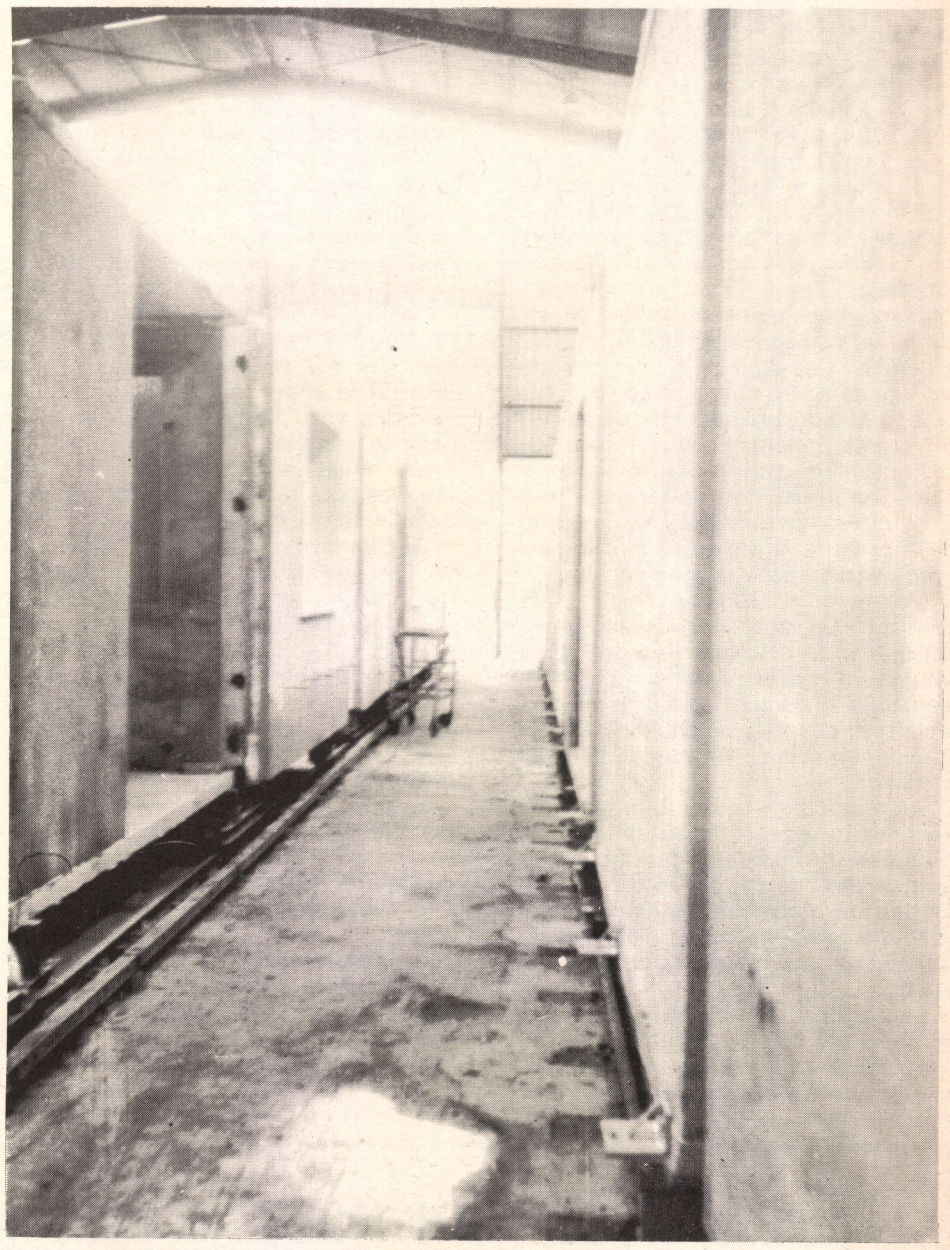
Mais en fait, si plus du tiers des manœuvres embauchés prennent très vite leur compte, c'est parce que la plupart des salaires horaires se situent entre 4,01 francs et 4,75 F. Et pour obtenir les 1.065 francs bruts annoncés dans le journal, il faudrait être payé à 4,75 F, faire au moins huit heures supplémentaires, avoir une prime de productivité substantielle, et ne pas en perdre le bénéfice, pour ne toucher réellement que 950 F, après déduction des retenues légales.

Mais la quasi totalité des salaires n'atteint même pas 4,75 F par heure, et celui qui a 4,01 F de l'heure n'arrive en fait pas toujours à gagner 800 F par mois !

Dans la région minière, le patron peut se permettre d'offrir de tels salaires de misère. Avec la fermeture graduelle des mines, la main-d'œuvre est bon marché ! Mais qu'il n'oublie pas que nous lui avons tenu tête pendant deux semaines, en avril-mai derniers.

Nous n'avons peut-être pas eu satisfaction sur nos revendications essentielles, mais nous ne sommes pas découragés, et nous pourrions bientôt le montrer, car il ne semble pas que le P.D.G., M. Verrier, veuille améliorer quoi que ce soit.

Correspondant L.O.



Deux voies d'assemblage des cellules dans l'usine... quel machinisme ! (Ph. L.O.)

A TACHON (Bordeaux)

Le ridicule ne tue pas

LA direction des usines de chaussures Tachon promet depuis longtemps des ventilateurs. Mais tout le monde sait ce que valent des promesses de patron. Il y a bien eu quelques ventilateurs d'installés, mais ils sont largement insuffisants et à la rentrée des congés, il faisait toujours aussi chaud dans les ateliers.

Constatant l'incapacité de la direction, un ouvrier qui en avait assez de travailler dans ces conditions et de supporter la chaleur a décidé de régler l'affaire lui-même. Il a tout simplement amené à l'usine un ventilateur qui lui appartenait.

On aurait pu croire que la direction mise au pied du mur, allait commander des appareils. Eh bien non, après une longue réflexion, elle a décidé de faire un investissement moins coûteux... et d'acheter le modeste appareil de ce camarade. Celui-ci acceptait et il était convenu que la direction règlerait cette dépense considérable par chèque.

Entre temps paraissait un bulletin Lutte Ouvrière *racontant l'affaire et invitant tous les ouvriers à amener leurs vieux balais, leurs aspirateurs, etc... puisque Tachon achetait.*

Piqué au vif et se sentant à juste titre ridicule et ridiculisé, le patron changea brusquement d'attitude et décida de ne plus acheter le splendide ventilateur. Le résultat ne fut pas du tout ce que le patron espérait, celui-ci ne fit que se ridiculiser un peu plus. Et comme à son habitude, il crut bon de s'en prendre au propriétaire du ventilateur qui du reste n'avait jamais rien demandé à personne. Il le traita en plein atelier de « gauchiste », etc... ce à quoi il lui fut répondu : « Je ne suis ni gauchiste, ni communiste, ni socialiste, je suis ouvrier et j'avais chaud. » Mais là un patron ne peut plus comprendre, cela dépasse son imagination.

Correspondant L.O.

AUX ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE (Paris 9e)

On y est... on y reste

DEPUIS avril 1969, soit depuis deux ans et demi, les élections de délégués du personnel n'ont pas eu lieu aux A.G.F.

Au moment où elles devaient se faire, en avril 70, la fusion entre le Phénix et les Assurances générales posait le problème de savoir comment, désormais, ces élections s'effectueraient : une seule liste commune à tous les établissements pour chaque syndicat, ou bien des listes différentes par établissement, le nombre de postes à pourvoir étant alors en discussion entre la direction et les organisations syndicales.

Mais la situation a traîné : on annonçait « pour bientôt » les élections, « pour dans un mois », on avançait des dates probables, et finalement de mois en mois, rien n'était décidé. Si les élections au Comité d'entreprise se sont, elles, déroulées régulièrement, personne n'entend plus parler des élections de délégués du personnel.

A croire même, que les syndicats s'installent définitivement dans cette situation ! Ils ont des postes, et selon le dicton qui affirme « qu'un tien vaut mieux que deux tu l'auras », préfèrent s'y accrocher que de risquer de perdre des forces ou leur « clientèle électorale ».

En particulier, en ce qui concerne la C.G.T., on peut se demander si cette crainte de se présenter aux suffrages des employés n'est pas liée au discrédit que lui a valu sa récente politique dans l'entreprise. Car, depuis avril 1969, elle eut maintes occasions de s'illustrer de triste façon : si la C.F.D.T. et F.O. ne font pas illusion, se rangeant le plus souvent à l'avis du patron, la C.G.T., par contre, affichait un certain visage qui fut mis bien mal en point durant l'année 1970 et l'année 1971. Tout le monde ici se souvient de son attitude au moment des grèves de juin 1970 où elle contribua à faire reprendre le travail en sabotant littéralement le mouvement, de sa passivité totale lors du licenciement de deux militants révolutionnaires ayant respectivement huit ans et vingt-cinq ans d'ancienneté dans l'entreprise, de la façon dont elle mit à l'écart, après avoir développé toute une campagne de calomnies aux A.G.F., des militants syndicaux, parce qu'ils étaient aussi des sympathisants politiques de notre tendance, etc.

Peut-être la C.G.T. espère-t-elle redorer son blason en laissant passer le temps...

Cependant, en manifestant une inertie telle qu'elle les conduit à délaisser un droit fondamental des travailleurs — celui d'élire leurs représentants auprès du patron — les syndicats des A.G.F. ne peuvent que se disqualifier un peu plus aux yeux de tous.

Correspondant L.O.

HEXAGONE : LA PARTICIPATION

DU PEU D'INTERET DE L'INTERESSEMENT

LE moins que l'on puisse dire, au sortir de cette émission, c'est qu'il ne s'en dégageait guère une impression de clarté. Mais cette bouillie confuse n'était-elle pas la meilleure illustration de ces mythes fumeux qui ont nom participation ou intéressement ?

Pourtant, des films, fort longs et d'un intérêt discutable, s'efforçaient de présenter le problème de façon concrète. Mais les exemples choisis qui, soulignons-le en passant, constituaient, de l'aveu même des patrons, des exceptions rares, n'étaient guère convaincants. Et l'impression qu'en retirait le téléspectateur, c'est que les ouvriers concernés que l'on interrogeait, manifestaient un bien piètre intérêt pour... l'intéressement. Impression remarquablement résumée par cette ouvrière de l'usine Leroy-Somer d'Angoulême à qui l'on demandait ce que signifiait pour elle la participation, et qui eut cette réponse : « Vous savez, quand on fait un moteur à la minute !... » **De même, un ouvrier d'une aciérie sarroise à qui l'on demandait ce qu'il pensait de cette fameuse co-gestion (qui fait, dit-on, les délices de la bureaucratie social-démocrate en Allemagne) remarquait fort judicieusement que l'on faisait appel au sens des responsabilités des travailleurs lorsque l'entreprise avait des problèmes. D'ailleurs, cette idée fut longuement développée par les patrons eux-mêmes qui, tous, sans exception, soulignèrent que la participation constituait le meilleur moyen d'accroître l'efficacité de l'entreprise, entendez l'exploitation des travailleurs.**

Le débat qui suivit ces laborieux plaidoyers constituait sans doute, le numéro comique de l'émission bien qu'on puisse supposer que ses réalisateurs ne l'aient pas voulu ainsi. A ce jeu, se distinguèrent particulièrement le représentant de la C.G.C. et, fonction oblige, Philippe Dechartre qui occupe, paraît-il, le poste de secrétaire d'Etat au Travail. Doctement, ce dernier expliqua que le gouvernement avait choisi entre le communisme (on s'en serait douté) et le... capitalisme « sauvage » (vous le saviez ?), une troisième voie : la participation. Et pour répondre aux sourires sceptiques qu'une telle affirmation ne manqua pas de provoquer chez ses interlocuteurs de la C.G.T. et de la C.F.D.T., il eut cet exemple magnifique : Vini-Prix qui pratique la participation depuis de longues années, n'a pas connu de grève depuis quarante ans. Des millions de grévistes en 1936, de nouveau des millions en 1968, bagatelle... puisque Vini-Prix continue de tourner. Tout va très bien, monsieur le Marquis !

De ce débat, qui tenait plutôt de la mêlée de collégiens indisciplinés, il sortit cependant, quelques vérités bonnes à entendre : entre autres, que la participation n'est au mieux qu'une prime, qu'elle ne coûte rien aux patrons puisqu'elle est compensée par des dégrèvements fiscaux, et qu'ainsi, elle est financée par les contribuables. Mais, à aucun moment, la discussion ne sortit du cadre défini par le gouvernement et le patronat. A aucun moment, ni Krasucki, pour la C.G.T., ni Declerq, pour la C.F.D.T., ne tentèrent d'en déborder. Ils se bornèrent à déclarer que la participation n'était qu'un leurre parce que le gouvernement et le patronat... ne la voulaient pas sincèrement. Mais de l'exploitation, du profit capitaliste, des crises engendrées par le système — n'était-il pas de la plus haute opportunité d'en parler en ce moment ? — il ne fut soufflé mot.

En cours de discussion, le représentant de la C.F.D.T. cita à brûle-pourpoint un slogan célèbre : « participation, piège à cons ». **L'émission de ce lundi soir, une nouvelle fois, nous en administra pesamment la preuve.**

Jean-Pierre VIAL.

SÉLECTION DE LA SEMAINE

Mardi 12 octobre

20 h 30 (2e chaîne) :

Un film de Don Siegel : « Les rôdeurs de la plaine ».

Mercredi 13 octobre

20 h 30 (2e chaîne) :

Les dossiers de l'écran : « Catherine de Russie ».

Dimanche 17 octobre

22 h 30 (2e chaîne) :

Un film de George Cukor ; « Philadelphia Story ».

Lundi 18 octobre

20 h 30 (1re chaîne) :

A armes égales.

L'hypocrisie de la direction Leroy-Somer

LE P.D.G. de chez Leroy-Somer a donc parlé en termes élogieux des usines d'Angoulême. Chez lui (pour lui) c'est le paradis ; le capitalisme à visage humain *règne et « ses » ouvriers participent, certains sont actionnaires. Cela marche si bien que la production, la productivité ne cessent de croître. Les petites usines concurrentes sont absorbées, CIDMA étant la dernière en date. Bref, Leroy-Somer se situe au premier rang européen dans le domaine du moteur électrique.*

Cette classification a une signification pour les travailleurs : certains de chez CIDMA sont licenciés ; et pour nous à Leroy-Somer : cadences infernales, accidents très nombreux et certains très graves, usure nerveuse, paternalisme et licenciements.

Usine fonderie : *cadences, chaleur épouvantable, bruit (il faut hurler dans l'oreille de son voisin pour qu'il entende), poussière : tout est recouvert d'une épaisse couche noire ; pollution : la peinture des voitures stationnées devant l'usine se détériore sous l'action des retombées des cheminées ; et surtout accidents : brûlure, coup d'arc, main brisée, etc. D'après le P.D.G. c'est la fonderie la plus moderne d'Europe.*

Usine Rabion : *les hommes sont robotisés. Si on regarde un perceur cela fiche la nausée. On lui apporte une benne pleine de pièces et il perce, perce, perce, la benne se vide et aussitôt est remplacée par une autre benne. Le travail s'accomplit à une cadence prodigieuse et cela durant 9 heures par jour.*

Un ouvrier vient d'avoir deux doigts coupés (voir L.O. n° 162), il travaillait sur une presse et n'avait pas mis les bracelets de sécurité. Mais pourquoi ? Simplement parce que, pour faire la pièce c'était impossible. Ainsi pas de sécurité, deux doigts coupés.

Usine Gond Pontouvre : *secteur bobinage : les ouvrières n'arrêtent pas. Après la grève d'avril, pour reprendre ses troupes en main la direction allait jusqu'à contrôler le temps passé aux W.C., il ne fallait pas y aller les mains dans les poches ni 15 minutes avant la débauche (note de la direction). Les cadences sont telles que peu d'ouvrières arrivent à faire les normes imposées, d'où un salaire souvent amputé. Si votre tête ne revient pas au chefaillon, il vous colle du « deux pôles », la perte de salaire sera plus importante. La conséquence immédiate des cadences est l'usure nerveuse qui entraîne les évanouissements (jusqu'à 14 personnes en même temps). La direction en est tellement consciente qu'elle a fait construire un petit local à côté des chaînes pour y apporter rapidement les victimes, les ranimer et les remettre à la production.*

Les ouvriers de Leroy-Somer en grève en avril dernier n'étaient pas dupes des discours de Chavannes sur la participation.

Usine de Sillac : *il y a un an environ, le père Gracieux arrivait à l'infirmerie, soutenu par un compagnon ; il avait les deux mains déchiquetées. Le lendemain matin les sécurités étaient posées sur la machine de l'accident.*

Par négligence et par économie, le nettoyage des toits n'était pas accompli selon les normes ; aussi un toit s'effondra et un ouvrier se retrouva à l'hôpital.

Chavannes, patron catholique au grand cœur, va rendre visite à ses victimes. Le comble du jésuitisme et du cynisme.

Ce tableau partiel de la belle usine Leroy-Somer permet de bien comprendre pourquoi les travailleurs dans leur ensemble n'ont aucune raison de tomber dans le panneau de la participation. Et pour obtenir une augmentation, cela s'obtient comme dans les autres usines, par la lutte de classes. En avril dernier, les travailleurs de l'entreprise ont fait grève huit jours pour une augmentation uniforme de 40 centimes. Le P.D.G. proposa aux grévistes 6 % en avril et 3 % en octobre au lieu de 5 % et 4 %. On voit la largesse et le social dont est capable cette direction.

Après la grève, il fallait mater cette contestation. Tout un arsenal fut déployé : brimades dans les ateliers, primes pour les quelques non-grévistes, tracts patronaux, réunions des ouvriers avec le P.D.G. par petits secteurs, flics tous les jeudis pour arrêter les diffuseurs de Lutte Ouvrière, *licenciement d'un délégué C.G.T., secrétaire de la section de Rabion, connu pour ses idées révolutionnaires et par sa participation dynamique à la grève ; licenciement d'un jeune ouvrier-stagiaire de la fonderie qui était soupçonné d'être influencé par ce délégué.*

Il est vrai que les licenciements ne datent pas de la grève. Le P.D.G. faisait preuve de son sens très social en liquidant Mme Meunier et un dessinateur parce que leur état nerveux, dégradé par les cadences, ne leur permettait plus de suivre le rythme frénétique de la production.

Voilà les images quotidiennes et bien réelles des usines Leroy-Somer où l'on « participe ». Ici, comme dans les autres usines où l'on ne « participe » pas, c'est aussi le capital qui gouverne avec ses horreurs, son lot de misères et de saloperies. Evidemment, ce n'est pas ce qu'a dit le P.D.G. hypocrite à la télévision. Un tel individu (on ne le croit que lorsqu'il se dit lui-même contre une société socialiste) n'a pu tromper personne dans l'usine. La réalité est trop violente pour que ses discours et boniments nous laissent croire que nous sommes dans un paradis.

Correspondant L.O.

FEUILLETON

VICKI BAUM "Le bois qui pleure"

(ÉDITIONS INTERPRESSE - COPYRIGHT HÉRITIERS VICKI BAUM)

Nuit de Sumatra

Le livre de Vicki Baum que nous publions en feuilleton n'est pas à proprement parler un roman, mais une suite de nouvelles, centrée chacune autour d'un épisode de la culture, de l'exploitation et de l'industrialisation du caoutchouc. En effet, "Le bois qui pleure" est le nom que les Indiens d'Amérique, bien avant que l'Amérique ait été découverte, avaient donné à l'arbre à caoutchouc.

Après "Mission à Para" et "La Piste sans fin", dont l'action se déroulait au Brésil, pays d'origine du caoutchouc, nous publions maintenant une troisième nouvelle, "Nuit de Sumatra".

Le narrateur est le docteur d'une plantation située au cœur de Sumatra. (Rappelons que l'Indonésie dont fait partie l'île de Sumatra, était à l'époque, en 1914, une colonie hollandaise.) Le propriétaire de la plantation, Piet Gruytgens, donne une réception en l'honneur des parents de sa femme, Jane, qui sont Anglais et sont venus leur rendre visite.

— Ressaisissez-vous, Tomlinson, dit-il d'un ton acerbe. Si vous ne vous sentez pas bien, allez vous coucher. Vandenbolt, pendant les dernières minutes, avait porté sur le jeune Anglais un regard de froide estimation qui ne signifiait rien de bon. Je crois que le vieux Duncan se sentait ennuyé pour le pauvre garçon, car il enchaîna aussitôt pour détourner l'attention de Vandenbolt :

— Ne vous ai-je jamais dit, monsieur, que je suis le premier homme de tout l'Orient à avoir vu les plants arriver d'Angleterre. Je m'en souviens parfaitement. J'étais venu sur le bateau qui les transportait, le vieux **Penang**, si je ne m'abuse, et il y avait à bord un jeune homme chargé de les conduire à destination. Je l'accompagnais tous les jours à la serre chaude, et je me demandais pourquoi il faisait tant d'histoires à propos de ces plants. C'est là que j'ai commencé à m'intéresser au caoutchouc. Cela se passait il y a bien longtemps. L'année avant la naissance de Jane. Quel âge as-tu, Jane chérie ? à moins qu'un père n'ait pas le droit de poser une telle question à sa fille, demanda-t-il à Jane qui rentrait, avec la Reine dans son sillage.

— Je vais avoir trente-huit ans, Papa. Pourquoi ?

— C'est cela. Trente-sept, trente-huit ans. C'est le temps qu'a mis le caoutchouc pour s'implanter en Orient. Messieurs, je vous donne ma fille et les vieux arbres de Heneratgoda !

— Ne venez-vous pas faire un bridge sur la galerie ? dit Jane. Il y fait bon et frais. Duncan se leva, boutonnant rapidement sa veste blanche étriquée, avant que la Reine eût le temps de le réprimander.

— A propos, Gladys, dit-il, je viens de leur parler de ce jeune garçon qui avait apporté à Ceylan les premiers plants de caoutchouc. Comment donc s'appelait-il ?

— Comment le saurais-je ? dit Mme Duncan, et elle entraîna les hommes sur la galerie où Madeh achevait d'installer deux tables de jeu, pendant que Lambon disposait sur un plateau les verres et les bouteilles.

— Tu dois te souvenir de celui dont je parle, insistait Duncan. Il avait voyagé sur le même bateau que nous, et plus tard, il est venu passer quelques week-end à Hattoneliva. Comment s'appelait-il donc ? Chambers ? Chalmers ? Un beau jeune homme, avec des yeux gris et des cheveux cendrés, tu ne te souviens pas de lui ?

— Non, je ne crois pas. Allons, tirons les cartes pour partager les joueurs.

— Séparons les couples, c'est plus sûr, dit Duncan en s'asseyant à l'autre table. Un beau gaillard, bien trempé, mais qui ne supportait pas le climat. Je crois qu'il est mort des fièvres. Oui, Jane, je le prends avec de l'eau, merci.

Il y eut un instant de silence. La Reine regardait sa fille remplir le verre de son père. C'est la seule fois que j'ai vu ces yeux noirs chargés d'éclairs, autoritaires et cruels, se remplir de... oui, de tendresse. Les yeux de Jane étaient calmes et gris, et ses cheveux couleur du sable brillaient sous la lampe de kérosène. Ce fut un étrange instant. Dieu me pardonne, je me suis demandé soudain si Jane était bien la fille de son père, et si le jeune homme aux cheveux de sable n'avait joué aucun rôle... Dans son refus de se souvenir de lui, la Reine avait mis un peu trop d'insistance... Mais ce ne fut qu'un instant, et Mme Duncan dit d'un ton égal :

— Non, je ne me souviens plus de lui. Eh bien ! dois-je distribuer les cartes ?

Du pondok, le tintement du gamelan parvenait, à travers les ombres, jusqu'à la galerie où nous jouions au bridge. Sa monotonie faisait partie de la nuit, et nous y étions tellement habitués que c'est à peine si nous l'entendions. Deng-Dong — Deng-Deng — Dong-Deng — Dong-Deng — Deng-Dong. Cela agit comme un narcotique. Le bruit de fond de la jungle accompagnait notre jeu : le cri-cri des grillons, les castagnettes des cigales, les grenouilles géantes, le gamelan, et, de temps à autre, l'appel strident de quelque oiseau de la forêt et la coqueluche des geckos. Et, dominant tout ce bruit, la voix impérieuse de Mme Duncan :

— Un pique... Nous avons le jeu... Le gamelan avait cessé et personne ne s'en était aperçu. Tout à coup, il y eut un éclatement de pétards, et le sinkeh ne put se retenir de faire une grimace.

— Damnés nègres, s'écria-t-il. Ce tintamarre a déjà duré trois nuits.

— Ils tentent seulement de chasser les mauvais esprits, dit Jane. Trois coolies sont morts la semaine dernière et ils tremblent de peur, les pauvres.

— Vous n'auriez pas dû faire monter mon annonce, dit Mme Duncan, à la seconde table.

— J'ai annoncé la première, vous le saviez mieux que moi, répondit nerveusement Mme Vandenbolt.

Madeh entra à ce moment, faisant comprendre avec ses mains qu'il voulait parler à Piet.

— Oui, Madeh, qu'y a-t-il ?

— Coolie dehors demande permission parler Tuan besar.

— Voyons, mais il est fou, que veut-il ?

— Me l'a pas dit. Dit qu'il doit parler Tuan besar.

Vandenbolt posa ses cartes et écouta, et je vis que Piet s'énervait. De toute évidence, ce petit incident donnait une mauvaise idée de la discipline dans le secteur Quatre. Un coolie n'avait pas à demander à être reçu par le Tuan besar après le tong-tong du soir.

— Qui est-ce ? demanda Piet. Est-ce que je le connais ?

— Coolie Hassan, du pondok Un, répondit Madeh.

— Que veut-il ? Y a-t-il des ennuis au pondok ?

— Non, Tuan ; ils ont un rami-rami, dit Madeh en souriant. Ils sont senang. Comme pour souligner ces paroles, le gamelan reprit de plus belle. Deng-Dong — Dengdeng — Dong. Un rami-rami désigne aussi bien la joyeuse célébration d'une naissance qu'une cérémonie pour les morts, et dans tous les cas, on danse et on fait de la musique.

— Eh bien ! dis-lui de parler au mandoer demain matin. Dis-lui d'aller dormir en paix. Madeh descendit les marches et disparut dans l'obscurité. Piet se tourna vers Vandenbolt et lui fit un sourire d'excuse.

— Hassan est un très bon coolie, dit-il, un de ceux qui travaillent avec moi sur mon petit terrain d'expériences.

Mme Duncan avait observé la scène, les sourcils levés.

— Quel toupet ont ces gens, dit-elle d'un air pincé... Trois carreaux. Il y eut une autre pétarade et, la seconde d'après, Madeh était de retour. On ne voit jamais entrer les Javanais s'ils ne veulent pas qu'on les voie. Ils surgissent soudain devant vous.

— Coolie Hassan supplie humblement avoir la permission vous parler, dit Madeh avec un sourire à peine perceptible. Veut pas rentrer maison. Attendre dans jardin jusqu'à ce qu'il plaise à Tuan besar de lui parler.

— Godverdomme ! dit Piet. Il n'avait pas l'habitude de jurer, mais il était en colère. Je ne veux pas le voir traîner autour de la maison quand j'ai des invités. Dis-lui de se bien conduire et d'aller au diable.

— Je dirai. Madeh disparut de nouveau.

—Attends..., dit Jane. Je vais lui parler moi-même. Peut-être est-il malade et veut-il de la quinine ? Elle savait qu'il n'en était rien, que les mandoers ont toujours une provision de quinine pour les cas d'urgence. Le sinkeh bondit sur ses jambes et lui barra le passage :

— Non, laissez-moi y aller, dit-il, je lui apprendrai à se conduire comme il faut.

L'intention de Jane ne m'avait pas paru bonne, et moins encore celle du sinkeh trop bouillant, aussi avais-je pris les devants. Le coolie était affaissé sur l'herbe du jardin, dans l'ombre noire d'un arbre. Il était nu jusqu'à la ceinture et portait un sarong, mais pas de turban. J'imaginais qu'il venait se plaindre au sujet de sa bicyclette cassée.

— La paix soit avec toi, mon ami Hassan, lui dis-je. Quelles nouvelles ? La réponse correcte et polie aurait dû être : Bonnes nouvelles. Mais Hassan dit : Mauvaises nouvelles.

Je pensai que pour avoir à ce point perdu ses bonnes manières, Hassan devait être dans le plus profond désespoir.

— Qu'y a-t-il, Hassan ? lui demandai-je.

— Veux retourner chez moi.

— Bien, Hassan. Retourne en paix et ne mets pas en colère le Tuan besar.

— Ne veux pas retourner pondok. Veux rentrer à la maison, dit-il. Dans la faible clarté qui venait de la galerie, ses yeux avaient une lueur terne, comme les yeux d'un chien malade.

— A la maison, dit-il. A ma dessa.

Il existe un lien très fort entre le Javanais et sa dessa, la communauté à laquelle il appartient. Le châtiment le plus grave pour des voleurs et des criminels est leur bannissement de la dessa. L'exil, fût-ce à quelques kilomètres de chez eux, les réduit à n'être plus que les ombres misérables et inconsolables des hommes libres qu'ils étaient auparavant au sein de leur village.

— Tu ne peux pas aller à ta dessa cette nuit, ni demain, ni cette semaine, tu le sais bien. Alors pourquoi venir déranger le Tuan besar et ses invités ?

— Que la paix soit avec les invités, fit-il cérémonieux. Mais mon foie est devenu noir. Si je ne retourne pas à ma dessa, je vais mourir.

Un foie qui devient noir signifie un état très avancé de mélancolie provoquée par la mort d'un fils bien-aimé, un amour malheureux ou encore une

FEUILLETON

nostalgie profonde et intolérable. J'avais pitié de Hassan, mais je ne pouvais rien pour lui.

— Combien de temps as-tu travaillé à Sumatra ?

— Deux moussons, Tuan.

Les coolies engagés par contrat étaient amenés à Java pour une durée de trois ans. Ils signaient ce contrat de leur nom ou, s'ils ne savaient pas écrire, de l'empreinte de leur pouce noirci d'encre. Les lois sont maintenant moins rigoureuses, mais à cette époque, les coolies étaient plus ou moins prisonniers de la plantation. S'ils tentaient de s'évader, ce à quoi ils se risquaient rarement, on les rattrapait et les jetait en prison. De l'avis des compagnies de caoutchouc, c'était un marché honnête. Former un coolie coûtait cher : il fallait l'habituer au travail, le dresser, améliorer sa santé, sa force et sa résistance. Cette domestication qui exigeait beaucoup de temps, était nécessaire, si l'on voulait obtenir un travail stable. Le principal était d'acquérir une main-d'œuvre régulière et il était insensé de vouloir louer des coolies pour une période de moins de trois ans, c'était là le point de vue de la compagnie, mais le coolie le considérait souvent comme une injustice incompréhensible et outrageante.

J'ai souvent réfléchi au problème de l'exploitation des indigènes et ne suis jamais parvenu à lui apporter une solution. L'histoire du caoutchouc est à cet égard une des plus sombres qui soient, car sa récolte est extrêmement pénible. En période de boom, il fallait employer la ruse ou même la force pour pousser les gens à venir travailler. En période de crise, les coolies étaient renvoyés, et ils se révoltaient parce qu'ils **réclamaient** du travail. Les coolies des plantations étaient des rois, comparés aux ramasseurs de caoutchouc sauvage, mais si l'on compare les conditions de travail dans les plantations modernes à celles qui existaient alors, leur métier apparaît aujourd'hui pénible et dangereux. Les dangers, d'ailleurs, étaient partagés équitablement entre les planteurs, les inspecteurs, les administrateurs et les tuan besars. Tant que le monde aura besoin de caoutchouc, il se le procurera, par tous les moyens, mais celui qui achète un jeu de pneus neufs ne songe pas à ceux qui peinent, transpirent et saignent dans la jungle ou dans les plantations. Le caoutchouc est une substance curieuse, qui excite les pires instincts de l'homme, qui le rend avide, impitoyable et démoniaque. On disait volontiers à cette époque que chaque livre de caoutchouc coûtait la vie d'un individu, et il est vrai que le caoutchouc a fait autant de victimes que les idéaux de religion ou de liberté, et les guerres pour la possession des terrains qui le produisent ne sont pas près de finir.

J'avais pitié de Hassan, je lui dis :

— A la prochaine mousson, tu pourras rentrer chez toi. Le temps passe vite. Pourquoi n'irais-tu pas dormir maintenant et oublier un peu ?

— Peux pas dormir, Tuan docteur, dit-il d'une voix curieusement chantante. Gros bateau part pour Java dans trois jours. Un ami m'a dit. Beaucoup de coolies retournent à Java sur gros bateau. Veux retourner aussi.

— Qu'y a-t-il ? demanda Jane qui descendait dans le jardin. Qu'avez-vous à parler si longuement ? Quelles nouvelles, Hassan ?

— Bonnes nouvelles Mam, répondit-il poliment.

— Ça n'est rien, lui répondis-je en anglais. Une petite crise de nostalgie. Vous savez comme ça les prend de temps en temps. Demain, il aura tout oublié.

Jane se pencha et posa amicalement sa main sur l'épaule de Hassan.

— Il tremble de tout son corps, fit-elle. Tu ne veux pas mettre le Tuan besar en colère, lui dit-elle en malais.

— Non, fit-il, toujours affalé sur le sol.

— Alors, va dormir maintenant. Tu ne veux pas être chassé par les domestiques.

— Peux pas dormir, Mam Tuan Docteur, répondit Hassan de sa drôle de voix chantante.

— Pourquoi ne lui donnez-vous pas une poudre somnifère, Dr. de Haan ? C'est ce dont il a le plus besoin. Il a eu beaucoup de malchance ces temps derniers, le pauvre diable.

— As-tu joué ? lui demandai-je.

— Oui, Tuan.

— Perdu ?

— Oui, Tuan. Il sourit et ajouta : Cette nuit, mon dernier coq a été tué dans le combat.

— Tu gagneras encore de l'argent et tu achèteras d'autres coqs, lui dit Jane.

— Ma bicyclette est cassée, Mam.

— Tu t'achèteras aussi une nouvelle bicyclette.

— Mes femmes sont mortes, toutes deux, et aussi mon petit garçon, dit-il, et, à cela, il n'y avait rien à répondre. Je veux retourner à ma dessa, dit Hassan.

— Ecoute, mon ami, lui dis-je, veux-tu que je te donne une médecine qui te fera dormir, te donnera de beaux rêves et t'aidera à supporter ton chagrin ?

Il réfléchit.

— Oui, Tuan Docteur, dit-il comme un enfant obéissant. Jane me fit un petit signe et retira sa main de l'épaule tremblante du coolie.

— Il va dormir huit heures et demain matin, n'entendra pas l'appel du travail, dis-je à Jane. Cela aggravera son cas.

— J'en parlerai à Piet, me répondit-elle. Donnez-lui la poudre à présent. Le reste me regarde.

Elle retourna à sa partie de bridge interrompue, tandis que je conduisais Hassan au dispensaire où je lui donnai du véronal. Il me remercia et disparut. Je me sentais un peu ridicule d'avoir fait tant d'histoires pour un coolie qui n'avait rien de plus qu'un accès de mélancolie au milieu de la nuit. Si j'avais su alors ce que je sais à présent, je n'aurais pas quitté Hassan d'une semelle. Enfin, je retournai sur la galerie et présentai mes excuses à Mme Duncan pour cette absence qui avait duré cinq minutes.

Au cours des années qui ont suivi, je me suis souvent demandé s'il eût été en mon pouvoir d'empêcher la catastrophe. Je n'aurais pas dû renvoyer Hassan avec un comprimé de véronal dans la bouche, qu'il s'est certainement empressé de cracher dès que j'ai eu le dos tourné. J'aurais dû demeurer avec lui et m'efforcer d'ouvrir son « dalam » fermé et muet. C'est ainsi que les Malais appellent ce que nous avons à l'intérieur de nous-mêmes : nos pensées, nos sentiments, nos rêves, nos espoirs ; la chose qui nous fait haïr, aimer et vivre : dalam. Le dalam de Hassan s'était détraqué cette nuit-là, et si j'avais été un bon médecin, je l'aurais remis d'aplomb.

J'ai essayé des milliers de fois de m'identifier au coolie, de suivre le cheminement de ses pensées et de comprendre l'incompréhensible. Je crois qu'il retourna à sa place dans le gamelan, qu'il s'y accroupit et se remit à jouer de son gambang. Son père lui avait appris très tôt à s'en servir. Il l'avait pris sur ses genoux, dès qu'il avait su marcher, et avait dirigé ses mains munies des petits marteaux, sur les clés de l'instrument. Et son père lui-même l'avait appris de son père autrefois. Deng-Dong-Dengdeng-Dong.

Quand Hassan jouait de son gambang, il se transportait en rêve à sa dessa, et à son enfance dans l'air des montagnes de Java. La fraîche odeur du jeune riz dans l'eau des sawahs, la joie et l'abondance pendant les moissons. Le bruit des femmes battant et vannant le riz dans les rues de la dessa. Deng-Dong-Dengdeng-Dong.

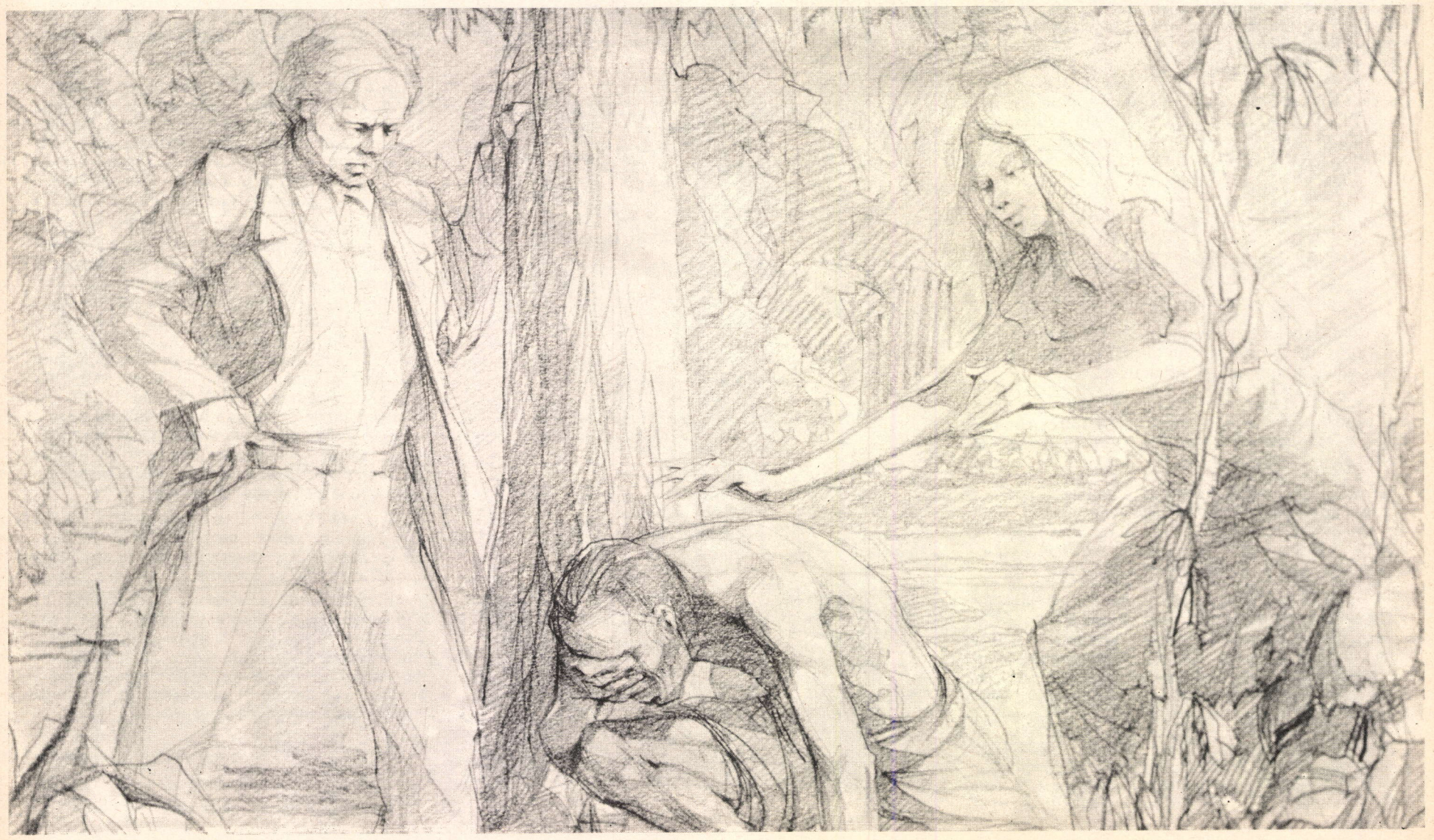
Son père était mort et Hassan était devenu un homme important dans la communauté. Il avait pris femme, et plus tard, une seconde femme. Toutes deux lui avaient donné des enfants, deux fils et une petite fille. La vie avait coulé douce. Deng-Dong-Dendeng-Dong.

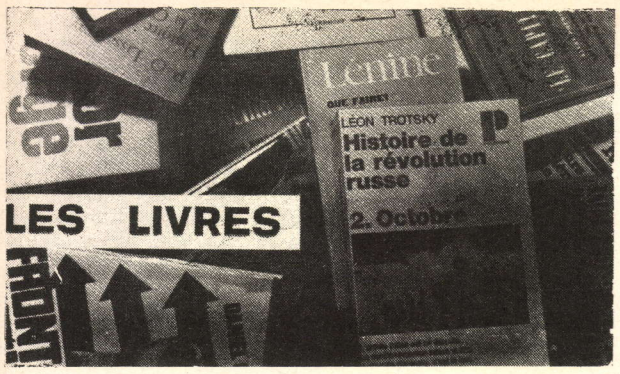
Alors, il y avait eu de mauvaises récoltes. Et les souris avaient envahi les sawahs, des millions de souris. Elles n'avaient pas épargné un épi, dans ses champs et sur toutes les terres de Tamanketjil. Alors était venu un homme riche à Tamanketjil, et il avait dit aux hommes que dans l'île de Batak, il y avait de la nourriture, beaucoup de nourriture. Le travail était facile et les Hommes Blancs le payaient de bon argent sonnant. Il y avait des fêtes et des batailles de coqs tous les jours, et dans les villes, on trouvait des femmes qui dormaient avec vous sur des coussins de soie, parfumée d'odeurs paradisiaques. Ils vivraient tous comme des sultans, et il n'y aurait plus de souris dans les sawahs et plus de famine.

— Que devrons-nous faire en échange de toutes ces choses, demandèrent les anciens du village ? Et le riche étranger répondit :

— Vous partez le matin tailler avec un couteau l'écorce de quelques arbres. Un enfant de cinq ans pourrait le faire. C'est ainsi que Hassan quitta sa dessa. Deng-Dong-Dengdeng-Dong.

(à suivre.)





Littérature et révolution

de Léon Trotsky

ON ne peut que se réjouir de la large diffusion que pourra permettre la parution dans une collection de poche d'un ouvrage qui fut publié pour la première fois en français en 1964 et qui fut rapidement épuisé. Signalons toutefois que la nouvelle édition comporte en moins une lettre de Trotsky adressée à la Quatrième Internationale en 1938 et en plus son intervention dans une discussion de 1924 à Moscou sur **« Le parti et les artistes ».**

« Littérature et révolution » * qui constitue le texte essentiel de cette réédition fut rédigé dans les années 1923-1924, c'est-à-dire pendant la période de la N.E.P. en U.R.S.S. et du recul de la révolution mondiale, de la maladie et de la mort de Lénine, de la montée de Staline et de la bureaucratie.

Développer la culture

Les bolchéviks avaient pris la tête d'une révolution prolétarienne dans un pays arriéré. En attendant une nouvelle poussée de la révolution mondiale, il fallait que le prolétariat soviétique retrouve cohésion et confiance en soi pour défendre un pouvoir conquis de haute lutte mais combien menacé. Pour cela, la première tâche était de relever l'économie — non pas pour réaliser l'utopie bornée de la construction d'un socialisme dans le cadre des frontières de la Russie — mais pour satisfaire les besoins les plus élémentaires. Et d'une manière indissociable, il fallait relever le niveau culturel des masses ouvrières et paysannes, permettre à la culture le développement le plus créateur, développer dans la classe ouvrière des idées plus riches et plus larges.

« Développer la culture », Lénine le répétait sans cesse dans les dernières années de sa vie. C'est dans cette perspective, tant sur le plan immédiat que sur celui plus large de la lutte pour que la nouvelle humanité voie le jour, que Trotsky se place résolument.

Dans le combat qui oppose le prolétariat révolutionnaire au vieux monde, que pensent, que disent les artistes, les poètes, les écrivains et les savants ? Un révolutionnaire ne peut laisser cette question de côté.

« Le développement de l'art est le test le plus élevé de la vitalité et de la signification de toute époque » dit Trotsky. Aussi entreprend-il d'étudier dans son livre la nouvelle génération des poètes soviétiques qui retrouve la possibilité de s'exprimer avec le répit de la N.E.P. La génération des Pilniak, Blok, Essenine, Maïakovsky... qui exprimait à des degrés très divers sa sympathie pour la révolution d'Octobre et qui, plus tard, fut étouffée par le stalinisme.

Pour ou contre la révolution

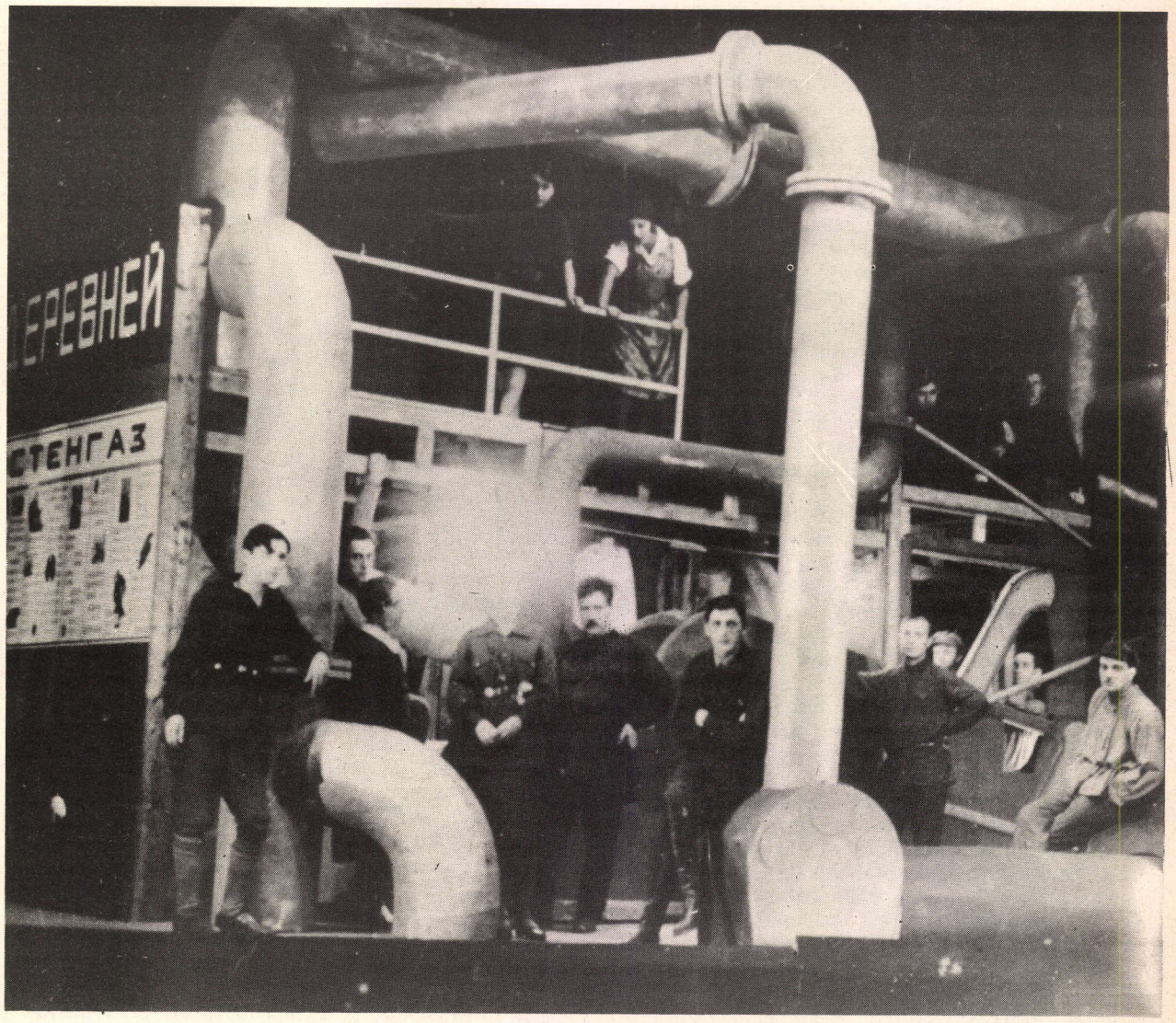
Au pouvoir, les bolchéviks eurent à prendre une position par rapport aux différents groupes et individualités littéraires et artistiques.

Le clivage devait être forcément politique : pour ou contre la révolution, mais par contre **« liberté totale d'autodétermination dans le domaine de l'art »** était laissée à chacun.

Trotsky, s'il rejette la censure et les directives d'Etat dans le domaine de la littérature, n'en donne pas moins son avis de révolutionnaire marxiste sur les idées et les sentiments exprimés, consciemment et inconsciemment, par les artistes.

Il attaque la tendance traditionnelle de la littérature russe à idéaliser le moujik car il s'agit, dit-il, non de se prosterner devant le postérieur des masses mais de pousser **« vers un déracinement du crétinisme villageois, vers un façonnement de la personnalité qui la rende plus complexe et plus riche ».**

Les ouvriers doivent lire, déclare-t-il, Shakespeare et Gœthe, Pouchkine et Dostoïevsky. Car il leur faut d'abord assimiler le meilleur de la culture antérieure avant de penser à en élaborer une nouvelle.



Une représentation théâtrale à Moscou au temps de la polémique sur la « culture prolétarienne ». (Ph. R. Viollet)

Lénine autant que Trotsky rejettent les prétentions des partisans d'une **« culture prolétarienne »** qui réclamaient le label officiel et le monopole. Le prolétariat ne vient pas au pouvoir comme la bourgeoisie, en tant que nouvelle classe exploiteuse ayant déjà eu le temps d'élaborer sa propre culture, il y vient en tant que classe exploitée, privée de culture. C'est en puisant dans la science bourgeoise qu'il apprend à s'exprimer et élève son niveau culturel. Mais le prolétariat ne prend pas le pouvoir afin de se perpétuer mais pour se fondre dans la nouvelle société socialiste dont, seul, il peut poser les bases.

Le poète Maïakovsky (Ph. R. Viollet)

Une nouvelle culture

Avec la victoire de la révolution mondiale et la période de transition au communisme, une nouvelle culture doit germer, celle de l'humanité devenant chaque jour plus libre et plus consciente jusqu'à ce que **« l'art se fonde peu à peu avec la vie, c'est-à-dire avec la production, les festivités populaires et la vie de groupe ».**

C'est dans une telle perspective que Trotsky dénonce les partisans de l'art pour l'art, position qui n'est que **« le revers de l'art propriété des classes privilégiées ».** Si un écrivain pouvait écrire en fonction de lui seul et non de la société il ne pourrait même pas être lu car **« c'est seulement par l'intermédiaire du commun que l'unique est connu ».** Cela ne veut pas dire pour autant que l'œuvre d'art se résume à un **« document historique »** car si les œuvres de Dante ou Platon peuvent encore établir **« non pas seulement un rapport historique mais un rapport esthétique direct »** entre elles et nous, **« cela s'explique par le fait que toutes les sociétés de classes, si diverses qu'elles soient, ont des traits communs ».**

Dans les textes qui accompagnent **« Littérature et révolution »,** écrits de 1908 à 1938, Trotsky aborde les problèmes divers de la culture, de la vie quotidienne, de la science.

« Littérature et révolution » n'est pas l'œuvre d'un dilettante ou d'un esthète mais celle, toujours vivante, d'un militant combattant pour le socialisme, c'est-à-dire une société dans laquelle **« l'homme moyen atteindra la taille d'un Aristote, d'un Gœthe, d'un Marx. Et au-dessus de ces hauteurs, s'élèveront de nouveaux sommets ».**

Pierre BUISSON.

(*) **« Littérature et Révolution »** - Léon Trotsky - Collection 10/18.

Cinéma

SMIC, SMAC, SMOC
de Claude Lelouch

DECIDEMENT, Claude Lelouch est un commerçant... de talent. Il possède ce don très particulier aux cinéastes « de gauche » qui savent toujours rester à la mode. Il effleure, attrape au vol quelques thèmes chéris par l'intelligentsia émancipée qui fréquente les salles obscures. Déjà dans *Le Voyou*, on assistait à un pseudo-enlèvement quasiment contestataire d'enfant. Dans *SMIC, SMAC, SMOC*, Lelouch précise ses sympathies. On est populiste ? On aime voir des ouvriers ? On aime en parler ? On parle d' « été chaud » ? Très bien, on vous fera du cinéma populiste. On parlera d'été... tiède. Et comme on a du métier, on ne va pas vous ennuyer pour autant :

Trois « smicards » loufoques et sympathiques des Chantiers de la Ciotat vont mener pour quelques jours la belle vie à St-Tropez pour fêter le mariage de l'un d'entre eux. Pour ce faire ils ne dédaigneront pas de faire la manche... mais d'une manière très organisée. L'équipée se termine dans le désenchantement au commissariat de police sans que les héros en perdent leur bonne humeur pour autant, *SMIC, SMAC, SMOC*, ça se voudrait un peu les Marx Brothers à l'usine (ou plutôt en week-end), sans en atteindre toutefois la virtuosité comique. Et si les gags sont plaisants et appellent un rire complice, il faut bien avouer qu'ils relèvent surtout du bagoût et du canular d'étudiants. Les trois héros sont des ouvriers en cavale, qui rêvent de la « vraie vie ». Ce qui, d'ailleurs, les rend tout particulièrement sympathiques et fins prêts à fréquenter des intellectuels de gauche...

Dans *SMIC, SMAC, SMOC*, Claude Lelouch s'est mis aux couleurs gauchisantes, tout en restant aimable, spirituel et totalement inoffensif. Car Lelouch est un dandy. Il porte bien l'habit, avec élégance et légèreté, sans faire de peine à personne. Autant de solides qualités pour que ce film fasse une bonne carrière commerciale.

Huguette CHEVIREAU.

La poudre d'escampette
de Philippe de Broca

POUR confectionner cette poudre-là, Philippe de Broca n'a guère recherché les ingrédients rares.

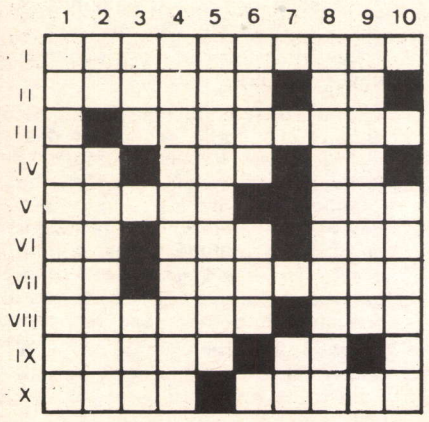
Deux hommes, un trafiquant français sur le retour, un aviateur anglais à peine sorti d'une high school, gaffeur et distingué, en un mot anglais, une femme que les circonstances placent sur leur route, fuient à travers le désert de Libye. Quand vous saurez que le film se déroule en 1942, vous ne serez pas surpris d'y rencontrer des soldats italiens, plus italiens que nature, débraillés, totalement dénués de tout esprit belliqueux, des officiers allemands cruels, efficaces et froids, comme il se doit. Et bien entendu des dunes, des couchers et des levers de soleil à satiété.

Pour ne pas faillir à la tradition qui prévaut en pareille circonstance, les deux hommes de notre trio se supportent mal, mais sont inséparables, tandis que la présence de la jeune femme vient pimenter leurs démêlés. De Broca qui ne cherche pas, semble-t-il, midi à quatorze heures, n'a rien laissé au magasin des accessoires. Et pourtant ce film cent fois vu n'ennuie pas.

Tout repose sur le jeu des acteurs et sur les dialogues. Nos trois compères au fil des minutes prennent goût à leur jeu de piste improvisé et dangereux et nous entraînent sans trop de réticence à leur suite. On se laisse finalement prendre à cette amitié qui se noue et que la guerre qui, même quand on en rit, n'est pas une plaisanterie, vient rompre aux dernières images.

Un film gentiment drôle qui, malgré son titre, ne vous fera pas fuir.

J.P.V.



HORIZONTALEMENT. — I. Copies conformes. — II. Peut être prenant - Participe. — III. Durcit le col. — IV. Note - Scabreux - Laisse le choix. — V. Lié fatalement à un revers - Des lettres qui se suivent. — VI. Divinité - Eclate, mais ce n'est pas grave - Encourage le cheval. — VII. Début de l'itinéraire - Envahit périodiquement nos campagnes. — VIII. Après une grosse coupure - Fait voyager. — IX. Cardinal - Son coup reste hasardeux. — X. Villa célèbre - Enflure.

VERTICALEMENT. — 1. Faussaire qui travaille à l'œil. — 2. Commence le ragoût - Mésaventures. — 3. De bas en haut : certaines de ses manifestations sont colorées, d'autres font du bruit - l'autre, la tête en bas. — 4. N'épargne pas ceux qui ont une solide veine. — 5. Oublis. — 6. Diminutif - Descend. — 7. Note. — 8. Apprécie les étrangers. — 9. Gardes privés. — 10. Arrivée.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	O	U	V	R	I	E	R	S	■	■
II	P	N	E	U	■	■	G	A	E	L
III	T	I	R	E	R	A	■	I	N	■
IV	E	V	E	N	E	M	E	N	T	S
V	R	E	U	T	E	R	■	T	O	I
VI	■	R	S	■	D	E	C	H	U	S
VII	O	S	E	■	I	G	N	O	R	E
VIII	T	I	■	U	T	■	■	N	E	■
IX	I	T	■	R	A	■	N	O	E	L
X	T	E	R	G	I	V	E	R	S	E
XI	E	S	T	E	S	■	T	E	■	S

BABCOCK (La Courneuve) :

Une semaine de boycott de la cantine

DEPUIS le lundi 3 octobre, un mouvement de boycott de la cantine s'est développé dans l'usine Babcock - Atlantique (La Courneuve). Depuis longtemps, les travailleurs se plaignaient de la mauvaise qualité des repas fournis par le marchand de soupe Floria et notamment de l'étonnante régularité avec laquelle, depuis des années, les patates reviennent, comme unique légume, du lundi au vendredi. Ce mécontentement s'était exprimé, dans le courant de l'année dernière, par une pétition massivement signée par les « rationnaires », et dans laquelle ils réclamaient une augmentation de la portion de viande et davantage de légumes verts. A la suite de cette pétition et de l'agitation qui avait régné dans les ateliers, la direction avait un peu augmenté la part qu'elle payait au marchand de soupe. Cela avait cependant été insuffisant pour changer de façon notable la qualité des repas.

La cantine augmente

Le mécontentement sur la cantine était donc réel et profond. L'augmentation de 25 centimes des prix des repas, entrée en vigueur le 3 octobre, allait encore faire monter d'un ton ce mécontentement.

Dans ce contexte, et convaincus d'exprimer la volonté de la grande majorité des usagers de la cantine, des travailleurs de l'entreprise proposaient un boycott de la cantine à partir du jour de l'augmentation et prenaient l'initiative de l'organiser matériellement.

Le boycott se développe

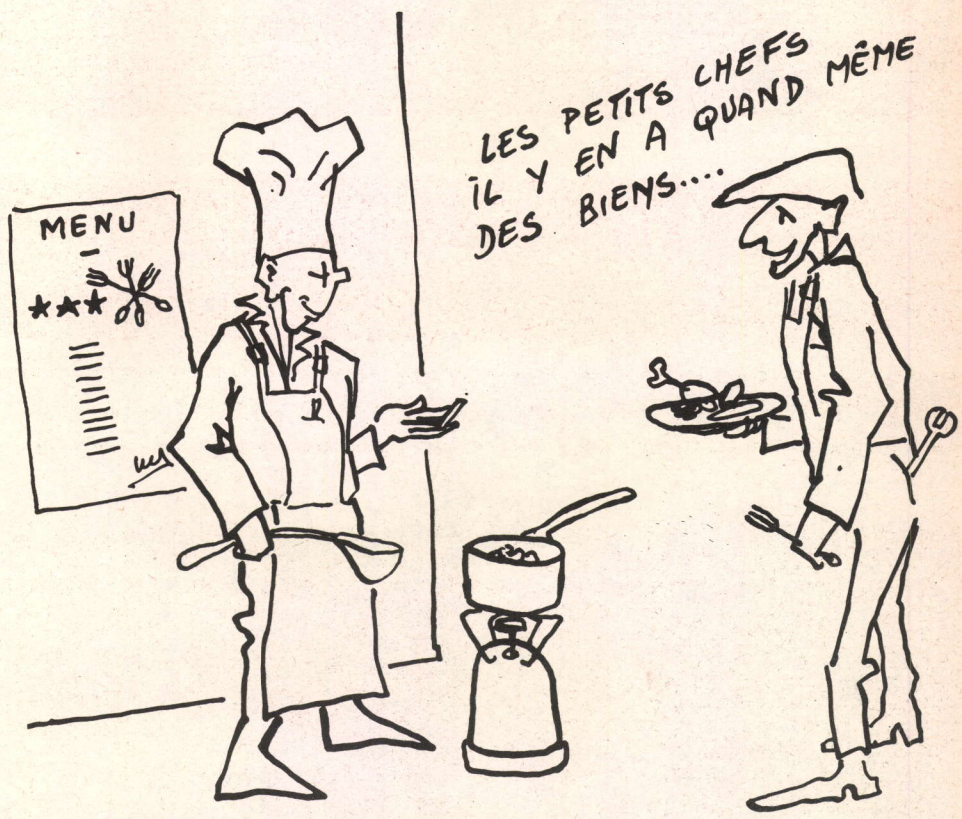
Lundi 3 octobre donc, les travailleurs sont invités à boycotter la cantine et à prendre, à la place du repas, le casse-croûte que les organisateurs du boycott leur proposent. Ce jour-là, 60 ouvriers sur environ 550, qui prennent habituellement leur repas à la cantine suivent le mouvement. Numériquement, ils ne forment qu'une très faible minorité. Mais le mouvement a été compris. Dans l'après-midi, les travailleurs discutent de l'initiative, la commentent, et très souvent l'approuvent. Aussi, la décision est-elle prise de « remettre ça » le lendemain, mardi.

Mardi, tandis que la C.G.T. distribue un tract ironique où elle constate **« l'échec complet »** des « gauchistes », les organisateurs du boycott sont de nouveau présents à la porte de la cantine. 130 travailleurs refusent d'entrer à la cantine et prennent le casse-croûte. Ils forment des groupes qui discutent et incitent leurs camarades à les rejoindre dehors.

A partir du mercredi, le mouvement se développe encore et se transforme en un succès incontestable : 180 travailleurs boycottent le mercredi, 200 le jeudi, près de 250 le vendredi.

Que font les syndicats ?

Mis à part Force ouvrière, animée dans l'entreprise par des militants révolutionnaires, qui a pris publiquement position en faveur du boycott, les organisations syndicales de l'entreprise ont surtout brillé par leur absence. La C.F.D.T., bien que certains de ses militants responsables participent activement au boycott, n'a diffusé un tract que le vendredi, tract dans lequel elle a trouvé moyen de ne pas dire un mot du boycott, réservant son mordant à... M. Rives-Henrys !



Il ne s'agit pas pour eux de revendiquer la gestion de la cantine, mais d'imposer au patron et à son marchand de soupe des repas décents. (Ph. L.O.)

Quant à la C.G.T., organisation largement majoritaire dans l'usine, on ne saurait lui reprocher de ne pas avoir noirci du papier. Trois tracts dans la semaine, uniquement sur le problème de la cantine. tine. Mais la C.G.T. s'est bien gardée de prendre nettement position. Par principe, dit-elle en substance, la C.G.T. ne peut suivre un mouvement organisé par les « gauchistes ». Cela ne signifie pas que le boycott soit une forme d'action à rejeter, ni même que les travailleurs aient réellement tort d'y participer. Autrement dit, la C.G.T. est contre ce boycott parce que ce n'est pas elle qui l'a organisé, mais elle ne demande pas à ses adhérents de le boycotter. Un tel raisonnement n'est guère compris par les travailleurs, y compris ceux qui sont à la C.G.T. et qui, en grand nombre, participent au boycott.

Où va le mouvement ?

A l'heure où nous écrivons, les travailleurs de Babcock s'apprêtent à entamer leur deuxième semaine de boycott dans des conditions favorables : vendredi dernier, le mouvement avait touché près de 50 % des camarades qui prennent habituellement leur repas à la cantine. Et la direction avait eu l'occasion de se rendre compte, de près, que le boycott n'était pas une plaisanterie. A l'appel du Comité de lutte cantine qui s'est créé au cours de la lutte et qui regroupe une vingtaine d'ouvriers qui se réunissent chaque soir au local syndical, plus de 150 travailleurs se sont dirigés vers le restaurant des cadres où déjeunent habituellement le chef du personnel et le directeur de l'entreprise. Arrivés sur place, ils sont tombés sur le directeur qui se rendait paisiblement à la cantine et qui a été, pendant quelques minutes bloqué par les travailleurs en colère. Ce Monsieur a eu l'occasion d'entendre certaines vérités que de nombreux travailleurs pensaient depuis longtemps.

A l'heure actuelle, la direction manifeste des signes de nervosité. Alors qu'au début de la semaine, elle feignait d'ignorer le mouvement et refusait de changer quoi que ce soit à la situation existante, elle vient de décider de convoquer une réunion extraordinaire avec la participation de la direction, du marchand de soupe, du C.E. et de la commission cantine du C.E. Il n'est pas exclu que le Comité de lutte, dont la représentativité s'est manifestée au cours de la semaine écoulée soit « invité » à cette réunion. La majorité des membres de la commission cantine demande, en effet, que le Comité participe. F.O. appuie cette demande et la C.G.T. **« réserve sa position »** pour le moment, sans toutefois se prononcer contre.

Le mouvement est donc bien parti. Il reste à l'amplifier encore pour faire céder la direction et obtenir une amélioration de la qualité des repas.

Correspondant L.O.

ERICSSON (Colombes) :

La grève continue

DANS notre dernier numéro, nous avons relaté le début de la grève, commencée le 30 septembre chez Ericsson pour obtenir une augmentation de 200 F pour tous.

Cette revendication a été avancée par les travailleurs au cours des assemblées de secteurs tenues antérieurement. La section C.F.D.T., sous l'influence notamment de camarades de notre tendance avait déjà inscrit la revendication de 200 francs pour tous dans son programme. Quant à la C.G.T., elle l'a reprise à son compte, mais en précisant dès le début qu'il s'agissait d'un cas d'espèce qui ne remettait pas en cause son programme revendicatif tenant compte de la hiérarchie.

Une semaine après le début de la grève, la C.G.T. a éprouvé le besoin d'écarter toute équivoque à ce sujet dans un tract :

« La direction fait courir le bruit, plus particulièrement dans le milieu ingénieurs et techniciens que la C.G.T. abandonne la hiérarchie des salaires. La C.G.T. réaffirme sa position de toujours à ce sujet, à savoir : que s'opposer à la hiérarchisation des salaires c'est nier toutes possibilités de progrès — nul ne serait encouragé d'acquérir une qualification ou de poursuivre les études — ce serait le nivellement par le bas et le chaos économique. En conséquence, la revendication de 200 F demandée par le personnel Ericsson est soutenue par la C.G.T. à titre de rattrapage... »

La sortie de ce tract a d'ailleurs provoqué quelques remous parmi les grévistes.

Partis à moins de 400 nous étions plus de 500 à l'assemblée générale du lundi 4 octobre, sur un effectif total de 1.500 personnes. La majeure partie de la production était en grève, les bureaux et une grande partie des services techniques continuaient à travailler.

Le Comité de grève, constitué dès le premier jour avec les représentants de chaque secteur, syndiqués ou non, se réunit tous les jours ; ces 40 membres débattent démocratiquement de tous les problèmes de la grève, étudient l'orientation du mouvement et font des propositions ensuite à l'assemblée générale des grévistes. (Les membres du Comité sont conscients de l'importance de leur rôle, et ne sont pas prêts à s'en désaisir.) Beaucoup de grévistes participent activement à la grève. Des manifestations ont lieu presque tous les jours dans l'usine, ou dans Colombes aux cris de : « Ericsson doit payer » **et** « Nos 200 F ».

Plusieurs commissions ont été formées.

Une commission de collectage qui a recueilli en un jour et demi près de 800.000 AF à la porte des usines ou sur des marchés, avec des équipes dynamiques qui se présentent avec des banderoles, pancartes et tracts, rappelant les revendications : 200 F pour tous et paiement des heures de grève.

Une commission d'affichage inonde les murs des couloirs, ateliers, bureaux, d'affiches intitulées « Bulletin de grève n° ... » **qui tient le personnel au courant de la situation jour après jour. Une commission de coordination avec les autres centres Ericsson de la région parisienne et de province informe et tente d'étendre la grève. Dès les premiers jours, plusieurs centres de la région parisienne se sont joints au mouvement.**

Une partie des grévistes ont tenté par des discussions tout au long de la semaine, d'entraîner ceux qui travaillaient encore. Malheureusement sans grand succès.

Le vendredi 8, le personnel non gréviste a été appelé à soutenir le mouvement par un débrayage d'une heure avant la sortie. Deux cents personnes environ, encore au travail, ont répondu à l'appel et assisté à une assemblée. L'intervention du camarade de notre tendance, membre du Comité de grève, visait à souligner qu'il ne suffisait pas de soutenir les grévistes, il fallait les rejoindre dans leur lutte qui concernait tout le monde.

« Plus nous serons nombreux dans la lutte, plus vite les revendications aboutiront » **soulignait-il pour ajouter :** « Nous avons engagé le combat contre nos exploiteurs ; il faut le mener jusqu'au bout. »

Une rencontre a eu lieu entre la direction générale et les représentants du Comité de grève. La direction a maintenu sa proposition d'une augmentation de 4 % avec 6 % pour les salaires inférieurs à 1.200 F et a refusé toute augmentation uniforme. Le P.D.G., Cazes, n'hésite cependant pas à affirmer : « Mon seul souci, c'est le confort du personnel. Les salaires ? J'y pense jour et nuit ».

Les grévistes ont alors décidé de continuer la lutte.

Pour l'instant, le climat est plutôt bon enfant. Une partie seulement des grévistes est présente dans l'entreprise pendant la journée de travail et il n'y a pas d'occupation, ni piquets de grève, pas même devant les secteurs où la majorité est en grève. L'attitude d'une grande partie des grévistes à l'égard des non-grévistes est assez passive ; ils considèrent que chacun doit prendre ses responsabilités.

L'attitude intransigeante de la direction pourra changer ce climat. A cet égard, la semaine en cours sera sans doute décisive.

Correspondant L.O.